

Coup d'Etat au Nigeria

- *De la mission Bonlieu à la disparition de l' « Ouvéa »* (page 6)
- *Parapluie juridique* (page 9)
- *Remue-ménage chez les agents secrets* (page 10)
- *Comment maquiller une opération* (page 10)

Même s'il est encore difficile de faire exactement les dégâts fautifs à notre diplomatie, il est sûr que l'influence de la France va pâtir des derniers événements. Le ridicule est une lourde faute en politique étrangère, et nous en payerons le prix aussi bien en Europe — encore que, grâce aux agents doubles, triples et autres sautes ouest-allemands, nous ne soyons pas en situation de monopole en ce domaine sur le Vieux Continent — que dans nos relations avec les Etats-Unis et avec le monde de l'Est. Il n'est pas jusqu'en Afrique où la perte de crédibilité de nos services secrets ne se fera pas sentir. Il est décidément urgent de ne pas alourdir encore ce médiocre bilan.

Le plus triste, dans ce nouvel imbroglia brésilien, est que sans doute, tant l'ancien ministre des finances, qui vient de résigner ses

provoquer ainsi la mort d'un photographe d'origine portugaise.

(Lire la suite page 6.)

Par DANIEL VERNET

M. Tricot « n'imagine pas » que ces hommes, « plus intimidés qu'inquiets » quand ils sont en présence d'un conseiller d'Etat, aient pu couler le bateau de Greenpeace et

provoquer ainsi la mort d'un photographe d'origine portugaise.

(Lire la suite page 6.)

Le Monde

Le plus triste, dans ce nouvel imbroglio brésilien, est que sans doute, tant l'ancien ministre des finances, qui vient de résigner ses

Quant au « succès » enregistré depuis novembre 1983 — date du premier accord conclu avec le FMI — il concerne la balance commerciale avec l'étranger. Celle-ci s'est redressée d'une façon qui a surpris : à tort — les experts. De négative, en 1982, elle est devenue positive. Au cours des douze derniers mois, elle a creusé enregistrant un excédent de 1,7 milliards de dollars, de quoi payer en totalité, on peut s'en fiant, l'échec chargé d'intérêt annuel due aux créanciers extérieurs. La deuxième erreur des experts, et

(Lire la suite page 21.)

LIRE

4. RFA-RDA

L'espionnage en famille.

14. DIGRESSIONS

« Méthode sûre mais lente pour devenir académicien » par Bernard Frank.

22. AFFAIRES

« Moralisation » de la Bourse de commerce.

24. SPORT AUTOMOBILE

Renault abandonne la formule 1

MÉDECINE

L'expertise psychiatrique sur la sellette

L'autopsie de la médecine légale

Pages 11 et 12

étranger

PROCHE-ORIENT

Israël

Menacé d'expulsion, M. Abou Ziyad quittera volontairement la Cisjordanie à la suite d'un compromis

De notre correspondant

Jérusalem. - Semi-sécurs ou semi-échec pour le gouvernement ? M. Khalil Abou Ziyad ne sera finalement pas expulsé, mais il quittera la Cisjordanie de son propre gré. Ce compromis est intervenu entre son avocat et les forces de sécurité. C'est le 8 août que M. Abou Ziyad avait été arrêté et que la procédure d'expulsion contre lui avait été engagée (le Monde du 9 août).

L'avocat de M. Abou Ziyad avait introduit un appel devant la Haute Cour de justice et c'est cette semaine que les juges devaient valider ou invalider l'ordre d'expulsion. Cependant, des négociations secrètes se déroulaient parallèlement, qui ont abouti au compromis signé dimanche 25 août par M. Abou Ziyad et rendu public lundi 26 août. Il s'agit, en fait, d'un double document. Dans le premier texte, M. Abou Ziyad accepte de quitter les territoires occupés de Cisjordanie pour une période maximale de trois ans, et s'engage à ne prendre part pendant cette période à aucune activité anti-Israélienne; dans le second document, le gouvernement israélien annule l'ordre d'expulsion et s'engage à ne pas s'opposer au retour dans trois ans de M. Abou Ziyad si ce dernier respecte les clauses du contrat.

Chaque partie trouve son avantage dans ce compromis. Celui de M. Abou Ziyad est essentiellement « personnel ». Il retrouvera la liberté de mouvements après plus de trois ans de régime de résidence surveillée. Après avoir accepté ce com-

promis, il a été libéré et a été autorisé à passer quarante-huit heures avec sa famille. Mercredi 28 août, il franchira les ponts du Jourdain pour gagner Amman, d'où il se rendra probablement en Europe : « J'attends la fin de cet exil comme on attend le date de la sortie de prison, nous a-t-il dit, dans sa maison d'Azariéh, car c'est ici que je veux vivre, j'aime mon pays ».

Pour sa part, le gouvernement israélien a sauvé son prestige avec ce compromis. La Haute Cour de justice risquait d'autant plus de ne pas valider l'ordre d'expulsion qu'une commission militaire consultative avait auparavant recommandé de reconsidérer cette mesure en raison de l'absence de pièces dans le dossier prouvant la participation directe de M. Abou Ziyad à des activités terroristes.

Reste que toute cette affaire a démontré une fois de plus que les expulsions d'habitants de Cisjordanie demeurent entre les mains du gouvernement une mesure extrêmement aléatoire et difficile à appliquer. Après les deux derniers attentats contre des civils israéliens, samedi à Talkarem et à Jenine (le Monde du 27 août), plusieurs ministres ont d'ailleurs, à nouveau, réclamé un durcissement des mesures antiterroristes. Le vice-premier ministre, M. David Levy a remis sur la tapis la question des amendements qui permettraient de faciliter les expulsions.

(Interim.)

Liban

Aucun accord n'a pu se dégager sur le déploiement des observateurs syriens

Des obsus sont venus rompre, lundi 26 août, la fragile coexistence qui venait de se constituer à Beyrouth, où une bombe a été retrouvée dimanche soir dans une mosquée où devait prêcher le chef spirituel de la communauté sunnite, le cheikh Hassan Khaled.

Dans son préche de lundi matin, à l'occasion de la fête du Sacrifice, le mufti a appelé la communauté chrétienne à accepter une réforme des institutions et à accepter la classe politique de vouloir démembrer le Liban. La paix ne pourra être établie sans la participation de la Syrie, a-t-il ajouté. Malgré trois réunions, la commission de sécurité, où sont représentées les principales milices et l'armée libanaise, n'a toujours pas pu dresser une carte du déploiement des observateurs militaires syriens. Les chrétiens refusent toujours qu'ils soient installés profondément à l'intérieur du territoire. Tout le monde s'attend donc à une nouvelle flambée de violences après la fin des fêtes, qui durent trois jours.

Une déclaration de M. Raymond Eddé

A la suite des bombardements de la semaine dernière, M. Raymond Eddé, député, ancien ministre, nous a fait parvenir la déclaration suivante :

« Une fois de plus, la Syrie assidue n'a pas hésité à provoquer la massacre de civils des deux camps, chrétiens et musulmans, pour annexer plus facilement un Liban devenu impuissant et consentant. Après treize jours de combats, le gouvernement libanais, formé par Damas, ne peut s'opposer à la volonté du président Hafez El-Assad, qui, inlassablement depuis quinze ans, poursuit la réalisation d'un vieux rêve : la grande Syrie.

Faut-il rappeler à ce propos cette déclaration faite le 7 janvier 1976 par le ministre syrien des affaires étrangères, Abdel Khaled Khad-dam : « En cas de partition [do-

Liban], la Syrie annexerait sans hésiter le Liban, qui n'est qu'une partie d'elle-même ».

Telle était certes la situation du Liban sous l'empire romain et sous la dynastie des Omeyyades, cette dernière n'ayant régné sur Damas que quatre-vingt-neuf ans. Mais sous l'empire ottoman, qui dura plus de quatre siècles (1516-1918), la Syrie n'était qu'une simple province turque, alors que le Liban, à la suite d'affrontements sanglants entre Druzes et Maronites, bénéficiait, dès 1861, grâce à l'intervention militaire et diplomatique de Napoléon III, d'une autonomie garantie par les cinq grandes puissances de l'époque : la France, la Grande-Bretagne, la Prusse, l'Autriche, la Russie et, plus tard, l'Italie.

La Syrie n'est devenue un Etat indépendant - non souverain - qu'en 1920 sous le mandat français. Il en a été de même pour le Liban. La Syrie a donc aucun droit historique sur le Liban. Elle ne peut le revendiquer. Encore moins l'annexer.

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Robert Beuve-Méry, fondateur. Administrateur : Bernard Wauters. Rédacteur en chef : Daniel Vernet. Correspondant en chef : Claude Sèles.

Reproduction interdite de tous articles sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437. ISSN : 0395-2037.

AMÉRIQUES

Chili

L'opposition, communistes exceptés, s'unit contre le général Pinochet

De notre envoyé spécial

Santiago. - Le défi le plus sévère au régime du général Pinochet depuis douze ans a été lancé, lundi 26 août, à Santiago par les représentants des courants politiques allant de la droite conservatrice à la gauche chrétienne, en passant par les démocrates-chrétiens et les socialistes. Ils ont approuvé un document qui préconise la restauration des libertés et de la démocratie au Chili.

Qualifié d'« accord national pour la transition vers une démocratie totale », ce texte recommande l'élection au suffrage universel et direct d'un président de la République et d'une Assemblée nationale ayant compétence pour réformer la Constitution. Celle-ci a été adoptée en 1980 prévoit que le général Pinochet restera au pouvoir jusqu'en 1989 et qu'il a la possibilité de se représenter pour un autre mandat de huit ans.

Le document définit également les grandes lignes d'une politique économique et sociale : relance dynamique du développement, mesures en faveur des plus pauvres, création d'emplois, répartition des

sacrifices, économie mixte, respect de la propriété privée.

Aucune date n'est fixée dans ce texte pénétré. Mais il réclame, à court terme, la fin de tous les états d'exception, la restauration de toutes les libertés et de l'autonomie universitaire, le non-recours à l'article 24 qui permet les mêmes actions arbitraires que l'état de siège, la fin de l'exil pour les personnalités qui veulent rentrer au Chili, et le rétablissement dans la nationalité chilienne de tous ceux qui ont été privés par le régime (par exemple la famille de l'ancien président Allende). Le document demande, également à court terme, la liberté pour les partis politiques et un plébiscite populaire sur toutes les dispositions de l'accord.

Le rôle de l'Eglise...

C'est l'Eglise catholique qui a pris l'initiative d'une « table ronde » en vue d'une réconciliation nationale et de pourparlers sérieux entre des formations qui peuvent prétendre représenter de très larges secteurs de la société chilienne (le Monde du 24 août). Trois conseillers du cardinal-primat Fresno, archevêque de Santiago, dont deux anciens ministres de Pinochet (passés depuis à l'opposition), ont rencontré à plusieurs reprises, à huis clos, les représentants qualifiés d'une bonne dizaine de courants politiques. Les vingt et un participants ont signé le document final, sauf les représentants de trois « formations » : les socialistes des courants Briones et Mandujano, ainsi que la gauche chrétienne. Ces derniers souhaitent auparavant interroger leur base. Il est possible toutefois que la gauche chrétienne se signe pas, momentanément, en se ralliant les communistes, pour le moment en marge de cette tentative de réconciliation.

Le PC ainsi que ses alliés n'avaient pas été invités à la « table

ronde » de l'Eglise, bien que les communistes, semble-t-il, aient formellement demandé à Mgr Fresno d'être représentés. Les discussions ont largement porté sur la place qui pourrait leur revenir dans une démocratie restaurée. Il est difficile, en effet, d'ignorer le rôle et l'importance du PC chilien, dont l'appareil clandestin est solide et efficace. Il obtiendrait, de l'avis général, environ 15 % des voix en cas d'élections libres. Parmi ses militants, on trouve quelques-uns des intellectuels chiliens les plus brillants. Mais, depuis trois ans, il ne condamne pas la violence armée des groupes du Front patriotique Manuel Rodríguez, responsables d'attentats et de sabotages. Sans appeler lui-même à la lutte armée, le PC se déclare solidaire du Front patriotique. Pour le gouvernement, le Front est simplement le bras armé du PC. Les choses sont certainement plus subtiles. Mais cette position du PC lui vaut d'être rejeté par des secteurs de la droite et du centre démocrate-chrétien.

...et l'attitude du PC

L'accord national du 26 août est assez vague pour ne pas fermer complètement la porte à une éventuelle adhésion indirecte des communistes à la plate-forme de transition démocratique. Sans mentionner le PC, le document se borne à indiquer que les partis ou les mouvements qui ne rejettent pas la violence seront déclarés inconstitutionnels par un tribunal ad hoc.

Si le Parti communiste approuvait, même de manière indirecte, l'accord qui vient d'être conclu, ce serait un virage capital de nature à bouleverser l'évolution d'une situation tendue et incertaine. La première réaction des dirigeants clandestins du PC est mitigée. Ils ne nient pas l'importance du document, mais regrettent qu'il soit « limitatif », qu'il exclue d'un éventuel dialogue.

« C'est le peuple qui doit décider, disent-ils. C'est le régime qui pratique une violence insensée depuis douze ans, et le peuple a le droit à l'autodéfense. La droite, qui vient tout juste de se rallier à l'opposition, est mal placée pour donner des leçons de morale et condamner la violence populaire ». Ils affirment qu'ils vont étudier « très sérieusement » le document et qu'ils se prononceront ensuite.

En revanche, les démocrates-chrétiens exultent. Ils apparaissent comme les principaux bénéficiaires de l'initiative de Mgr Fresno, qui, à « remercié Dieu et les citoyens responsables qui ont approuvé le document ». Finalement, le cardinal-primat n'a pas remis copie du texte au général Pinochet, comme il était envisagé. Une humiliation de plus pour un régime qui connaît la plus grave crise interne depuis 1973 et qui s'apprête à faire face à une relance de la contestation populaire et publique.

L'Eglise chilienne apparaît maintenant, co-tout qu'institution, comme totalement passée dans le camp des adversaires de la dictature. C'est une étape importante.

Cette attitude ne peut manquer d'aggraver les tensions internes du régime. Le désaccord régnant au sein même du gouvernement sur la meilleure manière d'appréhender une situation complètement nouvelle. Certains ministres, en particulier ceux de l'intérieur et des affaires étrangères, ne considéreraient pas comme totalement « négative » l'initiative du cardinal-primat. D'autres, et notamment ceux de la police, y voient une « déstabilisation » du document du 26 août. Les forces armées ne peuvent non plus manquer de s'interroger sur l'évolution du régime. Il reste que le dernier mot appartient, et appartiendra jusqu'à preuve du contraire, au général Pinochet dont rien n'indique qu'il soit effleuré par le doute.

MARCEL NIEDERGAANG.

ASIE

Le ministre vietnamien des affaires étrangères n'exclut pas le maintien de conseillers militaires au Cambodge après 1990

Arrivé lundi 26 août à Bangkok pour une brève visite, le prince Sihanouk, président de la résistance tripartite regroupée au sein du Gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique, rencontrera ses partisans au sein de la résistance et aura une session de travail avec M. Son Sann au cours de son séjour.

Cette visite du prince Sihanouk, la seconde cette année, qui durera en principe une semaine, survient alors que la résistance s'efforce de surmonter ses difficultés et de resserrer les rangs. En effet, les quelque cinquante mille maquisards de la résistance cambodgienne s'opposent à un corps expéditionnaire vietnamien au Cambodge estimé de cent cinquante mille à cent soixante-dix mille hommes. Ces derniers ont réussi à prendre le contrôle au cours de la saison sèche, de novembre à mars, de toutes les bases des maquis khmers en bordure de la Thaïlande.

La visite de l'ancien monarque survient en outre après un séjour du ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, en Indonésie, dans le cadre des efforts des voisins non communistes de l'Indochine, en vue d'un règlement de la crise cambodgienne. Au cours d'une conférence de presse lundi à Djakarta, le ministre vietnamien des affaires étrangères a déclaré que le maintien de conseillers militaires au Cambodge n'était « pas hors de question » après 1990.

date à laquelle les Vietnamiens se sont engagés à retirer leurs troupes (le Monde du 18-19 août), et il n'a pas exclu qu'il puisse y avoir encore à ce moment-là des « poches de résistance ». Il a néanmoins estimé que cela n'affecterait pas les plans de retrait.

En outre, trois députés français, animateurs de l'association « Cambodge libre », MM. Georges Massin (UDF, Paris), Claude-Gérard Marcus (RPR, Paris) et Jacques Baumel (RPR, Hauts-de-Seine), ont rapporté que M. Son Sann, président du Front national de libération du peuple khmer (FNLPK), a pris l'engagement solennel de « remettre de l'ordre et de la discipline » dans son mouvement, en particulier dans [ses] forces armées », et que, à défaut de résultats tangibles dans la guérilla nationale, il quitterait ses fonctions. Les parlementaires français ont préconisé un soutien accru de la France à la résistance non communiste khmère et ils regrettent que « le gouvernement socialiste » entre-tienne des relations trop étroites avec le régime de Phnom Penh à leur avis - avec le Vietnam pro-soviétique et « pas assez avec ceux qui veulent que le Cambodge rede-vienne libre ».

Enfin, un échange de prisonniers entre la Chine et le Vietnam a eu lieu le lundi 26 août, à la « Porte d'amitié », dernier point de la frontière encore ouvert. Dix-neuf « agents chinois infiltrés » au Vietnam selon Hanoi, « paysans enlevés par les forces vietnamiennes », selon Pékin, ont été échangés contre quinze « espions et saboteurs vietnamiens » capturés en Chine, selon Pékin - « paysans enlevés de force par les forces chinoises » selon Hanoi. La cérémonie d'échange s'est déroulée dans une atmosphère plus détendue que les fois précédentes, rapportent les observateurs.

Le département d'Etat américain, a déclaré lundi que la délégation qui devait se rendre cette semaine au Vietnam pour discuter du sort de près de deux mille cinq cents américains disparus pendant la guerre du Vietnam a reporté son voyage, car le ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, ne se trouvera pas à Hanoi à la date prévue pour la visite de la délégation. Le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, a ajouté qu'une nouvelle date n'a pas encore été choisie. - (AFP.)

Quant aux jeunes eux-mêmes, ils commentent d'ordinaire un délit passible de sanctions s'ils mettent trop longtemps à signaler un changement de domicile, d'emploi ou d'école. - (Reuters, AFP, AP.)

SOUS L'ÉGIDE DE L'ONU

Les négociations « indirectes » sur l'Afghanistan reprennent à Genève

Les négociations indirectes entre l'Afghanistan et le Pakistan, conduites par le sous-secrétaire général de l'ONU aux affaires politiques, M. Diego Cordovez (Equateur), reprennent, ce mardi 27 août, un Palais des Nations à Genève. Cette nouvelle série d'entretiens avait été décidée d'un commun accord au mois de juin dernier après l'ajournement de la quatrième session de négociations.

Comme d'habitude, les deux ministres des affaires étrangères, MM. Mohammad Dost pour l'Afghanistan et Shahabzada Yaqub-Khan pour le Pakistan, ne se rencontreront pas directement. M. Cordovez fera la navette entre les deux interlocuteurs qui sont installés chacun dans une salle du Palais des Nations. Une délégation du gouvernement iranien sera mise au courant de la tenue des entretiens.

Les négociations engagées en 1982 visent à obtenir le retrait des quelque cent quinze mille soldats soviétiques stationnés en Afghanistan, le rapatriement d'environ quatre millions cinq cent mille Afghans réfugiés au Pakistan et en Iran, ainsi que des garanties internationales de non-ingérence en Afghanistan.

L'approche de ces pourparlers, dont on attend peu de résultats concrets, n'a nullement entraîné, au contraire, un ralentissement des combats en Afghanistan. Selon des

sources proches de la résistance, de violents affrontements ont notamment lieu dans la région de Khost, non loin de la frontière pakistanaise, où les troupes soviétiques, avec chars et hélicoptères, s'efforcent de déloger la garnison assiégée depuis près d'un an par les moudjahidins.

Conscription renforcée en URSS

A Moscou, de nouvelles mesures ont été prises récemment pour renforcer le contrôle de la conscription afin d'éviter que des jeunes gens ne tentent d'échapper au service militaire et au risque d'être envoyés en Afghanistan. Des décrets prévoient des amendes pour les responsables qui ne signaleraient pas à temps - ou pas du tout - aux autorités militaires les jeunes hommes placés sous leur responsabilité. Sont notamment visés les directeurs d'usines d'établissement scolaire, ou les administrateurs du logement, qui ont le devoir de fournir aux commissariats militaires locaux la liste des jeunes gens en âge de servir.

Quant aux jeunes eux-mêmes, ils commentent d'ordinaire un délit passible de sanctions s'ils mettent trop longtemps à signaler un changement de domicile, d'emploi ou d'école. - (Reuters, AFP, AP.)

AFRIQUE

Le co

sur lequel... août, que p... la situ...

Une des principales

En dépit de... En 1983... En 1984... En 1985... En 1986... En 1987... En 1988... En 1989... En 1990... En 1991... En 1992... En 1993... En 1994... En 1995... En 1996... En 1997... En 1998... En 1999... En 2000... En 2001... En 2002... En 2003... En 2004... En 2005... En 2006... En 2007... En 2008... En 2009... En 2010... En 2011... En 2012... En 2013... En 2014... En 2015... En 2016... En 2017... En 2018... En 2019... En 2020... En 2021... En 2022... En 2023... En 2024... En 2025... En 2026... En 2027... En 2028... En 2029... En 2030... En 2031... En 2032... En 2033... En 2034... En 2035... En 2036... En 2037... En 2038... En 2039... En 2040... En 2041... En 2042... En 2043... En 2044... En 2045... En 2046... En 2047... En 2048... En 2049... En 2050... En 2051... En 2052... En 2053... En 2054... En 2055... En 2056... En 2057... En 2058... En 2059... En 2060... En 2061... En 2062... En 2063... En 2064... En 2065... En 2066... En 2067... En 2068... En 2069... En 2070... En 2071... En 2072... En 2073... En 2074... En 2075... En 2076... En 2077... En 2078... En 2079... En 2080... En 2081... En 2082... En 2083... En 2084... En 2085... En 2086... En 2087... En 2088... En 2089... En 2090... En 2091... En 2092... En 2093... En 2094... En 2095... En 2096... En 2097... En 2098... En 2099... En 2100... En 2101... En 2102... En 2103... En 2104... En 2105... En 2106... En 2107... En 2108... En 2109... En 2110... En 2111... En 2112... En 2113... En 2114... En 2115... En 2116... En 2117... En 2118... En 2119... En 2120... En 2121... En 2122... En 2123... En 2124... En 2125... En 2126... En 2127... En 2128... En 2129... En 2130... En 2131... En 2132... En 2133... En 2134... En 2135... En 2136... En 2137... En 2138... En 2139... En 2140... En 2141... En 2142... En 2143... En 2144... En 2145... En 2146... En 2147... En 2148... En 2149... En 2150... En 2151... En 2152... En 2153... En 2154... En 2155... En 2156... En 2157... En 2158... En 2159... En 2160... En 2161... En 2162... En 2163... En 2164... En 2165... En 2166... En 2167... En 2168... En 2169... En 2170... En 2171... En 2172... En 2173... En 2174... En 2175... En 2176... En 2177... En 2178... En 2179... En 2180... En 2181... En 2182... En 2183... En 2184... En 2185... En 2186... En 2187... En 2188... En 2189... En 2190... En 2191... En 2192... En 2193... En 2194... En 2195... En 2196... En 2197... En 2198... En 2199... En 2200... En 2201... En 2202... En 2203... En 2204... En 2205... En 2206... En 2207... En 2208... En 2209... En 2210... En 2211... En 2212... En 2213... En 2214... En 2215... En 2216... En 2217... En 2218... En 2219... En 2220... En 2221... En 2222... En 2223... En 2224... En 2225... En 2226... En 2227... En 2228... En 2229... En 2230... En 2231... En 2232... En 2233... En 2234... En 2235... En 2236... En 2237... En 2238... En 2239... En 2240... En 2241... En 2242... En 2243... En 2244... En 2245... En 2246... En 2247... En 2248... En 2249... En 2250... En 2251... En 2252... En 2253... En 2254... En 2255... En 2256... En 2257... En 2258... En 2259... En 2260... En 2261... En 2262... En 2263... En 2264... En 2265... En 2266... En 2267... En 2268... En 2269... En 2270... En 2271... En 2272... En 2273... En 2274... En 2275... En 2276... En 2277... En 2278... En 2279... En 2280... En 2281... En 2282... En 2283... En 2284... En 2285... En 2286... En 2287... En 2288... En 2289... En 2290... En 2291... En 2292... En 2293... En 2294... En 2295... En 2296... En 2297... En 2298... En 2299... En 2300... En 2301... En 2302... En 2303... En 2304... En 2305... En 2306... En 2307... En 2308... En 2309... En 2310... En 2311... En 2312... En 2313... En 2314... En 2315... En 2316... En 2317... En 2318... En 2319... En 2320... En 2321... En 2322... En 2323... En 2324... En 2325... En 2326... En 2327... En 2328... En 2329... En 2330... En 2331... En 2332... En 2333... En 2334... En 2335... En 2336... En 2337... En 2338... En 2339... En 2340... En 2341... En 2342... En 2343... En 2344... En 2345... En 2346... En 2347... En 2348... En 2349... En 2350... En 2351... En 2352... En 2353... En 2354... En 2355... En 2356... En 2357... En 2358... En 2359... En 2360... En 2361... En 2362... En 2363... En 2364... En 2365... En 2366... En 2367... En 2368... En 2369... En 2370... En 2371... En 2372... En 2373... En 2374... En 2375... En 2376... En 2377... En 2378... En 2379... En 2380... En 2381... En 2382... En 2383... En 2384... En 2385... En 2386... En 2387... En 2388... En 2389... En 2390... En 2391... En 2392... En 2393... En 2394... En 2395... En 2396... En 2397... En 2398... En 2399... En 2400... En 2401... En 2402... En 2403... En 2404... En 2405... En 2406... En 2407... En 2408... En 2409... En 2410... En 2411... En 2412... En 2413... En 2414... En 2415... En 2416... En 2417... En 2418... En 2419... En 2420... En 2421... En 2422... En 2423... En 2424... En 2425... En 2426... En 2427... En 2428... En 2429... En 2430... En 2431... En 2432... En 2433... En 2434... En 2435... En 2436... En 2437... En 2438... En 2439... En 2440... En 2441... En 2442... En 2443... En 2444... En 2445... En 2446... En 2447... En 2448... En 2449... En 2450... En 2451... En 2452... En 2453... En 2454... En 2455... En 2456... En 2457... En 2458... En 2459... En 2460... En 2461... En 2462... En 2463... En 2464... En 2465... En 2466... En 2467... En 2468... En 2469... En 2470... En 2471... En 2472... En 2473... En 2474... En 2475... En 2476... En 2477... En 2478... En 2479... En 2480... En 2481... En 2482... En 2483... En 2484... En 2485... En 2486... En 2487... En 2488... En 2489... En 2490... En 2491... En 2492... En 2493... En 2494... En 2495... En 2496... En 2497... En 2498... En 2499... En 2500... En 2501... En 2502... En 2503... En 2504... En 2505... En 2506... En 2507... En 2508... En 2509... En 2510... En 2511... En 2512... En 2513... En 2514... En 2515... En 2516... En 2517... En 2518... En 2519... En 2520... En 2521... En 2522... En 2523... En 2524... En 2525... En 2526... En 2527... En 2528... En 2529... En 2530... En 2531... En 2532... En 2533... En 2534... En 2535... En 2536... En 2537... En 2538... En 2539... En 2540... En 2541... En 2542... En 2543... En 2544... En 2545... En 2546... En 2547... En 2548... En 2549... En 2550... En 2551... En 2552... En 2553... En 2554... En 2555... En 2556... En 2557... En 2558... En 2559... En 2560... En 2561... En 2562... En 2563... En 2564... En 2565... En 2566... En 2567... En 2568... En 2569... En 2570... En 2571... En 2572... En 2573... En 2574... En 2575... En 2576... En 2577... En 2578... En 2579... En 2580... En 2581... En 2582... En 2583... En 2584... En 2585... En 2586... En 2587... En 2588... En 2589... En 2590... En 2591... En 2592... En 2593... En 2594... En 2595... En 2596... En 2597... En 2598... En 2599... En 2600... En 2601... En 2602... En 2603... En 2604... En 2605... En 2606... En 2607... En 2608... En 2609... En 2610... En 2611... En 2612... En 2613... En 2614... En 2615... En 2616... En 2617... En 2618... En 2619... En 2620... En 2621... En 2622... En 2623... En 2624... En 2625... En 2626... En 2627... En 2628... En 2629... En 2630... En 2631... En 2632... En 2633... En 2634... En 2635... En 2636... En 2637... En 2638... En 2639... En 2640... En 2641... En 2642... En 2643... En 2644... En 2645... En 2646... En 2647... En 2648... En 2649... En 2650... En 2651... En 2652... En 2653... En 2654... En 2655... En 2656... En 2657... En 2658... En 2659... En 2660... En 2661... En 2662... En 2663... En 2664... En 2665... En 2666... En 2667... En 2668... En 2669... En 2670... En 2671... En 2672... En 2673... En 2674... En 2675... En 2676... En 2677... En 2678... En 2679... En 2680... En 2681... En 2682... En 2683... En 2684... En 2685... En 2686... En 2687... En 2688... En 2689... En 2690... En 2691... En 2692... En 2693... En 2694... En 2695... En 2696... En 2697... En 2698... En 2699... En 2700... En 2701... En 2702... En 2703... En 2704... En 2705... En 2706... En 2707... En 2708... En

AFRIQUE

Le coup d'Etat au Nigeria

Un coup d'Etat, sur lequel on ne possédait encore, mardi matin 27 août, que peu d'informations, a eu lieu au Nigeria, où la situation économique

s'était sensiblement dégradée ces derniers temps, notamment en raison du retournement du marché pétrolier.

Une des principales victimes du retournement du marché pétrolier

Le pétrole est l'arrière-coronaire du Nigeria. Et nous n'avons pas de pétrolier, déclarait-il y a un an M. Tani David West, le ministre nigérien du pétrole. En dépit de nombreux efforts pour imposer ce pays une cure d'austérité salutaire, le gouvernement du général Buhari a pu contourner cette réalité. Le Nigeria, après quelques années d'euphorie pétrolière à la fin des années 70, est la principale victime du retournement du marché des pétroles trois ans.

Ayant accumulé une dette extérieure d'environ 20 milliards de dollars, il a vu le service de cette dette gonfler du point d'attitude en 1985 4,5 milliards de dollars (contre 1,8 milliard il y a deux ans), absorbant désormais plus de 40 % de ses recettes en devises, or celles-ci proviennent à 56 % des exportations de brut et n'ont cessé de diminuer. De 25 milliards de dollars environ en 1980, les recettes pétrolières sont tombées aux environs de 11 milliards de dollars cette année. La

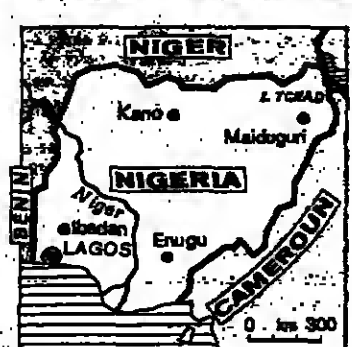
baïsse des prix du pétrole et les limites imposées à la production par la discipline interne de l'OPEP n'ont donc cessé depuis le début de 1983 de réduire sa marge de manœuvre. Le gouvernement.

An début de l'année, le Nigeria avait en outre une période en négociant avec plusieurs pays (Israël, France, Italie, Autriche), d'importants contrats de compensation, pétrole contre diverses fournitures - représentant plus de 2 milliards de dollars. Ces contrats étaient la seule façon, pour le Nigeria, de maintenir le niveau des importations indispensables pour faire face à ses besoins alimentaires et faire tourner son industrie, sans pour autant accroître sa dette extérieure, ni passer sous les fourches caudines du FMI.

Mais l'évolution du marché pétrolier n'a pas permis à ces transactions de se maintenir. La baisse des cours depuis le printemps, alors que Lagos, conformément aux règles de l'OPEP, maintenait un prix officiel

élevé, a conduit les compagnies étrangères à interrompre leurs envois de brut. Ainsi la production du Nigeria est-elle tombée de 1,6 million de barils/jour au premier trimestre à 1,4 million au second et à 1,1 million de barils/jour en juillet. D'où une chute dramatique des recettes.

Les importations, limitées autoritairement à 4 milliards de dollars en 1985, soit un tiers de leur niveau de



l'an passé (12,3 milliards de dollars) et à moins du quart du niveau atteint en 1983, afin de ne pas alourdir encore la dette extérieure, ne permettent plus à l'économie de « tourner ». Le manque de pièces conduit de nombreuses entreprises à arrêter leur activité, aggravant le nombre des chômeurs. La pénurie de biens de première nécessité comme les médicaments, les aliments, les semences, etc., devenant de plus en plus insupportable.

L'absence quasi totale de croissance économique n'a pas empêché l'inflation d'atteindre le rythme d'environ 30 % l'an. La nouvelle explosion de travailleurs immigrés, annoncée en mai 1985, montrait que le gouvernement du général Buhari, comme ses prédécesseurs, n'arrivait plus à maîtriser la dégradation de la situation interne.

V. M.

Togo

APRÈS UNE SÉRIE D'ATTENTATS

Mesures de sécurité renforcées aux frontières

Abidjan (AFP). - Les mesures de sécurité ont été renforcées tant à l'aéroport de Lomé qu'aux frontières du Togo, à la suite de trois séries d'attentats qui ont eu lieu ces dernières semaines dans la capitale togolaise. Les frontières ne sont pas fermées, mais les contrôles des voyageurs sont renforcés.

Les attentats s'étaient produits quelques jours avant la visite du pape au Togo, du 8 au 10 août dernier, puis dans la nuit du vendredi 16 au samedi 17 août. Les derniers en date ont eu lieu le 24 août :

une charge a été déconstruite avant qu'elle n'explose à l'aéroport de Lomé, tandis qu'une autre explosait au siège de la Casse nationale de sécurité sociale. L'auteur de ce dernier attentat a été arrêté par la police. Ces trois séries d'explosions n'ont fait que des dégâts matériels. Mais c'est la première fois que de tels attentats se produisent dans un pays qui bénéficie d'une grande stabilité depuis la prise de pouvoir par le général Eyadéma, il y a dix-huit ans.

Un passé (12,3 milliards de dollars) et à moins du quart du niveau atteint en 1983, afin de ne pas alourdir encore la dette extérieure, ne permettent plus à l'économie de « tourner ». Le manque de pièces conduit de nombreuses entreprises à arrêter leur activité, aggravant le nombre des chômeurs. La pénurie de biens de première nécessité comme les médicaments, les aliments, les semences, etc., devenant de plus en plus insupportable.

V. M.

LA TENSION EN AFRIQUE DU SUD

M. Reagan reste très réservé à l'égard de sanctions économiques

Dans une interview rendue publique lundi 26 août, le président Reagan a estimé que l'Afrique du Sud avait « éliminé » la ségrégation raciale telle qu'elle se manifestait encore : dans les hôtels, les restaurants, les centres de loisirs

— au début des années 60 dans le sud des États-Unis. Il a, d'autre part, accusé l'Union soviétique d'« aggraver les choses » dans l'extension de la ségrégation raciale en Afrique du Sud. M. Reagan a, enfin, insisté sur la nécessité

sur les effets qu'auraient sur Pretoria des sanctions économiques. Il est toutefois resté très réservé sur l'attitude qu'il adopterait dans le cas où le Congrès voterait, en septembre, de telles sanctions.

Correspondance

Washington. - Les remarques du président semblent confirmer qu'il envisage d'opposer son veto à un vote du Congrès, tout en annonçant simultanément qu'il appliquera par voie d'ordonnance certaines des mesures recommandées dans le projet de loi. Ainsi, l'initiative de M. Reagan pourrait empêcher les partisans d'une telle législation de réunir la majorité des deux tiers requise pour lever un veto présidentiel.

En attendant, le département d'Etat met au point une campagne de relations publiques pour expliquer et justifier la politique d'« engagement constructif » de plus en plus critiquée, mais à laquelle le gouvernement ne voit pas de solution alternative.

D'autre part, les compagnies américaines opérant en République sud-africaine s'interrogent sur leurs activités futures. Certaines procèdent même à une révision de leurs programmes. La décision d'arrêter leurs opérations dans ce pays prise par la Banque d'Investissements Philbrook-Simon Inc, société de publicité BBDO International Inc, la grande compagnie d'information Apple Computers, ainsi de plusieurs banques pèse en effet dans les délibérations des autres compagnies. Plus encore peut-être la décision du gouverneur du New-Jersey de signer une législation qui supprimerait 2 milliards de dollars d'investissements en fonds d'Etat aux compagnies commerçant avec l'Afrique du Sud fait réfléchir les conseils d'administration, notamment ceux des petites compagnies, dont le volume

d'affaires n'est pas suffisant pour compenser leurs pertes sur les marchés des capitaux.

Une stratégie prudente

A s'en tenir à divers sondages, les plus grandes sociétés américaines n'envisagent pas toutefois de réduire leurs activités. Elles se considèrent comme une « force de changement » et rappellent qu'elles ont soutenu, pour nombre d'entre elles, le code Sullivan, qui leur prescrit de respecter l'égalité des salaires entre Blancs et Noirs et de bannir toute forme de ségrégation. Dans l'ensemble cependant, l'insécurité croissante, les perspectives de troubles sociaux prolongés, incitent les compagnies à faire preuve de prudence et à ajourner leurs programmes d'expansion.

Dans la perspective du débat au Congrès, le ministère du Commerce vient de publier un rapport soulignant notamment la « dépendance » des États-Unis en « métaux stratégiques » nécessaires à de nombreuses industries, dont la sidérurgie et la construction aéronautique. De 1980 à 1983, la République sud-africaine a fourni aux États-Unis 61 % de son cobalt, 55 % du chrome, 49 % du platine, 44 % du vanadium, 39 % du manganèse. « Une interruption de ces livraisons créerait des problèmes pour la plupart des industries américaines », a dit M. Robert Wilson, directeur des ressources stratégiques au ministère du Commerce, en ajoutant que les emplois de plus de trois millions d'Américains travaillant dans les industries utilisant ces métaux seraient menacés.

En ce qui concerne la vente des ordinateurs et de l'équipement technologique de transmission, le président Reagan a, en juin, rétabli l'interdiction « sévère » par le gouvernement Carter en 1973 de livrer cette catégorie de matériel aux organismes du gouvernement sud-africain « administrant » l'apartheid, c'est-à-dire la police et l'armée. Mais les groupes américains qui militent contre l'apartheid, tout en admettant que la décision représente un progrès par rapport à 1982 - le gouvernement avait alors décidé de permettre la vente de ce matériel - a

condition qu'il n'apporte pas une contribution significative aux activités militaires et policières - estiment que ces règles sont imprécises, souvent non appliquées, et qu'elles permettraient justement à la police et à l'armée d'utiliser ce matériel, qui ne leur est pas destiné.

Liberté. Mais à la suite d'un échange de mots avec un autre policier, il a été de nouveau arrêté, puis placé en détention pour quinze jours en application des règlements sur l'état d'urgence imposé à Soweto. Il a été transféré à la prison Diepkloof de Soweto, la cité noire de 1,5 million d'habitants aux portes de Johannesburg.

Sur les trois cent cinquante-sept jeunes appelés à comparaître lundi, seulement quatre-vingt-seize étaient venus. Un avocat a expliqué que, en fait, la plus grande confusion avait déjà régné lors de leur arrestation, puis de leur libération vendredi, et que les ordres aux parents d'amener leurs enfants devant le tribunal cette semaine n'avaient pas été formulés dans les règles. L'affaire a finalement été repoussée de six semaines, le temps que l'avocat général décide s'il convient ou non de continuer les poursuites.

Enfin, environ mille huit cents mineurs noirs d'une mine de charbon à Vryheid (nord de la province du Natal) ont commencé, lundi, une grève sauvage, tandis que le Syndicat national des mineurs (NUM) réitérait sa menace de paralyser un tiers des mines d'or et de charbon d'Afrique du Sud à partir du 1^{er} septembre pour appuyer ses revendications salariales.

La grève de lundi touche la mine Hubbard appartenant au groupe Iscor. Selon un porte-parole du groupe, elle fait suite à la décision de la direction de ne pas accorder d'augmentations supplémentaires de salaires réclamées par le syndicat « en raison de la situation économique ». Iscor ne reconnaît pas le NUM et n'a donc pas fait d'offres salariales séparées au syndicat, contrairement à cinq autres compagnies minières.

Toutefois, les constructeurs américains d'ordinateurs craignent que la simple menace de sanctions ne pousse leurs clients sud-africains à s'adresser à leurs concurrents, notamment aux Japonais, réduisant encore sur le marché sud-africain la part des États-Unis, qui, en quatre ans, est tombée de 70 à 48 %.

HENRI PIERRE.

Pretoria attend des « clarifications » sur la mission des trois ministres de la CEE

L'Afrique du Sud a demandé, lundi 26 août, des « clarifications urgentes » sur le but de la visite que trois ministres de la Communauté économique européenne doivent faire cette semaine et annoncé qu'ils ne seraient pas autorisés à rendre visite au leader emprisonné de l'ANC, M. Nelson Mandela.

Dans un communiqué, le ministre des affaires étrangères, M. P. Botha, a remis en question la visite, prévue du 29 août au 1^{er} septembre, « si son but est de dicter des formules étrangères aux complexes problèmes de l'Afrique du Sud et de fixer ses critères à la mise en place de telles formules ».

Liberté. Mais à la suite d'un échange de mots avec un autre policier, il a été de nouveau arrêté, puis placé en détention pour quinze jours en application des règlements sur l'état d'urgence imposé à Soweto. Il a été transféré à la prison Diepkloof de Soweto, la cité noire de 1,5 million d'habitants aux portes de Johannesburg.

Sur les trois cent cinquante-sept jeunes appelés à comparaître lundi, seulement quatre-vingt-seize étaient venus. Un avocat a expliqué que, en fait, la plus grande confusion avait déjà régné lors de leur arrestation, puis de leur libération vendredi, et que les ordres aux parents d'amener leurs enfants devant le tribunal cette semaine n'avaient pas été formulés dans les règles. L'affaire a finalement été repoussée de six semaines, le temps que l'avocat général décide s'il convient ou non de continuer les poursuites.

Enfin, environ mille huit cents mineurs noirs d'une mine de charbon à Vryheid (nord de la province du Natal) ont commencé, lundi, une grève sauvage, tandis que le Syndicat national des mineurs (NUM) réitérait sa menace de paralyser un tiers des mines d'or et de charbon d'Afrique du Sud à partir du 1^{er} septembre pour appuyer ses revendications salariales.

La grève de lundi touche la mine Hubbard appartenant au groupe Iscor. Selon un porte-parole du groupe, elle fait suite à la décision de la direction de ne pas accorder d'augmentations supplémentaires de salaires réclamées par le syndicat « en raison de la situation économique ». Iscor ne reconnaît pas le NUM et n'a donc pas fait d'offres salariales séparées au syndicat, contrairement à cinq autres compagnies minières.

Algérie

Jeux dangereux

Ce qu'il faut bien appeler la campagne antiraciste se poursuit à Alger. L'ethnologue du parti unique reproche à l'ambassadeur de France de n'avoir pas respecté son « obligation de réserve » parce que, s'adressant à ses compatriotes - essentiellement pour les inviter à garder leur sang-froid - dans l'enceinte de l'ambassade, à l'occasion de la fête du 14-Juillet, il avait montré quelque irritation devant les « leçons » qu'on voulait adresser à Paris. Dans le même hebdomadaire, un « dossier » évoque les Datchas, les Buchenwald qui se chiffrent par centaines en Algérie. Le dimanche 25 août, le quotidien El Moudjahid a annoncé la découverte d'un nouveau charnier à Jijel.

Depuis plusieurs mois, une machine comptable portant sur les crimes commis par la France pendant la guerre d'Algérie fait les titres de la presse. Avec des affaires de charniers, l'Algérie a sans doute l'impression de jouer sur du velours ; elle sait que la France n'a pas la conscience assez tranquille pour être tentée de s'inscrire en faux, même si certains estiment que « trop c'est trop », mais elle ne peut ignorer non plus que ces rappels du passé, de plus en plus insistants, sonnent étrangement après la visite à Paris d'un président algérien qui disait également, à propos de la guerre, que « la page [était] tournée ».

Quand, au printemps, la télévision algérienne accusa la France d'avoir expérimenté sa première bombe atomique sur des cobayes algériens, Paris pouvait espérer qu'il s'agissait d'une affaire intérieure montée par un clan hostile à la politique de rapprochement du président Chéfi. Aujourd'hui, la répétition de ces attaques dans une presse éma-

nant directement du parti ou étroitement contrôlée par les autorités ne laisse guère de doute sur l'assentiment, pour le moins, des plus hautes sphères du pouvoir.

Une des explications à écarter : cette campagne est populaire et permet de faire diversion, alors que s'aggravent les difficultés économiques. L'Algérien n'a pas oublié la période coloniale ni les crimes pour le « maintien de l'ordre », mais cette mémoire n'est pas incompatible avec le sentiment que sa vie de tous les jours dépend encore de l'état des relations avec la France.

Instruit sur l'expérience, Paris semble maintenant accueillir avec fléme les « coups de gueule » algériens. Le risque est qu'à la longue cette campagne morde sur cette partie de la population qui n'est pas en mesure de faire la part des choses. Déjà des enfants d'expatriés français sont l'objet de manifestations d'hostilité de la part de jeunes Algériens au lendemain de certaines émissions de télévision virulentes contre la France. On s'étonne presque que, parmi les adultes, il n'y ait pas plus d'esprits faibles ou exaltés pour s'élever en justes.

Le chaud et le froid

Quelles que soient les péripéties, une classe de privilégiés, proche de la « nomenclature », pourra toujours effectuer de fructueux investissements en France, se faire soigner ou envoyer ses enfants suivre des études outre-Méditerranée. L'Algérien moyen, celui qui « fait son marché », quand il rend visite à un parent ou à un immigré, vit dans la crainte d'une crise qui conduirait la France à se reformer davantage. L'accueil enthousiaste réservé à M. Mitterrand, lors de sa visite à Alger, l'optimisme général perceptible au moment de la visite en retour de M. Chéfi n'ont pas d'autre raison que cette aspiration à la circulation sans entraves des personnes et des biens. Dans un pays où, en présence d'un hôte français, on parle pudiquement « des événements » pour évoquer la guerre, les éditoriaux du Moudjahid suscitent plutôt l'inquiétude que l'esprit de revanche.

Il est probable qu'Alger a une fois de plus recouru à la « straté-

gie de la tension », qui lui a souvent réussi. Elle consiste à créer artificiellement une crise, à attiser la partie française pour obtenir de celle-ci, lors d'une éphémère réconciliation, des concessions qu'elle n'aurait pas consenties dans un climat plus serein. Par exemple, actuellement, la France est « punie » de ne pas choisir l'Algérie contre le Maroc dans le conflit du Sahara occidental, de « marchander » ses achats d'hydrocarbures en « profitant » d'un contexte moins favorable que naguère au vendeur, d'abriter des Algériens qui informent ses presses sur les violations des droits de l'homme dans leur pays.

Sauf quelques douloureuses affaires, dont la dernière est l'attaque de deux religieux évoquée le 31 juillet par le pape, la colonie française en Algérie ne peut que rendre hommage à l'hospitalité de la population. Jusqu'à quand ? A bien des égards, la campagne en cours est aussi irresponsable que les propos radicaux tenus parfois en France contre l'ensemble des immigrés.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

CELIBATAIRES

voici des rencontres qui vous enthousiasmeront !

La Presse vous dit pourquoi :

- «... Ion International, équipé de graphologues et de psychologues... établit pour chaque candidat son profil psychologique... »
- «... On cherche à ce que le coup de foudre se produise sur des bases sérieuses... »
- «... Multiplier les possibilités de choix, infinies dans la vie courante... »
- «... Donner plus de chances aux générations futures en les aidant à réduire par des moyens scientifiques les risques d'erreurs... »

Voilà pourquoi vous allez faire, vous aussi, LA rencontre de votre vie.

Ion International

Institut de Psychologie fondé en 1950 - PARIS - BRUXELLES - GENÈVE

DON GRATUIT

Veuillez m'envoyer sans engagement, sous pli neutre et cacheté, le livret d'information en couleurs "Pour un couple nouveau".

M. Mlle Mlle. _____

Prénoms _____

Adresse _____

à Ion International 101, rue de la Paix, 75001 PARIS - Tél. 01-42-76-80-80

à Ion International 101, rue de la Paix, 75001 PARIS - Tél. 01-42-76-80-80

à Ion International 101, rue de la Paix, 75001 PARIS - Tél. 01-42-76-80-80

EUROPE

L'espionnage en famille

REL: 888,9725+

politique

LE RAPPORT DE M. TRICOT SUR L'ATTENTAT CONTRE LE BATEAU DE GREENPEACE

Intérêt national

Si le pouvoir, avant que l'affaire Greenpeace n'éclate, a pris les devants si vite — intervention de M. Mitterrand dès le 7 août et appel lancé à M. Bernard Tricot, — c'est qu'il voulait éviter les échauffourées. De ce point de vue, le rapport de M. Tricot est satisfaisant pour lui. L'expéditeur emploie le mot « certitude » qu'une fois, et c'est pour assurer que le gouvernement français n'est pour rien dans cette lamentable histoire.

Les socialistes s'en réjouissent. Le pire est évité. Quant aux lacunes du rapport sur le rôle joué par les agents français, ils les admettent en privé mais ne s'en émeuvent guère. Que des militaires de la DGSE soient allés en Nouvelle-Zélande pour prendre quelques photographies et s'intéresser de près aux dames de la côte, cela amuse le tapis et sauvegarde l'essentiel. Tant que la responsabilité des services français dans l'attentat contre le Rainbow Warrior n'est pas

établie, tout danger est écarté. Dans le cas contraire, la question, en effet, se poserait à nouveau de savoir qui a donné l'ordre, et, puisque le pouvoir politique est mis hors de cause par M. Tricot, pourquoi les socialistes contraindraient-ils aussi mal un des rouages essentiels de l'Etat?

Le pouvoir a bon espoir d'en terminer sans trop tarder avec les retombées politiques de cette affaire. A l'exception de quelques giscardiens et des communistes, l'opposition de droite et de gauche n'a pas fait donner les armes lourdes. A cela, deux explications : on ne touche pas aux services secrets lorsque l'on a bon espoir de revenir au pouvoir à court terme — l'évolution des socialistes sur cette question, avant 1981, a donné l'exemple ; on ne peut s'en prendre à un homme — M. Tricot — dont on a changé les laqueurs lorsqu'il a été désigné pour cette mission délicate.

Dès le début de l'affaire, M. Jacques Chirac avait recommandé à ses collaborateurs la plus grande discrétion. Observer le comportement inverse aurait comporté trois risques : la mise en cause de la dimension médiatique, la mise en cause d'un rouage déterminant dans le fonctionnement de l'Etat (la DGSE) et la mise en cause d'un ministre de la défense, M. Charles Hernu, considéré au RPR comme un ministre respectable. La consigne n'a pas été tout à fait respectée dans un premier temps, puisque M. Charles Pasqua a réclamé la démission du premier ministre et que M. Claude Labbé a désigné du bout des lèvres M. Mitterrand. Mais, dans les heures qui ont suivi la publication du rapport Tricot, les dirigeants du RPR sont restés sur une prudente réserve.

La réaction de M. Michel Poniatowski — personnalité au langage plus vif et plus vert en toute autre circonstance — est révélatrice, elle aussi, de cet état d'esprit. Ancien membre des services spéciaux, ancien ministre de l'Intérieur, ce giscardien de choc jugerait imprudent d'exploiter politiquement une affaire et un rapport sur lequel il a des doutes « parce que les services spéciaux sont en cause et qu'il y a un intérêt national à les protéger ».

Seuls M.M. François Léotard et Alain Madelin (Parti républicain), les « nouveaux libéraux », s'engagent sans autre précaution qu'une gentillesse giscardienne, ici ou là, aux militaires et aux services secrets. Ils font coup double, contre le pouvoir socialiste et contre un gaulliste, M. Tricot.

J.-Y. L.

DANS LES MILIEUX POLITIQUES FRANÇAIS

Frustration, gêne et ironie

Parmi toutes les réactions au rapport de M. Tricot enregistrées dans les milieux politiques français, deux, en tout et pour tout, sont positives.

M. Jean Popereau, numéro deux du PS, se « félicite » des conclusions du rapport et espère que les qualités « de sérieux et de rigueur » qui étaient reconnues à M. Tricot ne lui seront pas maintenant contestées. L'association Droits socialistes de l'homme (DSH), proche du PS, exprime elle aussi sa « satisfaction ».

Tous les autres expriment une frustration, voire une grogne qui d'épargne pas toujours M. Tricot. Ainsi M. Alain Madelin, député général du PR et député d'Ille-et-Vilaine, estime-t-il que le rapport « prend les Français pour des imbéciles » en essayant de faire croire qu'« on envoi pour faire des photographies des nageurs de combat ».

« C'était, ajoute M. Madelin, une erreur d'analyse que de faire confiance à priori, les yeux fermés, à un rapport sur les services secrets dont on savait très bien qu'il se heurterait et au secret et à la raison d'Etat ». Secrétaire général de la même formation, M. François Léotard, renchérit et rappelle qu'il a « jamais participé au concert des éloges qui ont couronné M. Tricot », et qu'il l'aurait « dénoncé ».

« Très prudent »

M. André Lajoie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, critique M. Tricot, mais à partir d'une analyse que ne partage pas M. Madelin, puisqu'il affirme : « La désignation de M. Tricot, ce dignitaire de la droite, a bien été faite par le pouvoir socialiste avec la complicité de la droite pour étouffer le scandale (...) donnant ainsi un avant-goût de la « cohabitation » souhaitée par les uns et les autres ». Son de cloche va plus loin : « M. Tricot, secrétaire général de l'Elysée à une époque « pendant laquelle barbouzes et policiers parallèles ont sévi en France », reste bien « un grand serviteur de l'Etat, compétent et silencieux ». « Il a bien fait son travail », concluent les « verts ».

Hormis ces quelques irrévérences, M. Tricot est plutôt épargné. M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, semble exprimer un sentiment largement partagé, lorsqu'il dit que M. Tricot « a fait honnêtement un travail utile ». Utile ou, en tout cas, largement insuffisant. Président du Parti radical, M. Lajoie, demande que l'enquête continue. La Ligue des droits de l'homme et M. Pierre Méhaignerie,

président du CDS, demandent la constitution de commissions d'enquête parlementaire.

Sur le fond de l'affaire, M. Léotard se déclare « stupéfait » que la DGSE ne soit pas mise en cause — sans pour autant attaquer les services secrets ni paraître mettre aux intérêts vitaux de la France. D'où, sans doute, la réaction très modérée de M. Michel Poniatowski, qui, lundi 26 août, sur Europe 1, a jugé « tout à fait concevable » les conclusions du « rapport très prudent » de M. Tricot. Mais, ajoute M. Poniatowski : « On peut très bien imaginer que toutes les personnes

interrogées (...) se soient mises d'accord pour un montage. (...) Là, on se trouverait devant un camouflage général ». Pour M. Poniatowski, il ne faut pas « exploiter » politiquement cette affaire, « parce que les services spéciaux français sont en cause et qu'il y a un intérêt national à les protéger ».

Le scepticisme général avec lequel sont accueillies les conclusions du rapport conduit M. Brice Lalonde, les « verts », mais aussi M. Poniatowski lui-même, à mettre une partie de leurs espoirs dans la police, néo-zélandaise pour en savoir plus.

J.-L. A.



Faux-semblants

(Suite de la première page.)

Appuyé sur des entretiens avec les acteurs français du feuilleton — et encore, pas tous, — le texte remis au premier ministre énonce un enchaînement abstrait soutenu par une logique purement administrative. En substance : à tous les niveaux de la hiérarchie gouvernementale et militaire, on ne connaît qu'il n'y a jamais eu d'ordre de couler le Rainbow Warrior ; or les agents français présents en Nouvelle-Zélande à cette époque que j'ai pu rencontrer ne sont pas des hommes indisciplinés, capables d'improviser une action criminelle de leur propre chef ; donc je crois qu'ils ne sont pas coupables, je les présume innocents et je me refuse, ne serait-ce qu'intellectuellement, à les accabler.

A l'inverse, confronté aux faits établis en Nouvelle-Zélande, le discours oral de M. Tricot laisse entrevoir un renversement du même raisonnement. Et substance : aux Néo-Zélandais de prouver, sur place, l'implication matérielle des agents français dans l'attentat ; s'ils l'établissent, il reste impossible que ces hommes aient agi sans ordre de Paris ; donc c'est que l'on m'a menti, et le châtiment de cartes s'écroule, laissant à nouveau pendante la question des responsabilités de la hiérarchie militaire.

assuré que, « conformément à des mesures de précaution classiques », ces hommes « ignoraient la présence » des « Turengues » à Auckland. « Peut-être se doutaient-ils que d'autres qu'eux-mêmes étaient chargés de s'intéresser à ce port, insiste-t-il, mais ils ne devaient pas savoir de quelles personnes il s'agissait ».

Cette version est mise en doute par les éléments recueillis sur place : des communications téléphoniques et des itinéraires parallèles (lire par ailleurs notre article consacré au rappel des faits) établissent la très forte probabilité de rencontres entre les deux équipes. Pourquoi les « Turengues » seraient-ils allés se promener à 250 kilomètres au nord d'Auckland, non loin du mouillage de l'Ouvéa, si leur mission se limitait à la surveillance du Rainbow Warrior ? Pourquoi auraient-ils reçu à Auckland des appels venant de cette même région, au moment précis où l'Ouvéa l'a rejoint ?

A ces questions, M. Tricot nous a répondu : « Ce sont des faits troublants. Si l'on prouvait que ces contacts ont eu lieu, ce serait très grave. Cela prouverait que, sur un point important, on m'a menti ». Un avertissement ?

Le rôle d'Alain « Turengue », curieusement, M. Tricot tait

qu'Alain Mafart, alias Alain Turengue, est commandant en second de la base d'Aspretto en Corse, où se trouve le centre d'instruction des nageurs de combat (CINCO), d'où proviennent les trois « nageurs de combat » de l'Ouvéa. Jusqu'en 1983, il a lui-même été l'un des responsables de l'instruction de ces nageurs. Pourquoi choisir un tel profil pour une simple mission de routine ? Pourquoi M. Tricot s'en tient-il, dans le cas des « Turengues », à un raisonnement qui frise le sophisme : leur « participation indirecte » à l'attentat n'est pas « l'équivalent », mais elle « avait été contraire aux instructions reçues », or les supérieurs des « Turengues », « les estimant incapables d'indiscipline ».

Le choix de nageurs de combat : si l'on admet que Dominique Prieur, alias Sophie « Turengue », servait de couverture, maritale à Alain « Turengue », il reste que toute l'équipe mobilisée par la DGSE était composée de nageurs de combat, spécialisés notamment dans la pose de mines sous-marines. C'est d'autant plus curieux que la version officielle de la mission de l'Ouvéa — « s'entraîner à la navigation » — est militairement guère crédible. En effet, les nageurs de combat relèvent de l'armée de terre, tandis que les officiers de marine sont astreints à des stages de voile obligatoires. Ceux qui sont basés dans le Pacifique pratiquent d'ailleurs couramment ce sport. De plus, les trois de l'Ouvéa sont membres du service Action de la DGSE. Or, celui-ci ne fait que renseignement que quand, justement, l'on passe à l'action.

LE POIDS DES MOTS

M. Tricot est prudent. Une enquête administrative comme la sienne, écrit-il à la fin de son rapport, « nécessiterait un rapide, pour être facilement conclu ». Conclusive ? Qu'est-ce à dire ? Cui indicat une conclusion ?, explique le Robert. On l'aura compris, M. Tricot ne tire pas vraiment de conclusion.

Le poids des mots liés au fil de son rapport laisse celui-ci de troublantes interrogations. Ainsi la DGSE avait-elle reçu, comme consigne de la direction des centres d'expérimentations nucléaires d'« anticiper les actions de Greenpeace ». Sur la note où cette phrase figure, le verbe « anticiper » est souligné deux fois. Anticiper, se demande M. Tricot avant d'écarter cette affligeante hypothèse, n'est-ce pas « prévoir », c'est-à-dire, en sollicitant un peu les mots, « empêcher physiquement l'un ou l'autre des bateaux (de Greenpeace) de quitter la Nouvelle Zélande » ?

Lundi soir, sur Europe 1, M. Michel Poniatowski y est allé à son tour de sa petite explication de texte. Lui qui se vante de connaître l'art et la manière des services spéciaux, pour y avoir servi comme parachutiste et pour avoir été ministre de l'Intérieur, doute que l'ordre de couler le Rainbow Warrior aurait été donné avec des mots aussi maladroits que « sabotages » ou « attentats ». Non, dans ce milieu, on se comprend à demi-mots. On aurait dit « contraindre » ou « neutraliser » et pourquoi pas « anticiper » ?

Quatre questions précises

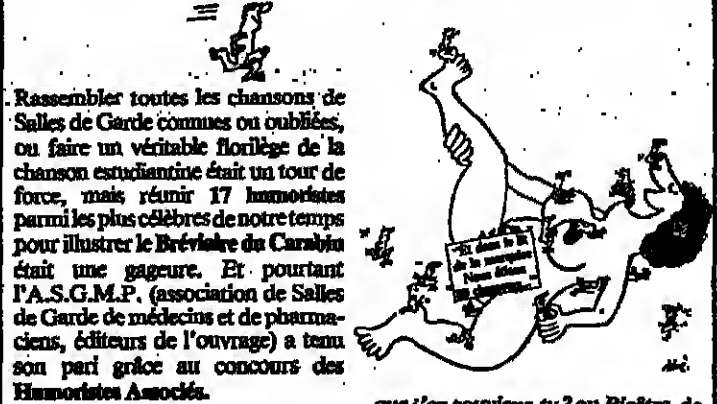
Tel est l'enjeu. Quatre questions précises restent sans réponse. Si la police et la justice néo-zélandaises les clarifient définitivement sur la lancée de leurs premières investigations, il faudra remettre sur le métier l'ouvrage confié par M. Fabius à M. Tricot.

Ces quatre questions sont les suivantes :

• Les relations entre les « Turengues » et l'Ouvéa : Il est établi que les faux époux « Turengue », comme les trois équipiers du voilier, auxquels le docteur Maniguet servait de couverture touristique, sont des agents de la DGSE. Mais, selon le rapport de M. Tricot, leurs missions étaient très différentes : pour le couple, se renseigner sur la campagne du Rainbow Warrior contre les essais nucléaires ; pour l'équipage, « s'entraîner à la navigation dans le zone du Pacifique sud » et « étudier la possibilité de joindre un bateau aux campagnes à venir » de Greenpeace. M. Tricot ajoute que les supérieurs des trois sous-officiers embarqués à bord de l'Ouvéa lui ont

• RECTIFICATIF. — Dans nos éditions datées 25-26 août, une erreur d'interprétation nous a fait écrire que M. Louis Mermaz considérait comme « un non-événement » la décision du Conseil constitutionnel sur la Nouvelle-Calédonie. Le président de l'Assemblée nationale, interrogé sur l'hypothèse selon laquelle le Conseil se serait élevé contre une initiative du président de la République, s'est refusé à commenter ce « non-événement ». M. Mermaz pensait à un événement qui ne s'était pas produit et non à une affaire sans importance. Il s'agissait donc de notre part d'un contresens.

Un chef-d'œuvre d'humour grivois LE BRÉVIAIRE DU CARABIN illustré par LES HUMORISTES ASSOCIÉS



Rassemblez toutes les chansons de Salles de Garde comme on rubrique, ou faire un véritable florilège de la chanson gauloise était un tour de force, mais réunir 17 humoristes parmi les plus célèbres de notre temps pour illustrer le Bréviaire du Carabin était une gageure. Et pourtant l'A.S.G.M.P. (association de Salles de Garde de médailles et de pharmaciens, éditeurs de l'ouvrage) a tenu son pari grâce au concours des Humoristes Associés.

Un feu d'artifice de talents. Jamais à notre connaissance autant d'humoristes furent réunis pour illustrer un seul volume, certes dans des revues telles que « Lui » ou « Play Boy » ou retrouve chaque mois 3, 4, 5... noms prestigieux, mais rassembler en quelque 200 pages les signatures de Avoine, Barbe, Blachon, Brédeme, Fred, Lacroix, Laville, Loup, Mose, Nape, Nicolaud, Sabatier, Serre, Sié, Soulas, Trez, constitue sans doute une sorte de record.

Une imagination « luxuriante » et... luxueuse. L'imagination est au pouvoir, tous les fantasmes se déchaînent dans cet ensemble de plus de 120 illustrations dont 14 hors-texte en couleurs. Chaque artiste conserve son style propre, laisse libre cours à sa fantaisie et le résultat n'est pas triste ! Le cul de ma blonde est illustré par Nape à la manière des peintres natis, Lacroix, lui, est très précis et donne une interprétation très originale du mythe d'Hercule et d'Omphale. Brédeme a en l'idée « charmante » de représenter le Père Dupainloup et ses mille attributs, non en la force de l'âge, mais à sa naissance. Quant à la façon dont le moine transporte la Sœur du Couvent, tous les lecteurs seront, nous le pensons, éblouis par la proesse.

Une joyeuse paillardise imprègne l'ensemble de ces œuvres, jugez-en, l'illustration de cette annonce a été choisie entre toutes, car elle était la seule qui, grâce à l'adjonction d'un carré blanc, ne risquait pas de choquer la pudeur d'éventuels jeunes lecteurs non avertis.

Un véritable florilège des Salles de Garde. Les 74 chansons de ce volume constituent une « somme » pratiquement exhaustive des chansons de carabins. Vous y trouverez des chansons que tout le monde a fredonné comme les trois œufes et d'autres en revanche, connues des rares initiés telles

Droit de retour
Le prix du Bréviaire du Carabin est de 168 F plus 21,60 F de frais port et de 288 F plus 21,60 F pour l'édition reliée plein cuir. Le droit de retour vous étant assuré.

Cadeau
Tout acheteur nous adressant sa commande dans les 10 jours recevra une reproduction d'une fresque de Salle de Garde qui lui restera acquise quelle que soit sa décision définitive.

Je commande le BRÉVIAIRE DU CARABIN au prix de □ 168 F + 21,60 F de frais de port soit 189,60 F □ 288 F + 21,60 F de frais de port, soit 309,60 F pour l'exemplaire relié plein cuir.
Si je suis le moins du monde déçu, je vous retournerai l'ouvrage en recommandé dans son emballage et serai immédiatement remboursé.
Nom
Prénom
Adresse
Code postal
Ville
Date
Signature
Ci-joint mon règlement que j'adresse à l'A.S.G.M.P., 107, rue Victor-Hugo 92270 Bois-Colombes.

Berger-Levrault JEUNESSE

Pour apprendre et se distraire
Leçons de choses :

- LE TRANSMISÉRIEN
- L'AVION DE LINDBERGH
- LES FOURMIS

L'histoire et la vie (co-édition CNMSE)

- LE CHÂTEAU-FORT
- LA CATHÉDRALE
- LE JARDIN PUBLIC

TREKKING - EXPEDITION SAHARA

de dunes en camions avec les Touaregs du Hoggar de l'Aïr au désert de Mauritania

NOMADE

les amis du Sahara
50, av. des Ternes 75017 Paris
329 06 80 (17-20 h)

POLONAIS

sur la Pologne et l'Europe de l'Est

LIBELLA

Tel. 328-51-66

Grand Magasin

musique

radio-télé

LE RAPPORT DE M. BERNARD TRICOT SUR

L'ATTENTAT



GREENPEACE RELEVÉ SEPT CONTRADICTIONS CURIEUSES

L'association Greenpeace a diffusé, tard dans la soirée du lundi 26 août, à Paris, sa réaction au rapport de M. Tricot. Après avoir relevé que ce dernier apportait « la preuve formelle que les émissaires de la DGSE ont été impliqués dans la mission de l'Ouvéa », Greenpeace émettait les sept contradictions suivantes :

- a) Pourquoi, à l'exception du capitaine Dominique Prieur, y avait-il besoin de agents de combat pour aller faire un reportage photographique et une mission de renseignement ?
- b) Pourquoi trouver normal que ces agents de renseignement ayant pour mission de surveiller et de prendre des photos aient abandonné le fruit de leur mission dans l'Ouvéa ?
- c) Pourquoi des agents de renseignements n'employant que des « méthodes douces » [sic] ont-ils éprouvé le besoin de faire disparaître l'Ouvéa ?
- d) Comment se fait-il que des agents ayant comme mission de « s'entraîner à la navigation » aient fait 1 500 kilomètres en voiture ?
- e) Pourquoi sont-ils partis impromptu le 9 juillet malgré les très mauvais temps alors même qu'ils reconnaissent avoir été victimes d'une avarie ?
- f) Greenpeace avait annoncé le départ de sa flottille vers la fin juillet. Pourquoi ont-ils rompu leur mission avant ?
- g) Comment se fait-il que M. Tricot ait jugé utile d'entendre « M^{me} Bonlieu », qui, semble-t-il, était le pivot de l'opération de renseignement ? Son témoignage ne pouvait qu'accréditer sa thèse.

Greenpeace « a le sentiment que M. Tricot a considéré a priori que tous les gens qu'il a rencontrés, toutes les informations fournies, étaient de bonne foi ». En conclusion, souligne le mouvement écologiste, ou bien M. Tricot s'est laissé bernier, ou alors son rapport est conforme à la réalité, mais à ce moment-là les services français sur place espionnaient le Rainbow Warrior, connaissant nécessairement les sources ou les auteurs de l'attentat. A ce moment-là, qu'ils le disent.

Le premier ministre néo-zélandais demande des « excuses immédiates et officielles » à la France

Wellington. — M. David Lange, l'imprévisible premier ministre néo-zélandais, se montrera-t-il plus sensible à la raison d'Etat que se le laissent supposer ses formules à l'emporte-pièce ? Dans la gamme des ripostes à sa disposition après la publication du rapport de M. Tricot, il a choisi, dans un premier temps, une des plus modérées.

Dans l'immédiat, l'ambassadeur de France, dont il se murmure que l'on pourrait demander officiellement le rappel restera à Wellington. Tout au plus M. Lange a-t-il fait savoir à l'ambassadeur, M. Jacques Bourgois, par l'intermédiaire du ministre des affaires étrangères, qu'il serait bien inspiré d'aller, pour quelque temps, chercher à Paris un « briefing » complet sur l'affaire.

Après tout, les Français ont montré qu'ils savaient bien quitter précipitamment le pays quand cela leur arrangeait, a rappelé ironiquement le chef de la diplomatie néo-zélandaise, dans un entretien qu'il nous a accordé ainsi qu'à l'équipe de Gamma Télévision.

M. Lange se garde bien de demander l'extradition de trois membres de l'équipage de l'Ouvéa. Tout en notant amèrement que ces trois témoins, qui sont restés invisibles aux enquêteurs néo-zélandais présents à Paris, ont resurgi opportunément quand M. Tricot souhaitait la entendre. Puis ils ont redisparu. M. Lange reconnaît que nul traité n'oblige la France à extraditer ses nationaux, mais cette constatation ne l'empêche pas de condamner le « sanctuaire » ainsi constitué. Finalement, M. Lange ne demande à la France que des « excuses immédiates et officielles » pour avoir « nargué la souveraineté néo-zélandaise en envoyant ses espions dans un pays ami ».

Escalade verbale

Cette modération dans les exigences, a bien sûr, pour contrepoint quelques « anomalies » verbales bien senties à l'égard de Paris, qui laissent deviner qu'il y a, derrière M. Lange, qui a pris une nuit de réflexion avant de réagir, s'est finalement rallié à une position « raisonnable ». Le rapport est donc qualifié de « grotesquement contradictoire et certainement incroyable ». Coupable de s'adonner à ces « activités illicites », la France se voit sommé, par le premier ministre, de « rejoindre le vingtième siècle » dont la rendent indignes ses « agissements presque obscènes ».

De notre envoyé spécial

Dans cette escalade verbale, l'opposition conservatrice n'est pas en reste. M. Jim Mac Lay, chef du Parti national néo-zélandais, n'a pas hésité à parler de « quasi-acte de guerre ». Tout au long de la journée de mardi, Wellington a ainsi tenté de faire peser sur Paris une intense pression psychologique. « Le rapport de M. Tricot n'exprime pas la position de la France, mais seulement celle de M. Tricot », explique M. Lange en début de journée, comme s'il souhaitait laisser à M. Fabius une porte de sortie : dans l'hypothèse où la demande d'excuses ne serait pas satisfaisante, M. Lange a très nettement laissé planer une menace contre l'ambassadeur de France.

Mais si M. Lange a préféré insister sur les aveux français — la présence d'agents en Nouvelle-Zélande — que sur le démenti — le sabotage proprement dit — c'est aussi parce qu'il est lié par la procédure judiciaire néo-zélandaise, proche du système britannique et très favorable aux inculpés. Toute contestation de l'innocence de la DGSE ne pourrait se fonder que sur une publication des preuves que la

police néo-zélandaise affirme posséder.

Or les droits des inculpés sont très fermement protégés : la police n'a pas le droit de produire ses indices avant la « session d'offre de preuves » qui doit s'ouvrir le 4 novembre prochain. Et cet équivalent anglo-saxon du secret de l'instruction est loin d'être une passeoire comme en France. Ni la police, ni les juges, ni la presse, ne sauraient le transgresser sans encourir de très lourdes condamnations pénales. En reproduisant abondamment les révélations de la presse française à propos des « Turengs », tout en prenant toujours soin de citer leurs sources, les journaux néo-zélandais ont vécu, depuis quelques semaines, une véritable révolution culturelle.

Mais les vraies raisons de la modération de M. Lange sont aussi à chercher ailleurs. La Nouvelle-Zélande se souvient, ainsi, que l'année dernière son contingent de guerre n'a pu s'écouler sans difficulté dans la CEE que grâce à l'intervention de la France à Bruxelles. « Nous ne souhaitons pas avoir en Europe un ennemi implacable », a expliqué M. Lange, soucieux avant tout d'éviter que le préjudice de cette bavare française ne retombe sur la Nouvelle-Zélande.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

L'incompétence de la cour de La Haye

La Nouvelle-Zélande portera-t-elle plainte contre la France devant la Cour internationale de justice ? Son premier ministre, M. David Lange, a brandi, entre autres, cette menace en déclarant, il y a quelques jours que « la Nouvelle-Zélande s'engageait des poursuites contre la France si sa responsabilité (...) est prouvée ».

Cependant, si plainte il doit y avoir, elle risque d'aboutir à un échec. Depuis la mois de janvier 1974, en effet, la France ne reconnaît plus la juridiction obligatoire de la Cour internationale établie à La Haye et instituée en 1945 par la charte de l'ONU.

Ce refus de la France a pour origine les essais nucléaires français dans la Pacifique sud — de 1966 à 1974 — et une plainte, en 1973, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie auxquelles s'étaient jointes les îles Fidji. Les essais nucléaires auxquels la France entendait procéder à l'époque étaient atmosphériques, et les Etats « riverains »

n'en inquiétaient plus encore que de ceux souterrains d'aujourd'hui.

La France avait rétorqué en rappelant que dès 1966 elle avait refusé d'avancer la compétence de la Cour pour toutes les activités « se rapportant à la défense nationale ». Cependant, les juges de La Haye avaient passé outre et, en juin 1973, des ordonnances invitaient la France à « s'abstenir de toute expérience dangereuse pour l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les îles Cook, l'île de Nivé et les îles Tokéa ».

C'est cette détermination de la Cour à se saisir d'une affaire que la France avait exclue d'avance, comme c'était son droit, de sa compétence, qui déterminait Paris à se soumettre pour l'avenir, aux jugements des magistrats de La Haye, une décision prise par Georges Pompidou et que, rétrospectivement, M. Mitterrand ne doit pas regretter.

DANS LA PRESSE PARISIENNE

Scepticisme

Les quotidiens parisiens proches de l'opposition sont, comme il se doit, sceptiques sur le contenu du rapport Tricot. Le *Quotidien de Paris* titre « L'Éclairage », et son directeur, M. Philippe Tessier, affirme que le texte de l'ancien secrétaire général de l'Elysée « est Jules Verne revu par le comte de Ségur. Ridicule ». Il ajoute que le président de la République et le premier ministre ne peuvent se satisfaire « d'un document qui laisserait sur sa fin un enfant de dix ans ».

France-Soir est tout aussi dubitatif, puisque l'article de Jacques Malmaury est titré avec la phrase de M. Tricot : « Je n'exclus pas d'avoir été berné ». L'éditorialiste a l'impression « que M. Tricot n'a pas tout dit et que la raison d'Etat lui a mis un bœuf sur la langue ».

Le *Figaro* semble plus gêné dans ses critiques, car son éditorialiste, Jacques Jacquet-Franchillon, ne veut pas « jeter le moindre doute sur l'intégrité de M. Bernard Tricot ». Et il trouve que le rapport de l'ancien collaborateur du général de Gaulle « est un peu court » et, s'il fait remarquer que « trop de zones d'ombre planent », il explique que c'est « parce qu'il ne disposait manifestement d'aucun moyen sérieux d'investigation ». L'éditorialiste du *Figaro* met en cause M. Mitterrand en expliquant que, en « chargeant une personnalité incontestable (...) de cette enquête rigoureuse », le président de la République « a pour l'instant réussi l'un des plus beaux coups de parapluie politique de sa carrière si riche en manœuvres de ce genre ».

L'Humanité ne prend pas de précautions pour annoncer qu'elle ne croit pas aux conclusions de M. Tricot en tirant à la une : « Mensonge d'Etat ».

Le *Parisien libéré* et *Libération* ont trouvé la même image pour résumer le travail de M. Tricot : il « lave plus blanc ». Serge July, s'il reconnaît que le rapport de M. Tricot « est tellement à contre-courant » de tout ce qui a été dit et écrit sur le sujet depuis quelque temps « qu'on est infiniment tenté par le parti pris ironique », ajoute « on imagine mal un serviteur de la raison d'Etat du calibre de Bernard Tricot prendre naïvement le risque d'être ridiculisé à court et à moyen terme par d'éventuelles révélations journalistiques françaises ou policières néo-zélandaises ». Le directeur de *Libération* fait aussi remarquer que les résultats de l'enquête de M. Tricot ne sont « vraiment pas la gloire pour la DGSE (...) On a le choix entre l'incompétence dans l'action et l'incompétence dans le renseignement ». Il rejoint l'éditorialiste du *Figaro*, qui, lui aussi, conclut sur les conséquences de tout cela « pour le crédit de nos services secrets et pour le prestige de la France. Un sinistre gâchis ».

Le gouvernement ne trouve donc de véritable défenseur qu'en la personne de Max Gallo, qui, dans son éditorial du *Matin*, affirme que le rapport du haut fonctionnaire gauliste contient des « démentis à l'opposition » et « réduit à leurs dimensions polémiques et ouranographiques les propos de ceux qui réclament la démission du ministre de la défense et du premier ministre ».

Londres : « blanchissage patriotique »

De notre correspondant

Londres. — Les allusions à un rôle quelconque des services britanniques ne retiennent guère l'attention à Londres, bien que la presse accorde une très large place au rapport Tricot. Au niveau gouvernemental, on se refuse pour le moment à faire le moindre commentaire. Tout au plus indique-t-on très officiellement qu'il n'y a pas lieu de répondre à de « pures et vagues allégations ». Seul le *Daily Express* titre (en pages intérieures) sur le fait que « les Français montrent du doigt le MI 5 » (contre-espionnage). Et le *Daily Mail* — dans un court encadré consacré à une « French connection à Londres » — fait incidemment savoir que le but de l'opération des agents français était vraisemblablement de faire porter les soupçons sur leurs homologues britanniques. D'un l'achat à Londres du Zodiac retrouvé à Auckland.

Le *Mail* révèle qu'un « troisième homme » (français) était chargé d'assurer la liaison avec le couple arrêté en Nouvelle-Zélande quand celui-ci est venu se procurer l'embarcation dans un magasin londonien. Ce troisième homme aurait séjourné dans un hôtel de Cromwell Road et aurait eu plusieurs communications téléphoniques avec des responsables des services secrets français durant son séjour.

Selon le *Mail*, le fait que le couple « Tureng » n'agissait pas « indépendamment », aurait été établi, en rapport avec Scotland Yard, par un inspecteur féminin de la police néo-zélandaise venu enquêter dans la capitale britannique et reparti dans son pays le 26 août.

La plupart des journaux anglais soulignent dans leurs titres ou dans leurs éditoriaux que le rapport Tricot « blanchit » le gouvernement et les services secrets français ; mais le mot, dans la langue de Shakespeare — *whitewash* — a une connotation nette-

ment péjorative, qui suggère plutôt une idée de « badigeonnage ». Pour le *Daily Mail*, plus direct que les autres, « le camouflage ne marchera pas », et le journal conclut que le rapport frise la « complaisance » et l'« arrogance bonapartiste ».

Les trois journaux cités « de qualité » (*The Times*, le *Guardian* et le *Daily Telegraph*) font leur avec l'événement, et le *Daily Telegraph* publie même de larges extraits du rapport sur toute une page de sa rubrique étrangère. Ce quotidien, dans son introduction, estime que le travail de M. Tricot relève d'un « blanchissage patriotique ». L'éditorialiste du même journal se montre plus modéré et rappelle que le président et le gouvernement socialiste français, tout en étant déterminés à garantir la « force de frappe » n'en ont pas moins été « sympathisants » des mouvements écologistes.

L'incrédulité et l'ironie sont de règle pour le *Guardian*, qui offre à ses lecteurs, en première page, un grand dessin assimilant la présentation du rapport Tricot à un spectacle des Folies-Bergère — dont on sait qu'il n'est pas aussi audacieux que le pensent certains touristes étrangers. Le président Mitterrand et un officier supérieur de l'armée tirent le rideau sur le spectacle, en déclarant d'un air péremptoire : « Voilà, messieurs et mesdames, ayant tout montré, nous vous disons bonsoir ».

Dans son éditorial, le *Guardian* rappelle que M. Tricot a indiqué qu'il n'avait peut-être pas eu tous les éléments nécessaires.

Le *Times* se contente de tirer, comme le *Guardian*, sur le fait que le premier ministre néo-zélandais a condamné le rapport, demande des excuses, et pourrait réclamer le rappel de l'ambassadeur français.

FRANCIS CORNU.

De la mission de Frédérique Bonlieu

De la présence d'agents secrets français en Nouvelle-Zélande à l'attentat contre le Rainbow Warrior dans le port d'Auckland, de l'enquête policière néo-zélandaise à l'enquête administrative française confiée à M. Bernard Tricot... voici la chronologie des faits connus et indiqués sur l'affaire Greenpeace.

FIN AVRIL. — Une Française, âgée de trente-trois ans, affirmant s'appeler Frédérique Bonlieu et prétendant être « géophysicienne », arrive en Nouvelle-Zélande. Elle s'infiltre parmi les militants de Greenpeace à Auckland, dans le nord du pays, se renseigne sur la prochaine campagne de mouvement écologiste contre les essais nucléaires français, recueille des informations sur les équipements touristiques (location de véhicules, cartes routières et marines, etc.).

Elle quitte Auckland le 24 mai pour Tahiti, où elle participe à une conférence sur les récifs coralliens jusqu'au 31 mai, avant de s'envoler pour Los Angeles. Sa trace se perd, le 27 juillet, en Israël, près d'Haïfa, où elle participait, depuis le 10 juillet, à un chantier de fouilles archéologiques qu'elle quitte précipitamment, quelques heures après sa mise en canot par la presse néo-zélandaise.

Frédérique Bonlieu se nomme en fait Christine Hagnette Cabon. Entrée dans l'armée française en 1977, elle est membre de la DGSE, avec le grade de lieutenant.

25 MAI. — Un médecin de Dieppe, le docteur Xavier Maniguet, qui est commandant de réserve de la marine nationale et qui a travaillé de 1978 à 1984 comme médecin de chantier sur les CFC-TOTAL à Abaco, est nommé à l'Agence de voyages parisiennes Olympe en qualité d'une croisière à la voile dans le Pacifique sud.

Le directeur de l'Agence, M. Claude Leroy, qui est, lui aussi, un officier de réserve de la marine, lui indique qu'un voilier, l'Ouvéa, va prochainement partir de Nouméa pour les régions qui s'étendent vers le nord-ouest du Pacifique, jusqu'à un point nommé « Point de la Croix ». Le docteur Maniguet règle ses trois-quarts le prix de la location du bateau.

28 MAI. — Raymond Velche quitte la France pour Nouméa où il inspecte l'Ouvéa, loué par la Noname Yacht Charter pour le compte du propriétaire de Tahiti, M. Jean Pélissier. Le soldat de la location sera réglé par Raymond Velche avec deux chèques tirés sur le compte de l'Agence Olympe en métropole. Le 31 mai, Velche reprend l'avion pour Paris.

Raymond Velche est, en fait, un militaire de carrière : il a été d'adjudant chef, et se nomme en réalité Roland Verge, quinze ans d'armée, dont onze à la DGSE. Il appartient au Centre d'instruction des agents de combat (CINC) d'Aspreto, près d'Ajaccio, en Corse. Il avait sous ses ordres les milices nautiques catédoles, notamment avec un instructeur de Nouméa, dès 1981 lors d'un Salon à La Rochelle.

L'arrivée de Philippe Dubat et des « Turengs »

7 JUIN. — Raymond Velche revient à Nouméa en compagnie de deux équipiers, Eric Andrieu et Jean-Michel Berthelot. Le trio équipe l'Ouvéa d'un matériel technique de perfectionnement de navigation et de communication. Eric Andrieu et Jean-Michel Berthelot sont, eux aussi, des sous-officiers français, également au CINC d'Aspreto : les adjudants Claude Andrieu, dix ans de service, dont six à la DGSE, et Jean-Marie Berthelot, dix ans de service, dont quatre à la DGSE.

11 JUIN. — Le docteur Xavier Maniguet arrive à Nouméa. L'Ouvéa est fin prêt. Selon le propriétaire nouméen du voilier, M. Pélissier, le docteur Maniguet « domine l'impression de bien connaître Velche », ce que dément le médecin.

13 JUIN. — L'Ouvéa quitte Nouméa. Il attend l'île australienne de Norfolk le 17, la quitte le 19 et atteint les côtes septentrionales de la Nouvelle-Zélande le 22 juin : son équipage fait, à 15 h 30, une entrée remarquée, en manquant de s'échouer, dans la baie de Parangarua, à plus de 400 km au nord d'Auckland.

22 JUIN. — Le même jour, un couple français, les « Turengs », porteurs de passeports suisses aux noms de Sophie, trente-trois ans, enseignant, et Alain, trente-quatre ans, directeur de société, avec un domicile parisien (105, avenue du général Bizot, 12) arrive à Auckland par avion en provenance de Londres. Ils se comportent comme des touristes, louent un camping-car 4 x 4 Toyota, et vont se promener dans la région située au nord d'Auckland. Sophie et Alain Tureng, porteurs de faux passeports, sont en fait des agents de la DGSE : le capitaine Dominique Prieur, qui s'est spécialisé dans les actions de camouflage et paraît être la couverture matrimoniale de son faux époux ; le chef de hantillon Alain Mafart, commandant en second de la base d'Aspreto et agent de combat au CINC, comme les trois équipiers de l'Ouvéa.

L'équipage du voilier, quant à lui, longe les côtes septentrionales de la Nouvelle-Zélande pendant la période où le couple « Tureng » commence ses promenades touristiques, l'Ouvéa étant ainsi, le 25 juin, le port d'Ouvéa, près de la baie de Parangarua, où se trouve un hôtel de 20 chambres, le Beach Comber, disposant d'un accès privé à la plage. Le 28 juin, l'Ouvéa est ensuite, pendant quelques heures, à Tutukaka Harbour, avant de mouiller le même jour et d'aboutir, jusqu'au 30 juillet, dans le port de Whangarei, à 170 kilomètres au nord d'Auckland.

Les « Turengs » sont des agents de la DGSE, comme les trois équipiers de l'Ouvéa. Ils se comportent comme des touristes, louent un camping-car 4 x 4 Toyota, et vont se promener dans la région située au nord d'Auckland. Sophie et Alain Tureng, porteurs de faux passeports, sont en fait des agents de la DGSE : le capitaine Dominique Prieur, qui s'est spécialisé dans les actions de camouflage et paraît être la couverture matrimoniale de son faux époux ; le chef de hantillon Alain Mafart, commandant en second de la base d'Aspreto et agent de combat au CINC, comme les trois équipiers de l'Ouvéa.

Le 25 juin, les « Turengs » sont à Auckland, où ils logent dans un hôtel de 20 chambres, le Beach Comber, disposant d'un accès privé à la plage. Le 28 juin, l'Ouvéa est ensuite, pendant quelques heures, à Tutukaka Harbour, avant de mouiller le même jour et d'aboutir, jusqu'au 30 juillet, dans le port de Whangarei, à 170 kilomètres au nord d'Auckland.

Le 25 juin, les « Turengs » sont à Auckland, où ils logent dans un hôtel de 20 chambres, le Beach Comber, disposant d'un accès privé à la plage. Le 28 juin, l'Ouvéa est ensuite, pendant quelques heures, à Tutukaka Harbour, avant de mouiller le même jour et d'aboutir, jusqu'au 30 juillet, dans le port de Whangarei, à 170 kilomètres au nord d'Auckland.

Le 25 juin, les « Turengs » sont à Auckland, où ils logent dans un hôtel de 20 chambres, le Beach Comber, disposant d'un accès privé à la plage. Le 28 juin, l'Ouvéa est ensuite, pendant quelques heures, à Tutukaka Harbour, avant de mouiller le même jour et d'aboutir, jusqu'au 30 juillet, dans le port de Whangarei, à 170 kilomètres au nord d'Auckland.

Le 25 juin, les « Turengs » sont à Auckland, où ils logent dans un hôtel de 20 chambres, le Beach Comber, disposant d'un accès privé à la plage. Le 28 juin, l'Ouvéa est ensuite, pendant quelques heures, à Tutukaka Harbour, avant de mouiller le même jour et d'aboutir, jusqu'au 30 juillet, dans le port de Whangarei, à 170 kilomètres au nord d'Auckland.

Le 25 juin, les « Turengs » sont à Auckland, où ils logent dans un hôtel de 20 chambres, le Beach Comber, disposant d'un accès privé à la plage. Le 28 juin, l'Ouvéa est ensuite, pendant quelques heures, à Tutukaka Harbour, avant de mouiller le même jour et d'aboutir, jusqu'au 30 juillet, dans le port de Whangarei, à 170 kilomètres au nord d'Auckland.

Le 25 juin, les « Turengs » sont à Auckland, où ils logent dans un hôtel de 20 chambres, le Beach Comber, disposant d'un accès privé à la plage. Le 28 juin, l'Ouvéa est ensuite, pendant quelques heures, à Tutukaka Harbour, avant de mouiller le même jour et d'aboutir, jusqu'au 30 juillet, dans le port de Whangarei, à 170 kilomètres au nord d'Auckland.

Le 25 juin, les « Turengs » sont à Auckland, où ils logent dans un hôtel de 20 chambres, le Beach Comber, disposant d'un accès privé à la plage. Le 28 juin, l'Ouvéa est ensuite, pendant quelques heures, à Tutukaka Harbour, avant de mouiller le même jour et d'aboutir, jusqu'au 30 juillet, dans le port de Whangarei, à 170 kilomètres au nord d'Auckland.

Le 25 juin, les « Turengs » sont à Auckland, où ils logent dans un hôtel de 20 chambres, le Beach Comber, disposant d'un accès privé à la plage. Le 28 juin, l'Ouvéa est ensuite, pendant quelques heures, à Tutukaka Harbour, avant de mouiller le même jour et d'aboutir, jusqu'au 30 juillet, dans le port de Whangarei, à 170 kilomètres au nord d'Auckland.

Le 25 juin, les « Turengs » sont à Auckland, où ils logent dans un hôtel de 20 chambres, le Beach Comber, disposant d'un accès privé à la plage. Le 28 juin, l'Ouvéa est ensuite, pendant quelques heures, à Tutukaka Harbour, avant de mouiller le même jour et d'aboutir, jusqu'au 30 juillet, dans le port de Whangarei, à 170 kilomètres au nord d'Auckland.

Le 25 juin, les « Turengs » sont à Auckland, où ils logent dans un hôtel de 20 chambres, le Beach Comber, disposant d'un accès privé à la plage. Le 28 juin, l'Ouvéa est ensuite, pendant quelques heures, à Tutukaka Harbour, avant de mouiller le même jour et d'aboutir, jusqu'au 30 juillet, dans le port de Whangarei, à 170 kilomètres au nord d'Auckland.

Le 25 juin, les « Turengs » sont à Auckland, où ils logent dans un hôtel de 20 chambres, le Beach Comber, disposant d'un accès privé à la plage. Le 28 juin, l'Ouvéa est ensuite, pendant quelques heures, à Tutukaka Harbour, avant de mouiller le même jour et d'aboutir, jusqu'au 30 juillet, dans le port de Whangarei, à 170 kilomètres au nord d'Auckland.

Le 25 juin, les « Turengs » sont à Auckland, où ils logent dans un hôtel de 20 chambres, le Beach Comber, disposant d'un accès privé à la plage. Le 28 juin, l'Ouvéa est ensuite, pendant quelques heures, à Tutukaka Harbour, avant de mouiller le même jour et d'aboutir, jusqu'au 30 juillet, dans le port de Whangarei, à 170 kilomètres au nord d'Auckland.

ipesup médecine pharmacie
1ère classe préparatoire aux concours HEC + ESSEC
Institut privé de Préparation aux Etudes Supérieures
16 rue du Cloître Notre Dame
75004 Paris - 325.63.30
HEC - ESSEC - SCIENCES-PO - MEDICINE - PHARMACIE

willy hairline COIFFURE MIXTE
10, rue des Pyramides
75001 Paris
Tél. : 260-63-68
(ouvert samedi)
30, rue Feydeau
75002 Paris
Tél. : 236-33-57
(fermé samedi)
horaire : 10 h - 18 h
vendredi 12 h - 21 h

مكتبة الأصل

L'ATTENTAT CONTRE LE BATEAU DE GREENPEACE

DANS LA PRESSE INTERNATIONALE

Critiques et interrogations

Très rares sont les réactions étrangères favorables à l'attitude du gouvernement français et au rapport Tricot. La seule soutenant franchement les autorités françaises - mais elle précède la publication du rapport - est celle du très conservateur *Wall Street Journal*, qui affirmait le 21 août dernier que « M. Mitterrand mérite d'être soutenu » dans sa confrontation avec Greenpeace. Tout en faisant des réserves sur les destructions de *Rainbow Warrior*, le *Wall Street Journal* ajoutait : « Par ses incursions dans le programme de défense de la France dans le Pacifique, Greenpeace se moque des décisions d'un gouvernement librement élu ».

A Washington, nous signalons notre correspondance, le département d'Etat ne s'est pas départi de sa réserve et se refuse à tout commentaire. En privé, cependant, on fait preuve de compréhension pour la position française dans la mesure où l'administration Reagan a déjà eu affaire à Greenpeace pour ses propres casus militaires. On regrette cependant l'affaire du *Rainbow Warrior*, car elle risque de relancer le mouvement anti-nucléaire dans le Pacifique, notamment en Nouvelle-Zélande, où le premier ministre, M. Lange, a interdit d'escalader les bases nucléaires portées d'armes nucléaires. On ne désespère pas, aux Etats-Unis, de parvenir à un compromis avec M. Lange sur ce point.

Les chaînes de télévision en revanche ont abondamment couvert l'affaire Greenpeace, même si aujourd'hui elles accordent plus de temps aux scandales d'espionnage en RFA. Pour le grand public, l'impression qui se dégage de ces reportages et des commentaires qui

les accompagnent n'est pas particulièrement flatteuse pour les responsables des services de renseignement français, présentés un peu comme des inspecteurs Clouzot, héros français ridicules de la *Paninière* rose, multipliant les maladresses et les gaffes.

A Moscou, peu de réactions ont été enregistrées. Le rapport Tricot est une « tentative pour blanchir les plus hautes autorités » de la France, a affirmé seulement lundi l'agence officielle soviétique Tass, estimant que l'enquête a été menée « avec précipitation ».

Dans une dépêche datée de Paris, Tass relève que « même Bernard Tricot, membre du Conseil d'Etat, auquel a été confiée l'enquête, a reconnu la nécessité de procéder à un examen plus détaillé de toutes les circonstances et faits ».

Tass prête aux autorités françaises l'intention de minimiser « par tous les moyens » l'affaire. L'agence en prend pour preuve la « mise en liberté de trois agents des services secrets français », bien qu'ils aient, « selon les autorités néo-zélandaises, participé directement au sabotage du bateau de l'organisation Greenpeace ».

« L'absence de scandale est un scandale »

En Europe occidentale, les réactions de la presse sont critiques et sceptiques. Oubliant pour une fois ses propres scandales d'espionnage, la presse allemande ne fait pas exception à la règle. « Rien n'a été élucidé », commente ainsi le *General Anzeiger*. A gauche, les réactions sont plus violentes. La Frank-

furter Rundschau note ainsi que les résultats du rapport Tricot « sont trop étonnants pour être réellement crédibles ».

Dans une réflexion très négative à l'égard de la France la *FR* estime que, « aussi étonnant que puisse être le rapport, il est tout à fait dans la ligne des réactions publiques en France, qui sont scandaleuses. Le scandale est qu'en France il n'y ait pas eu de scandale ».

Du côté des Verts, M. Lukas Beckmann a déclaré qu'il n'attendait pas d'autres conclusions du rapport Tricot, qui, de toute façon, ne pouvait avoir été destiné qu'à la « désinformation ». Pour M. Beckmann, toute l'affaire Greenpeace n'est que « l'aboutissement d'un militarisme français qui s'est encore renforcé sous les socialistes et qui confirme le retour en France d'un esprit napoléonien ».

« Fire que la CIA »

En Scandinavie, où le mouvement Greenpeace est très actif (il milite en Norvège contre la chasse à la baleine et a tenté, en Suède, d'empêcher les transports de combustibles raffinés à la Hague), les officiels restent silencieux : ces derniers jours cependant, écrit notre correspondant Alain Debove, la presse a traité sur les « gaffes » de la DGSE en signifiant que l'affaire était, sur les plans politique et diplomatique, « particulièrement pénible » pour la France (*Svenska Dagbladet* Stockholm et *Aftenposten* Oslo). Elle a soutenu la Nouvelle-Zélande et Greenpeace. La quotidienneté indépendante d'Oslo *Dagbladet*, écrit par exemple : « L'histoire des services secrets français est semée de scandales. Les agents français sont quel-

quesfois si maladroits qu'en comparant leurs collègues de la CIA doivent être considérés comme des cow-boys à peu près civilisés. Non sur la plan des activités de renseignement, cette affaire ne démontre vraiment pas de la « grandeur » de la France ! (...) Dans toute démocratie européenne, le ministre de la défense, responsable de la DGSE, aurait dû démissionner. Mais pas en France ».

Au Danemark, le ton de la presse n'est guère différent. A noter aussi qu'un ancien ministre des Affaires étrangères, le social-démocrate Kjeld Olesen - actuellement dans l'opposition - a annoncé, lundi 26 août, son intention de se joindre à la flottille du mouvement Greenpeace pour tenter d'obtenir l'arrêt des essais nucléaires français sur l'atoll de Mururoa. « Il est inacceptable que la France procède ainsi loin de son territoire à des explosions expérimentales avec effets sur l'environnement », a-t-il lors d'une conférence de presse M. Olesen. Il a regretté que l'attitude observée à l'égard des essais nucléaires par le Parti socialiste au pouvoir en France diffère de celle des autres partis socialistes d'Europe occidentale.

« Auto-absolution »

Le rapport Tricot, que dans son commentaire la chaîne 1 de la RAI commentait lundi 26 août, « l'auto-absolution des autorités françaises », ne semble pas être plus convaincant pour les quotidiens libéraux de ce mardi matin, écrit notre correspondant à Rome, Philippe Pons. « Paris s'abaisse pour l'affaire Greenpeace », titre en première page la *Stampa*, qui consacre au

rapport Tricot un commentaire argumenté. « Après une longue attente, après d'interrogations (...), est arrivée l'auto-absolution », écrit la *Stampa*. Personne ne pense que M. Tricot, qui fut un secrétaire général du général de Gaulle, ait délibérément menti, mais son rapport est d'une candeur désarmante. L'habileté de François Mitterrand fut de confier à un homme comme M. Tricot, hautement estimé de l'opposition, une enquête aussi délicate. C'était un moyen de se lever les mains, de se mettre à l'abri des accusations de vouloir couvrir ses ministres (...), mais le rapport s'est révélé trop léger, trop conforme aux thèses défensives des services secrets français (...), et l'hypothèse d'une manipulation par les services secrets britanniques frôle le grotesque et s'appareille sur la ridicule aux agents français qui ont risqué leur opération ».

Le même ton se retrouve dans les commentaires de la *Repubblica* et de l'organe du PCI, l'*Unità*.

En Espagne, la presse est elle aussi sceptique face aux conclusions de M. Tricot. « La France se disculpe elle-même de l'attentat contre le bateau de Greenpeace », titre en première page le quotidien *Diario 16* (libéral). Pour *Yo* (catholique conservateur), M. Tricot « s'est contenté de révéler certaines identités et de répéter la version la plus favorable aux intérêts de l'Etat ».

Autodestruction ?

Le grand quotidien belge le *Soleil* met en bonne place, ce mardi 27 août, parmi les « hypothèses » citées sur l'affaire du *Rainbow Warrior*, celle d'un attentat organisé par Greenpeace elle-même. Le correspondant du quotidien à Paris souligne que cette hypothèse est « particulièrement alarmante pour certains membres de la DGSE ».

Selon cette hypothèse, donc, écrit le *Soleil*, c'est Greenpeace qui a fait sauter son propre bateau, pour frapper un grand coup, relancer son blason et surtout attirer l'attention de la France dans l'organisation écologiste que semble dégoûter quelques temps (ou sont les balades d'été ?) faire un cible privilégiée d'espionnage, comme Michel Debré s'en indignait il y a quelques jours. Greenpeace qui caressait des idées calées et éternelles relatives aux plusieurs Etats de son Pacifique, qu'elle voulait « désamorciser », a pu être informé de la présence des agents français.

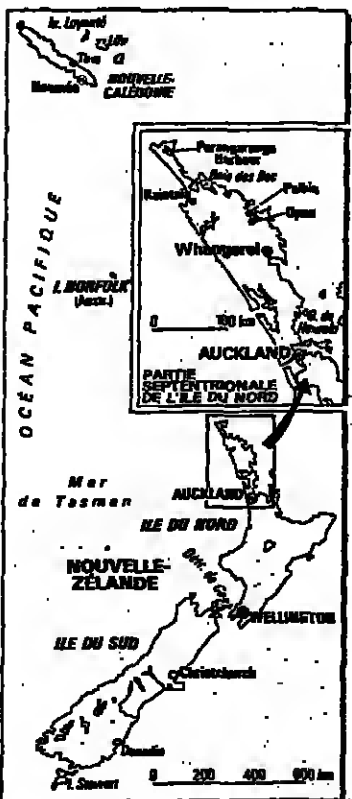
« Il est remarquable, ajoute le *Soleil*, que Greenpeace ait pu remplacer son vieux rifflot dans un détail aussi minutieux, car par un autre arrive beaucoup plus important, comme si elle s'attendait à devoir le faire et qu'elle avait eu l'impression d'avoir commis une erreur considérable qui apparaît disproportionnée à ses moyens financiers avoués pour cette acquisition. Une hypothèse qui rejette d'ailleurs la dernière d'un complot anglo-américain contre la France ».

à la disparition de l'« Ouvéa »

29 JUILLET. - Au lendemain de leur arrivée à Whangarei, les hommes de l'Ouvéa se séparent : le docteur Maniguet s'élance pour aller skier, profitant de l'été austral, dans les montagnes de l'île du Sud, près de la capitale néo-zélandaise, Wellington ; les trois militaires, quant à eux, louent une Toyota Ford rouge et partent avec elle, jusqu'en 6 juillet, 1 439 kilomètres - un kilométrage qui surpasse le leur par son ampleur.

Le « Rainbow-Warrior » s'amarré dans le port d'Auckland

5 JUILLET. - Les « Turenga » se présentent au Beach Corner Moët de Pahi, où ils résident, dans la chambre 12, jusqu'au 7 juillet. Ils sont discrets, mais commencent, selon les propriétaires,



d'énormes breakfasts. Le 25 juin, alors qu'ils logent dans l'hôtel d'Auckland et alors que l'Ouvéa est toujours dans la baie de Pahi, le couple avait déjà reçu une communication téléphonique en provenance de cette localité. Le 28 juin, ils avaient reçu un appel en provenance de Whangarei, où venait justement d'atterrir l'Ouvéa.

Pahi est, par la route, à 80 km de Whangarei. Le 6 juillet, alors que les « Turenga » passent leur second jour à Pahi, Raymond Velche change de voiture de location à Whangarei et adopte une spatieuse Holden Commodore bleue avec laquelle il parcourt 320 km, jusqu'en 9 juillet. Selon la police néo-zélandaise, le couple et l'équipage se sont rencontrés aux alentours de Pahi, entre les 5 et 7 juillet.

6 JUILLET. - Le *Rainbow-Warrior*, un navire chasseur de 40 m et 418 tonnes appartenant à Greenpeace, s'amarré dans le port d'Auckland en provenance de Vancouver (Nouvelles-Hébrides).

9 JUILLET. - Après avoir rendu les véhicules de location, les trois militaires de l'Ouvéa, une Mitsubishi 4x4 pour le docteur Maniguet, l'équipage de l'Ouvéa remplit les formalités de départ après de la capitainerie de Whangarei. Il quitte le port à la mi-journée, en direction de l'île de Northland, à 1 200 km au nord. Les jours précédents, Raymond Velche avait joint par téléphone à Nouvelle-Hébrides l'administrateur qu'il avait rencontré, à un salon maritime en France en 1981. Prévenant de la fin de son séjour, il lui demandait s'il pouvait venir à Auckland, mais son interlocuteur ne peut lui recommander personne.

10 JUILLET. - Aux alentours de midi, deux mines magnétiques coulent le *Rainbow-Warrior* dans le port d'Auckland, provoquant la mort de Fernando Pereira, trente-six ans, un photographe néo-zélandais d'origine portugaise. La police néo-zélandaise dispose de deux témoignages venant des heures précédant l'attentat : dans l'après-midi, un Zodiac aurait été vu dans le petit port d'Ellerslie Bay, à trois kilomètres au nord d'Auckland, embarquant du matériel dans un véhicule répondant au surnom de « Turenga » ; à 21 h 30, un autre zodiac aurait vu un homme en train de couler un Zodiac, près du pont de Ngahiri, dans le port d'Auckland. Le Zodiac, ainsi que deux bombes d'oxygène pour le plongeur sous-marin, seront retrouvés par les policiers.

12 JUILLET. - Les « Turenga », dont on ne connaît pas l'histoire depuis le 7 juillet, disparaissent en allant vers leur Toyota de location au lac d'Auckland. La police les attendait - sur la foi d'un renseignement d'origine étrangère - sur des témoignages visuels ? Remis en liberté sans conditions, ils sont à nouveau arrêtés le 17 juillet, la notification de leurs passeports ayant été établie. Le 23 juillet, ils sont écroués et inculpés de meurtre, l'accusation volontaire, usage de faux passeports. Ils comparaitront le 14 août devant le tribunal d'Auckland, qui fixe au 4 novembre l'audience préliminaire où les preuves réunies contre eux devront être produites. Le procureur annonce, d'ores et déjà, quatre coupables à conviction et une centaine de témoins.

13 JUILLET. - L'Ouvéa attend l'île australienne de Norfolk. Le docteur Maniguet quitte ses compagnons, prenant l'avion pour Sydney, puis pour Paris. Le 15 juillet, les trois militaires restants sont interrogés par des policiers australiens et néo-zélandais. Ils soulignent l'Ouvéa, et surtout aujourd'hui y avoir trouvé une carte marine ayant appartenu à « Frédéric Roussel » (le surnom de Greenpeace), mais ils refusent de vouloir continuer sa route. Le 16 juillet, l'Ouvéa repart vers la Nouvelle-Calédonie, signalant des conditions - fustigantes ? - les 17, 18 et 21 juillet, puis disparaît.

E. P.

Jean de Bonnot vous offre ce livre d'art exceptionnel au «prix éditeur»

Le prix exceptionnel de cet ouvrage nous oblige à en limiter le tirage. Nous vous prions donc de nous excuser si nous ne pouvons pas honorer les commandes tardives.

L'édition qui réunit les figures des anciens vases grecs dispersés dans les musées et les collections privées d'Europe et d'Amérique.

Les précieuses et délicates peintures, illustrant les héros et les grands faits décrits dans l'Odyssée, ont été amoureusement réunies, des années de travail durant, par Notor, vicomte de Roton, qui les a transposées

L'ODYSSÉE



d'Homère

avec 100 illustrations hors-texte et in-texte par les plus délicieux artistes grecs de l'Antiquité
un ensemble céramographique unique en son genre.

ainsi que leurs légendes dans une seule publication. Ces peintures se trouvent dispersées dans les musées et collections des deux continents et datent du VII^e au IV^e siècle avant Jésus-Christ. Elles ont été retrouvées principalement dans : les musées de Naples, de Vienne, de Berlin, du Vatican, de Bonn, de Florence, de Würzburg, de Cracovie et d'Athènes, au British Museum, au Metropolitan de New York et à la Pinacothèque de Munich ; les collections Tyszkiewicz, Van Branteghem de Bruxelles, de la Duchesse de Dalmeida, du Duc de Malborough, de Pourtales-Gorgier. Il en résulte un superbe volume de 580 pages magnifié par l'élégance des beaux et harmonieux décors des vases grecs anciens. Une frappe artistique qui personnellement n'avait pu contempler dans son ensemble.

L'Odyssée : un fascinant roman

1 volume grand in-octavo 14 x 21 cm
peausserie vrai cuir.

Sait-on que pour ce livre d'art Jean de Bonnot a utilisé 85 cm² de feuille d'or pur titrant 22 carats ?

divine Calypso. Sa femme le patiente Pénélope, son fils Télémaque, Nestor et Ménélas, le porcher Eumée, la foule des fourbes prétendants et le vieux chien fidèle sont chantés et illustrés par ces émouvantes reliques datant de 25 siècles. L'immortel chef-d'œuvre d'Homère vous est donné ici dans la célèbre traduction de Laconte de Lisle. C'est dire que rien n'a été négligé pour votre satisfaction.

Un livre « construit » pour durer des siècles.

Comme tous nos livres d'art, l'Odyssée, dans sa version intégrale en un seul volume, est reliée plein cuir de mouton, d'une seule pièce. Ce cuir à la douceur tiède et à l'odeur grasse et savante est orné d'un décor précieux gravé à la main et poussé sur feuille d'or fin à 22 carats, ce même or de bon aloi qui agrémente aussi la tranche de tête. Encadrant les plats, un motif gaufré à froid se détache en noir sur un fond ocre évoquant l'argile des vases grecs. Le papier fabriqué traditionnellement à la « forme ronde » est un vergé chiffon solide et sonnet filigrané « aux canons ». Les cahiers sont assemblés et cousus au fil résistant. Les coins sont remplis main à l'os de bœuf. Le dos est renforcé par une doublure invisible. Tranche-fines et signet tressés complètent l'ouvrage.

GARANTIE A VIE

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et la cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi j'ai engagé à racheter mes ouvrages ou souscrire pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE EN REMERCIEMENT.

à envoyer à JEAN DE BONNOT

7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08
Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant l'Odyssée d'Homère en un fort volume in-octavo, relié plein cuir, décoré à l'or fin 22 carats.

Veuillez trouver ci-joint mon règlement soit 155,00F (+ 13,50F de frais de port).

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, et je serai aussitôt remboursé.

Nom Prénoms

Adresse complète

Code postal Ville

Signature 1

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

LE RAPPORT DE M. BERNARD TRICOT SUR

Aucune décision n'a été prise au niveau gouvernemental pour le sabotage du « Rainbow-Warrior »

M. Bernard Tricot a remis, le dimanche 25 août, au premier ministre, son rapport sur le sabotage du bateau de Greenpeace, le « Rainbow-Warrior », le 10 juillet, à Auckland.

Après avoir rappelé que son enquête, sur la demande du premier ministre, a duré dix-sept jours, M. Bernard Tricot énumère les entretiens qu'il a eus. Il a ainsi rencontré « plusieurs membres du gouvernement », le chef d'état-major des armées, le général Saulnier, l'amiral Fagès, qui était, jusqu'à la fin juin 1985, à la tête de la direction des centres d'essais nucléaires (DIRCEN), l'amiral Lacoste, directeur général de la DGSE, le préfet Parant, secrétaire général de ce dernier, ainsi que le général Emin, adjoint du directeur, le colonel Lesquer, chef du service Action, et son subordonné, le lieutenant-colonel Faberon, chef du service des opérations.

M. Tricot a aussi entendu les agents de la DGSE envoyés dans le Pacifique sud au moment de l'attente contre le Rainbow-Warrior - à

l'exception, évidemment, des faux époux « Turenge », détenus en Nouvelle-Zélande. Il ajoute que l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande à Paris lui a communiqué « certains éléments » de l'enquête policière néo-zélandaise. Enfin, toujours en préambule de son rapport proprement dit, M. Tricot assure avoir suivi « intellectuellement » le principe suivant : « N'écarter a priori aucune hypothèse, même la moins vraisemblable. »

M. Tricot développe ensuite le détail de son enquête. Nous publions le texte intégral de son rapport :

La position du gouvernement face au projet de Greenpeace

Quand il a commencé à avoir connaissance des projets de Greenpeace pour l'été de 1985 dans le Pacifique sud, le gouvernement ne s'est pas trouvé devant une situation réellement nouvelle.

Dans les années 70, puis en 1982, ce mouvement avait organisé des campagnes comportant, spécialement au cours de ces deux années, des tentatives de débarquement à Mururoa. Des incidents s'étaient produits quant à la marine nationale avait intercepté des bateaux de Greenpeace. Les choses s'étaient ensuite calmées, et aucun fait notable ne se produisit en 1983 et 1984.

Ce n'est, bien sûr, pas pour vous, mais pour le public, que je rappellerai les grandes lignes de la politique gouvernementale :

- s'informer d'une façon précise quant aux intentions de Greenpeace et connaître le nombre et l'identité des bateaux susceptibles de faire partie d'une expédition ;
- empêcher des débarquements sur l'atoll, tout en évitant le plus possible des incidents ;
- renforcer les précautions tendant à éviter que nos essais exposent les populations de la région à des risques directs ou indirects, immédiats ou lointains ;

- fournir des explications au public, inviter à Mururoa une délégation de savants français, organiser notamment la visite en octobre 1983 de plusieurs personnalités scientifiques françaises sous la conduite du haut commissaire à l'énergie atomique ;

- inviter, ce qui fut fait en 1984, des savants étrangers (originaires de pays indépendants du Pacifique sud), à venir s'assurer des précautions prises et en apprécier les résultats. De fait, ce fut un rapport nettement favorable que celui de la commission présidée par M. Atkinson, directeur du Laboratoire national des radiations de Christchurch. Ce rapport fut publié le 9 juillet 1984.

L'annonce de la reprise des manifestations de Greenpeace irrita certainement un grand nombre de militaires et de civils qui s'occupent, en France ou sur place, du Centre d'essais du Pacifique et qui ne sont pas les seuls à reprocher à ce mouvement son manque d'indépendance et d'impartialité.

Mais les propositions des services restèrent dans la ligne de ce qui avait été fait jusque-là.

Le directeur du Centre d'essais nucléaires, l'amiral Fagès, avec qui je me suis entretenu au cours de cette enquête et qui m'a remis ou fait remettre plusieurs documents, avait rendu compte le 4 mars dernier à M. Charles Hernu de ce qu'il savait alors des projets de Greenpeace. Il dit au ministre que l'action éventuelle de ce mouvement pourrait se dérouler le 24 juin, pendant qu'aurait lieu à Tahiti un Festival des arts du Pacifique. Il était question que

Greenpeace envoie vers Mururoa et Fangatofa quatre bâtiments, dont le « Rainbow-Warrior » et le « Vega ». Ces bateaux stationneraient à la limite des eaux territoriales, et des embarcations légères s'en détacheraient pour tenter de débarquer leurs passagers, parmi lesquels devaient se trouver des indépendantistes polynésiens.

Comme il était d'usage, l'amiral remit au cabinet du ministre, quelques jours avant l'audience, un dossier relatif aux questions qu'il soulevait voir évoquer. Les intentions de Greenpeace faisaient l'objet du point 5 et avant-dernier de la note de synthèse datée du 1^{er} mars, ainsi que d'une fiche sommaire dans laquelle l'amiral insistait sur deux points :

- faire en sorte que les autorités et les forces françaises du Pacifique soient juridiquement fondées à empêcher l'accès aux eaux territoriales ;
- intensifier la recherche de renseignements concernant la position et les déplacements des bateaux de Greenpeace. Je reviendrai sur ces deux points, ainsi que sur les instructions données peu après par le ministre au directeur général de la sécurité extérieure.

L'amiral se souvient d'avoir parlé des intentions de Greenpeace à l'amiral Lacoste à la fin de 1984 ou au début de 1985. C'est, à ce moment, sous l'impression que la DGSE n'avait pas encore pris beaucoup d'initiatives au sujet de cette affaire qu'il remit sa note à M. Hernu. Il fit aussi en sorte que le comité interministériel qui se réunit à des intervalles irréguliers sur le sujet des sites lointains soit saisi de la question. Dans le dossier constitué en vue de la plus prochaine réunion de ce comité, laquelle eut lieu le 23 mai, figurait une note de la DIRCEN en date du 26 mars. Les actions proposées à l'égard des initiatives contestataires étaient les suivantes :

- accepter des visites ;
- prendre contact avec les autorités de pays étrangers ;
- faire à l'égard de certains de nos « voisins » (les distances sont longues dans le Pacifique) divers gestes de bonne volonté.

Il n'était fait aucune allusion à un acte quelconque de violence. Le ton de la note était calme et modéré. C'est la même impression qui se dégage des documents relatifs à la première audience suivant celle du 14 mars que M. Hernu ait donnée à l'amiral Fagès. Cet entretien eut lieu le 23 mai. Une fiche en date du 14 mai, remise, comme celle du 1^{er} mars, au ministre, et qui avait pour objet la contestation de nos expérimentations, faisait état :

- de l'urgence de prendre des dispositions juridiques ;
- des besoins en renforts techniques pour mieux intercepter les communications radio entre les unités de la flotte qui devaient se diriger vers Mururoa ;

- de l'opportunité d'envoyer en Polynésie des commandos de la marine spécialisés dans l'intervention à l'égard de bateaux de taille moyenne ou petite, afin d'empêcher des débarquements ;

- de la préparation « de compléments aux argumentaires adressés à nos ambassadeurs » et de l'opportunité d'entreprendre « des actions d'informations ou de présence auprès de certains Etats du Pacifique sud. »

La note révélait des préoccupations, car il n'est pas facile d'intercepter pacifiquement un nombre élevé d'embarcations, mais elle ne trahissait aucune nervosité. La nature des demandes montrait au contraire que les autorités ne s'attendaient pas que l'expédition écologiste fût empêchée de quitter la Nouvelle-Zélande, où il était prévu qu'elle se rassemblerait pour partir vers la Polynésie. C'est bien à son arrivée qu'il s'agissait de la contraindre. Cette impression est confirmée par une fiche de la DIRCEN en date du 26 mai qui précisait les propositions de la note du 23 mai. Cette fiche recommandait :

- une fois de plus, l'intervention du texte réglementaire ;
- la recherche accrue du renseignement « sur les hommes et sur les matériels, en particulier de transmission » ;
- l'attribution de moyens pour intercepter les communications UHF et VHF entre les éléments de la future flotille ;
- la préparation d'interventions dans les eaux territoriales françaises contre les tentatives de débarquement ;

- et, si certains groupes de personnes réussissaient à débarquer, l'arrestation des intrus et la confiscation des matériels photo, vidéo, etc.

La DIRCEN obtint satisfaction sur au moins deux points, ceux qui avaient été évoqués lors du comité gouvernemental du 26 avril :

- a) Après de longues discussions entre les membres du comité de défense, des relations extérieures et de la mer, l'acte juridique demandé par l'amiral Fagès fut pris sous forme d'un arrêté du haut commissaire de la République en Polynésie française, en date du 23 mai 1985.
- Cet arrêté, publié au Journal officiel de la Polynésie, suspend d'urgence l'exercice du droit de passage inoffensif dans les eaux ter-

Les directives du ministre de la défense au directeur général de la sécurité extérieure

- autorisation éventuelle aux contestataires de visiter la base-vie de Mururoa ;
- recommandation de faire attention au pavillon du chalutier contestataire et de notamment veiller, au cas probable où il serait britannique, à éviter les susceptibilités de la Grande-Bretagne.

On voit que ce document était en harmonie avec les positions prises par le gouvernement.

En fait, de même pour les instructions données par M. Hernu à l'amiral Lacoste :

Selon l'habitude dans les relations entre le ministre et le directeur, ces instructions ont été pour l'essentiel orales. Or il se trouve que c'est dans la mesure où elles ont été appuyées par un écrit qu'une question m'a paru pendant plusieurs jours se poser.

1) Ce que m'ont dit, lors de mes premières entretiens, M. Hernu puis l'amiral Lacoste.

Pour le ministre, les directives verbales consistaient exclusivement à intensifier la collecte de renseignements. Pour l'amiral Lacoste, il s'agissait d'un peu plus : la recherche des renseignements pouvait ne pas se faire seulement de l'extérieur, elle pouvait comporter l'infiltration de certains agents dans l'organisation en cause. En outre, ces agents pouvaient être invités à réfléchir aux voies et moyens propres à contrecarrer l'action de cet organisme.

Je dis bien « réfléchir », nullement passer aux actes, même s'il s'agissait simplement d'actes ne comportant aucune violence.

Il y avait tout de même là une nuance qui me préoccupait : si une ambiguïté, même légère, s'était glissée dans la transmission des ordres au sommet de la hiérarchie, jusqu'où les choses avaient-elles pu aller, au fur et à mesure que les ordres descendaient ?

2) Je compris mieux l'origine de ce qui m'inquiétait quand mes deux interlocuteurs, que j'ai toujours vu séparément, m'apprirent que le ministre, à l'appui de ses directives à l'amiral, avait montré, mais point remis, à ce dernier la note de l'amiral Fagès en date du 1^{er} mars.

Or le dernier alinéa de cette note (après celui où il était question du futur arrêté gubernatorial), était

ritorales bordant les atolls de Mururoa et de Fangatofa. Il interdit jusqu'à la fin des expérimentations la navigation de bateaux étrangers dans ces eaux.

Cet arrêté est fondé sur le décret du 6 février 1985 portant réglementation du passage des navires étrangers dans nos eaux territoriales, dont l'article 6 prévoit la possibilité, notamment quand cette mesure est indispensable pour permettre de procéder à des essais d'armes, de suspendre l'exercice du droit de passage inoffensif des navires étrangers. Ce texte reprend des dispositions de l'article 25, paragraphe 3, de la Convention des Nations unies du 10 décembre 1983 sur le droit de la mer ;

b) Le second résultat obtenu par la DIRCEN avait été l'instruction donnée par le ministre de la défense le 4 mars au directeur général de la sécurité extérieure d'intensifier la recherche de renseignements. Comme il s'agissait d'envoyer plusieurs agents dans le Pacifique sud et, pour les raisons qui seront dites plus loin, de louer un bateau, la dépense était de celles qui dépassaient les charges courantes du service et qui donnaient lieu à l'allocation de fonds exceptionnels. Cette attribution fut demandée et accordée dans les conditions normales, c'est-à-dire avec l'accord du chef de l'état-major particulier du président de la République. J'ai vu le général Saulnier, qui exerçait à l'époque ces fonctions, et qui se souvient bien que l'affaire lui avait été soumise, qu'il s'agissait uniquement d'accroître l'effort de renseignement, et qu'il donna son accord.

Quand l'amiral Fagès quitta ses fonctions, il laissa au nouveau directeur des centres d'essais nucléaires un mémorandum, daté du 30 juin 1985, dont l'un des points concernait l'opération Greenpeace. Il écrivait ceci (le résumé sans changer en rien le sens) :

- aspects juridiques : interdiction publiée le 20 juin 1985 de l'entrée d'étrangers dans les eaux territoriales des deux atolls ;
- information de la DGSE sur cette affaire ;
- préparation opérationnelle : interception radio-électrique et brouillage, intervention de spécialistes marins (il s'agissait des commandos dont il a été précédemment question), formation de personnels d'intervention qui a été demandée au centre d'essais du Pacifique ;

ainsi conçu : « Par ailleurs, une intensification de la recherche de renseignements concernant la position et les déplacements du Vega et du Rainbow-Warrior a été suggérée afin de prévenir et anticiper les actions de Greenpeace. Sur l'origine que M. Hernu m'a montré le verbe « anticiper » était souligné deux fois. Anticiper, qu'est-ce à dire ? Ce n'est pas seulement prévoir, ce qui aurait d'ailleurs introduit un pléonasse dans la note. Dans l'emploi transif du verbe, anticiper, c'est devancer ou prévenir. Cette prévention ne pouvait-elle pas aller jusqu'à accomplir des actes de nature à empêcher physiquement l'un ou l'autre des bateaux de quitter la Nouvelle-Zélande ?

M. Hernu, à qui j'ai fait part de mes doutes, a maintenu son interprétation : il s'agissait seulement de se renseigner, ce qui pouvait toutefois comporter une infiltration. L'amiral Lacoste a confirmé la même : c'était un peu plus, mais en aucun cas passer aux actes, même s'il s'agissait seulement de « méthodes douces ».

Quand à l'amiral Fagès, auteur involontaire de cette difficulté, il m'a affirmé qu'il s'était bien agi d'un redondance, et qu'en tout cas il n'avait jamais eu la pensée de proposer de passer aux actes et encore moins à des actes de violence. Au total, ce sont les souvenirs de l'amiral Lacoste qui me semblent les plus exacts. Il est d'ailleurs normal qu'une telle affaire ait occupé dans son esprit une place plus large que dans celui du ministre.

M. Charles Hernu s'est senti moins préoccupé par les projets de Greenpeace au fur et à mesure que le temps passait. Sans doute, le Vega, venant d'Australie, était-il à Auckland depuis le 29 avril. Quant à lui, le Rainbow-Warrior, qui avait quitté Jacksonville (Floride) le 15 mars 1985, était arrivé à Honolulu le 18 avril, puis avait repris la mer le 29 avril en direction des Iles Marshall. Il avait procédé là-bas à l'évacuation (environ trois cents personnes) de la population d'un îlot contaminé jadis par des essais américains et l'avait installée sur le grand atoll de Kueryria, dans l'immense lagon duquel l'armée américaine effectuait des tirs. Le Rainbow-Warrior s'était ensuite rendu dans un autre archipel et il

devait arriver à Auckland le 7 juillet. Il était commandé par un Américain qui était embarqué sur ce bâtiment depuis 1981. L'équipage était d'une douzaine de personnes. Une demi-douzaine de journalistes étaient à bord.

Mais le rassemblement de la flottille et la constitution des équipes n'allaient pas sans difficulté. La par-

ticipation de plusieurs bâtiments, d'abord annoncée, devenait incertaine. L'échéance prévue pour fin juin, puis pour le mois de juillet (liée à la réunion du Forum du Pacifique sud), ne paraissait pas pouvoir être tenue. La série de tirs allait en outre s'achever.

Bientôt sans doute la période délicate serait passée.

La transmission des instructions à l'intérieur des services centraux de la DGSE

Dès qu'il a pris ses fonctions, en novembre 1982, l'amiral Lacoste a veillé à faire respecter dans le service une stricte discipline militaire. Ce n'avait pas toujours été le cas auparavant. Le service, qui avait vécu des périodes difficiles et bien des changements de personnes, avait connu des temps de relâchement dans l'application des principes militaires. Ce que j'ai pu observer, et surtout des témoignages extérieurs plus valables que le mien, m'ont confirmé dans le sentiment que la DGSE agissait maintenant selon des règles plus classiques qu'à une certaine époque.

Je me suis entretenu, parfois ensemble, avec l'amiral Lacoste ; le préfet Parant, secrétaire général, auprès duquel je me suis surtout informé de la procédure financière ; le général Emin, adjoint au directeur général, en fonction depuis janvier 1983 ; le colonel Lesquer, chef du service Action, en fonction depuis le 1^{er} décembre 1984, mais qui était affecté à la DGSE depuis le 1^{er} juin de la même année ; le lieutenant-colonel Faberon, qui, lui, avait neuf ans d'ancienneté à la DGSE. Il était, au sein du service Action, responsable des opérations.

Il faut préciser que ce service, qui avait été chargé par l'amiral Lacoste de mettre en œuvre les directives reçues du ministre, a notamment pour rôle de participer à la recherche des renseignements en des endroits où la DGSE n'a pas de

Les agents de la DGSE

Il s'agit des agents qui ont été chargés de missions concernant, au moins partiellement, les projets de Greenpeace et qui ont opéré en Nouvelle-Zélande. Je me suis intéressé aussi à un agent qui, à mon avis, a joué un rôle secondaire dans les préparatifs du départ de l'Ouvéa vers la Nouvelle-Zélande. Parmi les agents, mon enquête a porté principalement sur l'équipage de ce bateau.

A) Agents autres que les membres de l'équipage de l'Ouvéa.

1) Je n'ai pas demandé à voir « M. Bonlieu » qui était, ainsi que chacun le sait maintenant, chargé d'infiltrer le mouvement Greenpeace en Nouvelle-Zélande. Elle a été appelée de ce pays, qu'elle a quitté le 24 mai 1985, c'est-à-dire bien avant l'arrivée du Rainbow-Warrior à Auckland.

2) J'ai rencontré par contre « M. Dubast », parce que sa mission à Nouméa, du 9 au 14 juin, avait un certain lien avec les préparatifs de départ de l'Ouvéa vers la Nouvelle-Zélande. Il s'agissait pour lui de s'assurer que le bateau et son équipage ne faisaient pas l'objet d'une surveillance suspecte. Cet agent a aperçu deux ou trois fois Velche et ses compagnons, sans toutefois les aborder. Il n'a rien constaté d'anormal autour d'eux et de leur bateau.

3) Aucun contact n'était, bien sûr, possible pour moi avec les « Turenge », en réalité le chef de bataillon Alain Mafart, né le 2 novembre 1950, et le capitaine Dominique Prieur, né le 21 juin 1949. Le libellé de leur mission, qui n'a été communiqué, était celui-ci :

- Renseigner sur le nombre, les caractéristiques, le programme des bâtiments accompagnant le Rainbow-Warrior vers Mururoa ;
- Identifier les nouvelles équipes éventuelles du Rainbow-Warrior ;
- Identifier les personnalités politiques, scientifiques et journalistiques participant à la campagne ;
- Renseigner sur l'impact reçu en Nouvelle-Zélande.

Le libellé de cette mission porte la date du 14 juin. Le choix de deux officiers pour remplir ces tâches s'expliquait dans l'esprit du service par le fait qu'ils auraient à observer le Rainbow-Warrior ainsi qu'un certain nombre de personnages qui étaient à bord.

Il me paraît invraisemblable que les « Turenge » aient participé directement ou indirectement à la pose de mines sous la coque du Rainbow-Warrior.

Directement : - parce que Mme Prieur n'a jamais appartenu aux navigateurs de

combat et que des annus de colonne vertébrale lui rendent difficile de faire certains efforts.

- parce que le choix du commandant Mafart pour aller poser des mines aurait été déraisonnable, s'agissant d'un officier qui était radié des annuaires de combat depuis 1983. Une participation indirecte était moins invraisemblable : les « Turenge » auraient observé en détail la configuration du port d'Auckland, les habitudes de ceux qui le fréquentent, la façon dont la police fait son travail, puis, à partir du 7 juillet, ils auraient noté l'emplacement du Rainbow-Warrior et ils auraient fait part de leurs constatations à d'autres agents (dans cette hypothèse l'équipage de l'Ouvéa) chargés, eux, de poser les mines.

Cette répartition des rôles aurait eu sa logique. Mais le montage d'un tel scénario aurait été contraire aux instructions reçues. Il supposait de la part des deux officiers une grande et étonnante indiscipline, dont leurs supérieurs les estimaient incapables.

Ce processus n'aurait été possible que si Alain Mafart et Dominique Prieur avaient reçu instructions de le mettre en œuvre. J'ai déjà dit les raisons pour lesquelles je ne crois pas qu'il en ait été ainsi.

Enfin, ces suppositions impliqueraient que les autres agents de la DGSE auraient accompli la partie matérielle de l'opération. La DGSE n'avait pas alors en Nouvelle-Zélande, outre les « Turenge », d'autres agents que ceux qui composaient l'équipage de l'Ouvéa. Il est temps de parler d'eux.

B) L'équipage de l'Ouvéa

1) Qui sont ces hommes ? Il s'agit de :

- l'adjudant-chef Roland Verge, qui a quinze ans de services militaires dont onze à la DGSE. Il appartient au Centre d'instruction des navigateurs de combat (CINC) à Aspretto, près d'Ajaccio ;

- l'adjudant Andrieux (du CINC), qui a dix ans de services dont six à la DGSE ;

- l'adjudant Bartoli (du CINC), qui a dix ans de services, dont quatre à la DGSE.

2) Quelle était leur mission ? Le libellé du 23 mai, dont il a été précédemment question, la définissait ainsi :

- a) s'entraîner à la navigation dans la zone du Pacifique sud ;
- b) renseigner le service sur le rassemblement de la flottille de Greenpeace ;
- c) étudier la possibilité de joindre un bateau aux campagnes à venir.

Les points a et c étaient liés. Le service ne disposait pas, outre

OFFICIER MINISTÉRIEL
VENTE PAR ADJUDICATION
Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 663.12.66

ADJ. au Tribunal de commerce de Paris, 1, quai de Cornes, par le ministère de M^{re} POPELIN, notaire associé à Paris, le 10 SEPTEMBRE 1985, à 14 h.

UN FOND DE GLACIER-RESTAURANT sis à JOINVILLE-LE-PONT (94)

composé : le local commercial, cuisine, épicurerie, schéma, etc. ; le droit au bail et possibilité pour l'adjudicataire de reprendre le mobilier, matériel et matériel en son lieu.

M. à P. : 100 000 F pouvant être baissé - Consignation : 50 000 F

Ventes sur place : les 4 et 9 septembre, de 9 à 11 h. Reçu : M^{re} POPELIN, notaire, 164, rue de l'Église-Saint-Roch, Paris (94). Tél. : 255-60.00. Réf. V.C. Rédacteur du cahier des charges : M^{re} BOISSET, syndic, 23, rue du Rocher, Paris (8^e).



مكتبة الأصل

TRICOT SUR
gouvernemental

هكذا من الأصل

L'ATTENTAT CONTRE LE BATEAU DE GREENPEACE

« Je crois à l'innocence » du commandant Mafart, du capitaine Prieur et de l'équipage de l'« Ouvéa »



M. Velche, qui avait beaucoup navigué, mais pas dans le Pacifique sud, d'autres agents ayant la capacité de devenir chefs de bord dans cette zone sur des bateaux de faible tonnage. L'idée était qu'ils pourraient ainsi, soit faire participer un bateau aux expéditions futures, soit se faire choisir comme skipper d'un bateau de Greenpeace.

Pour obtenir des résultats, il ne suffisait pas d'être de bons marins, il fallait connaître la zone et avoir commencé à s'y faire une réputation. La partie de la côte néo-zélandaise à laquelle l'équipage de l'Ouvéa devait s'intéresser était située entre le cap nord, à l'extrémité de l'île nord, et un point qui se trouve à environ 25 kilomètres au nord d'Auckland (Whangarei).

Il ne devaient pas se rendre à Auckland. Leurs supérieurs m'ont expliqué que, conformément à des mesures de précaution classiques, les agents ignorent la présence des deux officiers à Auckland. Peut-être se doutaient-ils que d'autres qu'eux-mêmes étaient chargés de s'intéresser à ce port, mais ils ne devaient pas savoir de quelles personnes il s'agissait.

Motifs de suspicion et accumulation d'indices

Mais d'autres motifs de suspicion, également sérieux, ont été invoqués :

- l'équipement de l'Ouvéa en moyens de navigation « Sat Nav » et de transmission ; mais ces équipements sont, pour les uns, devenus assez coûteux, et la présence de ces autres s'explique par la nécessité pour l'équipage de pouvoir entrer en contact par radio avec la direction ;
- la formation très spécialisée des trois hommes, qui sont des navigateurs de combat, donc experts en exercices tels que tir plongée sous-marine, la pose de mines, etc. ;
- les nombreux indices relevés, d'après la presse, par la police néo-zélandaise (Zodiac abandonné, bouteilles d'oxygène utilisées par la marine nationale et laissées à proximité de l'embarcation, etc.) ;
- Je dois rappeler aussi que le respect de l'engagement pris envers l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande, ce me permet pas de faire état d'autres éléments que celui-ci à bien vouloir me communiquer. Ces éléments seront sans doute révélés, lors de l'audience prévue pour le 4 novembre et qui doit constituer une des phases de la procédure engagée contre le commandant Mafart et le capitaine Prieur. Je dirai seulement que les indices coïncident et les éléments encore secrets méritent, certes, d'être pris en sérieuse considération mais qu'il me paraissent troubler plus que convaincre. Pour ne parler que des indices rendus publics, beaucoup de gens ont déjà observé que leur accumulation est surprenante. Parfois leur nature même a quelque chose d'étrange. Pourquoi, par exemple, avoir abandonné des bouteilles d'oxygène et pourquoi avoir été dotés par le service de bouteilles de marque française alors que des équipements de marque étrangère étaient en stock ?

Rencontre avec le docteur Maniguet

Devant ces considérations contradictoires, j'ai jugé indispensable de rencontrer l'équipage de l'Ouvéa, ainsi que son passager, le docteur Maniguet.

a) Celui-ci n'a fait aucune difficulté pour venir me voir.

- Pour ce qui est de sa personnalité, ce qu'il m'a dit et ce que j'ai pu observer confirment ce qui a été écrit à son sujet. Il me paraît pas oisif d'y revenir ici, autrement que pour souligner le caractère direct de ses propos, la précision des informations

part à des amis parisiens de son bateau de commerce le Pacifique sud, en particulier l'archipel des Fidji, que ses amis lui avaient indiqué l'agence Océanide, le directeur de celle-ci, M. Leroy, lui avait indiqué le 25 mai qu'un bateau allait bientôt partir de Nouméa pour les régions qui l'intéressaient et qu'il pourrait, moyennant finance, s'y embarquer. Le skipper, M. Velche, était, ainsi que l'indiquait l'agence, un bon navigateur. L'accord fut

De Nouméa à la Nouvelle-Calédonie

La seule ombre fut que le docteur Maniguet aurait souhaité se diriger vers l'archipel des Fidji, alors que Velche insistait pour mettre d'abord le cap vers le nord de la Nouvelle-Calédonie, ce qui fut finalement décidé. L'Ouvéa quitta Nouméa le 13 juin à la mi-journée. Le récit du docteur Maniguet se poursuit largement, pour la suite avec celui des membres de l'équipage.

a) Rencontrer ceux-ci ne me fut pas difficile, mais posa sans doute des problèmes d'organisation à la DGSE. Les responsables du service m'expliquèrent que les trois hommes étaient en France, qu'ils étaient à la fois cachés et recherchés, qu'une rencontre, avec les déplacements qu'elle allait comporter pour eux, présentait des risques. Mais je n'eus guère de peine à insister pour que satisfaction me soit donnée. Ceux que j'appellerai encore Velche, Audreac, Bartolo et moi nous rencontrâmes au cours de la semaine qui s'acheva. Je les vis quelques instants ensemble au début et à la fin de la rencontre, hors de la présence du colonel Lesquer, qui m'accompagnait, et j'ai en avoir chacun d'eux des entretiens en particulier.

Ce que j'appris, cette fois-là, confirmé par le docteur Maniguet, (sauf pour les périodes où il s'est séparé de l'équipage en Nouvelle-Calédonie afin de parcourir le pays), peut se résumer ainsi :

a) La traversée de Nouméa à l'île de Norfolk, entre la Nouvelle-Calédonie et la Nouvelle-Zélande, fut difficile, à cause de la météo, de la difficulté de trouver un bateau équipé. La halte à Norfolk dura deux jours, du 17 au 19. L'Ouvéa quitta Norfolk le 19 juin à 17 heures. Une tempête se déchaîna le 21 et les vents étaient encore violents lorsque les côtes du nord de la Nouvelle-Calédonie furent en vue. Velche avait prévu de relâcher à Parangaranga, au large duquel l'Ouvéa arriva le 22 juin. Des hauts fonds sablonneux, mal signalés sur les cartes, firent que le bateau s'échoua sur un récif corallien. Les trois hommes furent secourus par le service de sauvetage de Parangaranga. Cette performance surprit favorablement la population locale et entraîna ainsi le skipper de considération et de sympathie.

b) Il y avait pas de service de douane à Parangaranga. L'Ouvéa atteignit le mardi 25 juin dans l'après-midi le port un peu plus important d'Opua, d'où le docteur Maniguet, qui parlait le mieux l'anglais, prévint la douane de Whangarei. Les douaniers vinrent aussitôt, et les for-

tristes portèrent une attention soutenue à la partie féminine de la population.

c) Après les formalités douanières, qui durèrent dans la matinée du 9 juillet de 9 à 10 heures, l'Ouvéa quitta le port de Whangarei.

De même que l'arrivée en Nouvelle-Zélande avait été difficile, le départ le fut aussi. Les vents soufflaient cette fois de l'arrière du bateau, ce qui permettait d'avancer vite, mais une voile fut déchirée. Le docteur Maniguet confirma son intention de se séparer du groupe à Norfolk, pour rentrer en Europe. Le soir du 13 juillet (à moins que ce ne fût le matin du 14), le docteur Maniguet apprit par la radio de bord que le Rainbow Warrior avait été coulé. Quand il descendit à terre, il lut cette nouvelle dans les journaux. Il en fit part à ses compagnons, qui ne manifestèrent ni joie ni fierté.

L'idée ne vint manifestement à aucun des quatre hommes qu'il vaudrait sans doute mieux ne pas s'attarder à Norfolk, les australiens que beaucoup de liens unissent à la Nouvelle-Calédonie, et filer sur la Nouvelle-Zélande. Quand je m'en suis étonné auprès d'eux, ils me répondirent que c'était pas allés à Auckland et n'ayant rien à se reprocher d'autre qu'une entrée en Nouvelle-Zélande sous une fausse identité, ils n'avaient pas songé à brûler les étapes.

Ils avaient prévu de rester à Norfolk jusqu'au 15 juillet, jour où le docteur Maniguet devait prendre l'avion pour l'Australie, puis pour la France, et ils s'étaient pas modifié leur programme.

Mais le 15 juillet au matin, les trois hommes étaient interpellés par des policiers australiens et néo-zélandais réunis ; ils subissaient un interrogatoire serré et sans ménagement, et le bateau était minutieusement fouillé. Ce qui fut trouvé sur celui-ci ne parut sans doute pas bien inquiétant aux policiers, puisque Velche et ses compagnons furent autorisés à poursuivre leur voyage. Ils

Conclusions

En conclusion, monsieur le premier ministre,

a) Ainsi qu'on le sait pour plusieurs et qu'on n'en doute plus pour les autres, les personnes dites Alain et Sophie Turenga, Dubast, Velche, Audreac et Bartolo sont des agents de la DGSE ayant la qualité de militaires et dont les grades vont de ceux de sous-officiers à ceux d'officiers supérieurs.

b) J'ai à peine besoin de dire que la situation de clandestinité où se trouvent des militaires français sur le territoire de leur propre pays doit cesser. Dès que je vous ai fait part de mes suggestions relatives à la présentation des lettres de mission de la justice française, vous avez bien voulu les approuver.

c) Tout ce que j'ai entendu et vu me donne la certitude qu'au niveau gouvernemental il n'y a eu aucune décision tendant à ce que le Rainbow Warrior soit endommagé. Cette année, comme les années précédentes, la politique gouvernementale a été exactement contraire.

d) Les doutes que j'ai eus sur la façon dont les instructions données par le ministre de la défense avaient pu être interprétées ont été levés lorsque je me suis assuré que la marge d'interprétation possible se situait en dessous de ce que j'appelle-

rai la zone dangereuse, c'est-à-dire celle où les services auraient pu se croire invités ou simplement autorisés à mettre en œuvre des « méthodes douces », elles-mêmes cloisonnées des actes de violence.

e) Il n'y a aucune raison de penser (et il existe de fortes raisons de croire le contraire) que la DGSE ait donné aux agents en Nouvelle-Zélande des instructions autres que celles tendant à mettre correctement en œuvre les directives gouvernementales.

f) Bien qu'il soit impossible, aussi longtemps que la procédure suivie en Nouvelle-Zélande n'aura pas atteint la phase contradictoire, de se prononcer avec certitude sur la réalité des actes reprochés au commandant Mafart et au capitaine Prieur, je crois, dans l'état actuel de mon information, à leur innocence.

g) C'est ce que je crois aussi, toujours dans l'état actuel de mon information, pour ce qui est de l'adjudant-chef Verge et des adjudants Andrieu et Bartolo. Une enquête administrative nécessairement rapide peut être difficilement conclusive. Personnellement, je crois donc utile que ce rapport soit suivi en France d'un examen plus détaillé. (Les quatre derniers interlignes sont de la rédaction du Monde.)

LA LETTRE DE M. FABIUS

Voici le texte de la lettre de mission adressée, le 8 août, par M. Laurent Fabius à M. Bernard Tricot :

« Un lien a été avancé entre deux personnes inculpées par les autorités néo-zélandaises dans l'affaire du Rainbow Warrior et des services secrets. Les autorités judiciaires françaises apportent, de à présent, comme c'est leur devoir, le concours sans restriction que leur not demandé les autorités néo-zélandaises dans le cadre d'une commission rogatoire.

Parallèlement, je vous demande de bien vouloir réunir dans un rapport les éléments de toute nature sur cette affaire, afin de m'indiquer de la façon la plus nette si des agents, services ou autorités françaises ont pu être informés de la préparation d'un attentat criminel ou même y participer. Je souhaite que vous me fassiez connaître, dans les meilleurs délais, vos conclusions sur les faits, et, le cas échéant, sur les responsabilités.

Parapluie juridique

M. Bernard Tricot a une conviction. Il n'a pas de certitude. C'est pourquoi il s'interdit que son rapport « soit suivi en France d'un examen plus détaillé. Avec d'une évidence, il n'est ni policier ni juge d'instruction ». Il a été chargé de mener une enquête administrative, « nécessairement rapide » qui, bien évidemment, ne peut prétendre jeter sur cette sérieuse affaire une lumière sans ombre.

Nul besoin de décrypter ce langage volé de conseiller d'Etat, pour comprendre que M. Tricot souhaite, parmi d'autres solutions, que la justice prenne le relais. Il avait certes le pouvoir de réclamer cette enquête judiciaire plus explicitement et même le devoir : tout fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, apprend qu'un crime a été commis est tenu d'en aviser le parquet. Cette obligation lui avait d'ailleurs été rappelée par M. Laurent Fabius dans sa lettre de mission. Mais voilà, M. Tricot croit en l'innocence des agents de la DGSE et, s'il lui semble nécessaire que la justice reconnaisse et condamne l'enquête, son intime conviction lui interdit d'y inviter formellement la magistrature.

Le justice, de son côté, balance. Certes, les trois militaires de la DGSE qui se sont présentés, lundi 26 août, sur les « conseils » de M. Tricot, affirment haut et fort la direction centrale de la police judi-

ciaire sont l'objet d'un mandat d'arrêt international, mais pour l'instant la justice française n'a rien à leur reprocher. Et puis, règle d'or, la France n'extrade pas ses ressortissants. Des troupes de subtilité juridique sont donc naturellement déployées par les magistrats qui suivent de très près cette affaire pour éviter la position la plus défavorable qui se résume à ceci : attendre et voir.

Simplifions : Roland Verge, Gérard Andrieu et J.-M. Bartolo, qui appartiennent tous les trois au corps des gendarmes de combat d'Aspretto (Corse) ne peuvent être entendus par la police française car, en droit, le mandat d'arrêt qui les vise équivaut à une inculpation. Seul, par conséquent, le juge d'instruction parisien qui contrôle les inspecteurs néo-zélandais déployés en France aurait pu, en théorie, les interroger. Mais c'était sans compter un autre obstacle : ce juge d'instruction parisien ignore tout officiellement des charges qui pèsent sur les trois sous-officiers. Faute de ces éléments, la justice française a donc décidé de demander des « précisions » à la justice néo-zélandaise, « des précisions » qu'il serait étonnant que celle-ci lui fournisse avant le 4 novembre, date à laquelle les magistrats d'Auckland ont promis de fournir les « preuves » que M. Tricot a vainement traquées.

On comprend donc pourquoi, après s'être livrés à un sport d'attente à la police, Roland Verge, Gérard Andrieu et J.-M. Bartolo n'en sont retournés libres à leurs occupations clandestines.

« Secret défense »

Sont-ils pour autant tirés d'affaire ? Ce n'est pas sûr. Les enquêtes néo-zélandaises en mission en France vont vouloir les entendre. Or, juridiquement, ils ne peuvent le faire que par l'intermédiaire des policiers français qui les accompagnent partout et sont, seuls, habilités à poser des questions. On imagine la scène : des militaires, agents des services spéciaux n'ayant fait que leur devoir, c'est M. Tricot, invité par des policiers français, censé jouer le jeu, à livrer leurs petits secrets aux enquêteurs d'une puissance étrangère avec laquelle la France est en guerre... diplomatique.

Conséquence logique de cette situation, les trois sous-officiers devraient donc opposer à la curiosité des enquêteurs la mutisme qui découle du « secret défense », sacré d'ant. M. Fabius avait exempté dans sa lettre de mission les interlocuteurs de M. Tricot.

Ce « secret défense » jouera-t-il contre les magistrats français ? Pour avoir la réponse à cette question, il faudrait savoir si la par-

se pliant aux obligations muettes de M. Tricot, se résoudra à demander l'ouverture d'une information judiciaire, donc à saisir un juge d'instruction. « Pour l'instant, commente un très haut magistrat, on n'a rien à quoi s'agripper ».

Roland Verge, Gérard Andrieu et J.-M. Bartolo peuvent ainsi dormir tranquillement. D'autant que depuis que la qualité de militaire leur a été officiellement reconnue par M. Tricot, la famille du photographe qui a pétri sur le Rainbow Warrior n'a pas la possibilité d'obtenir l'ouverture d'une information judiciaire. Seul le pout, le parquet, hiérarchiquement soumis au ministre de la justice, et uniquement après avis du ministre de la défense. Malgré la suppression, par le gauche, des tribunaux militaires, les fonctionnaires militaires ne sont pas tout à fait soumis au droit commun.

On le voit, le gouvernement a les moyens juridiques de protéger ses agents. Il a aussi la possibilité de s'opposer à ce que le rapport Tricot ait des prolongements judiciaires. Le fera-t-il ? C'est une des difficiles questions que M. Fabius a dû se poser, et dont la réponse, quelle qu'elle soit, comporte nécessairement des inconvénients.

B.L.G.

فكرنا من الأصل

Le Monde MEDECINE

Etre expert en folie

**L'expertise psychiatrique sur la sellette :
peut-on comprendre et réprimer ?
Juges-psychiatres contre psychiatres-juges.**

M^{me} Christine Villemin a-t-elle, le 16 octobre 1984, tué son fils Grégoire, âgé de quatre ans, retrouvé le jour même dans les eaux de la Volange ? Personne ne peut (encore ?) répondre à cette difficile question. Pourtant, pouvait découvrir, il y a quelques semaines, les qualifications psychiatriques prêtées aux médecins experts commis dans cette affaire sans précédent. On braquait alors les projecteurs vers ces notions mal connues du grand public que sont l'hystérie et la perversité. On évoquait aussi l'absence d'instinct maternel et l'intelligence supérieure à la moyenne.

Une nouvelle fois, l'expertise psychiatrique occupait, sans gloire, le devant de la scène d'une grande affaire criminelle. Une nouvelle fois, la psychiatrie était utilisée par la machine judiciaire, au risque d'y perdre encore un peu de son crédit.

Loi et folie, démente et justice : l'eau et le feu. Jadis, tout était simple ou presque : synonyme de possession par les esprits, la folie renvoyait au pouvoir religieux. A l'Eglise, alors, de tracer la frontière entre sages et démons. A elle de sanctifier, d'allumer des bûchers. « Puis l'image de la folie se modifie, et son contrôle passe aux mains du pouvoir judiciaire. Le processus de médicalisation, issu du dix-neuvième siècle, devait influencer cette image et déposséder progressivement la justice de ce contrôle. Le feu devient un malade qui sera traité comme tel (1). »

Relique toujours actuelle de ces évolutions : l'article 64 du code pénal, qui date de 1810 et précise : « Il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu était en état de démente au temps de l'action ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. » Restait, en séparant la criminalité de la folie, à éclairer la justice sur cette dernière. Telle est la fonction théorique de l'expertise psychiatrique. Une pratique régulièrement mise en œuvre et qui fait aujourd'hui lever de vives et nombreuses critiques.

Les sources du malaise

Comment les choses se passent-elles concrètement ? C'est le magistrat instructeur qui - de manière quasi automatique dans les affaires criminelles - choisit et désigne les psychiatres (deux le plus souvent, qui ont l'habitude de travailler en binôme). Il s'agit presque toujours de médecins psychiatres inscrits sur des listes dressées par les cours d'appel (ou, lorsqu'il s'agit des rares « experts nationaux », par le bureau de la Cour de cassation). Dans le même temps, le juge d'instruction demande une « enquête de personnalité » et fait procéder à un examen médico-psychologique confié à des médecins plus ou moins assistés de psychologues.

Après avoir « examiné » (s'entretenir avec) l'inculpé, les experts psychiatres rédigent un rapport commun dactylographié, dont ils certifient le contenu « sincère et véritable » et dans lequel ils tentent de répondre aux questions du juge. Deux éventualités peuvent être envisagées. Ils relèvent une anomalie mentale correspondant au cas décrit par l'article 64 du code pénal : l'inculpé est alors remis en liberté ou hospitalisé dans un établissement psychiatrique, bénéficiant d'un soutien. Ils ne diagnostiquent pas un tel trouble mental : l'intéressé

devra répondre de ses actes devant la justice.

L'expert psychiatrique dispose donc à l'évidence d'un pouvoir considérable. Un pouvoir d'autant plus grand qu'il doit aussi se prononcer sur la dangerosité de l'inculpé à l'égard de lui-même et d'autrui, sur son accessibilité à une sanction pénale, ainsi que sur son caractère curable ou non. « Il est permis de se demander si le psychiatre ne se substitue pas, peu ou prou, au juge. L'exploitation qui est habituellement faite du rapport d'expertise, au cours des débats d'assises, tant par l'accusation que par la défense, est d'ailleurs à la mesure de l'importance que les jurés attachent parfois aux appréciations présumées compétentes d'un prétendu spécialiste en psychopathologie criminelle. La question qu'on se pose est de savoir si cette compétence n'a pas été quelque peu surestimée (2). »

Le malaise souvent ressenti en face du travail de l'expert psychiatrique tient à plusieurs éléments, de forme autant que de fond.

• La notion de démente. - Ce terme apparut en 1381 dans la langue française ne correspondant aujourd'hui à aucune entité psychiatrique clairement définie. Le plus souvent, compte tenu de l'évolution de cette notion depuis

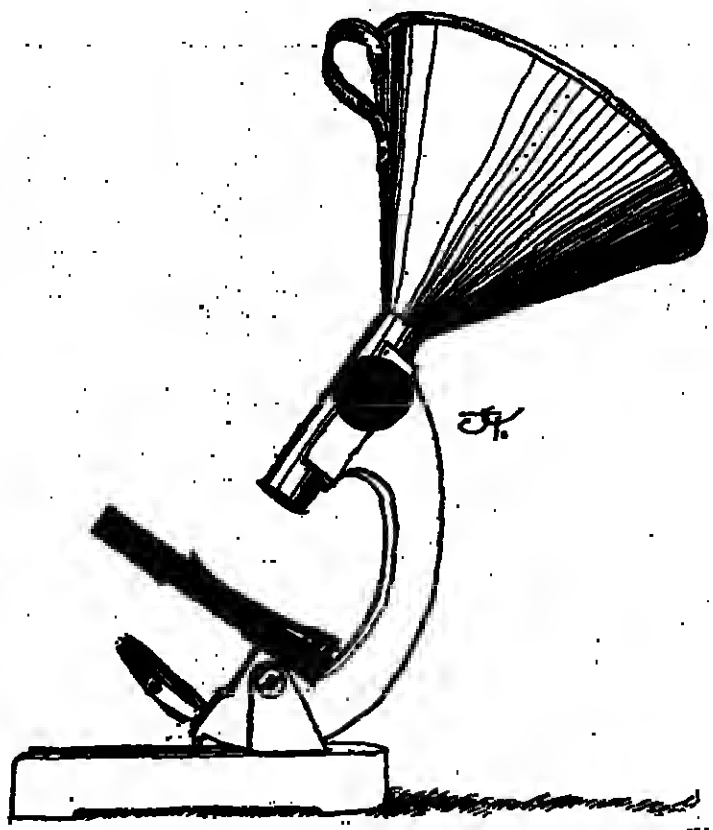
1810, le juge d'instruction fait référence à un état de démente « dans le sens de l'article 64 du code pénal ». « Cela revient à demander aux psychiatres experts : vos collègues de l'époque napoléonienne auraient-ils déclaré que cet inculpé était en état de démente au moment de l'acte ? On connaît, devant l'absurdité d'une telle question, que les experts se soient alors constitués leur propre table de référence. Conséquences pratiques : ce sont les psychiatres et non la justice qui décident où est la frontière entre responsabilité et irresponsabilité (3). »

• Les questions posées par le juge. - Elles portent notamment sur la présence chez l'inculpé « d'anomalies mentales ou psychiques », sur sa dangerosité et sur son accessibilité à une sanction pénale. Pour le docteur Régis Goumilleux, elles sont soit « absurdes », soit « inacceptables ». Selon lui, par exemple, la notion d'anomalies mentales conduit l'expert à sortir du domaine scientifique, « pour entrer dans celui de la morale et de la subjectivité la plus totale ». « Tout y passe, explique-t-il, les considérations concernant la famille, le travail, la vie sexuelle (...), l'alcoolisme du grand-père et autres trucs plus ou moins héréditaires, vu que c'est dans la famille, etc. » De la même manière, les questions posées par le juge au psychiatre peuvent être diversement interprétées. Ce qui, en définitive, laisse toute latitude à l'expert pour orienter comme il l'entend ses conclusions-verdict.

• Les conditions de l'expertise. - A la différence des expertises anatomo-pathologiques ou toxicologiques, qui s'opèrent sur des gestes et sur une technique bien codifiées, l'expert psychiatrique travaille en secret sans que l'inculpé puisse s'y opposer. Il travaille aussi à la vitesse qu'il désire. On assiste ainsi à de véritables « records », qui, s'ils profitent aux médecins (une expertise psychiatrique équivalant pour eboque expert à cinq consultations spécialisées), ne servent guère l'inculpé.

• Dans certaines prisons, nous a expliqué le docteur Jean-René Lavoie (Lille), psychiatre consultant dans plusieurs maisons d'arrêt du Nord, l'expertise psychiatrique se fait au parlir, en dix à quinze minutes. « Une désinvolture qui n'est peut-être que la traduction d'une prise de conscience, celle du rôle purement formel que l'on entend faire jouer à la médecine. Une désinvolture toutefois qui ne peut pas se pas avoir de conséquences culpables. » J'ai très souvent l'impression, déclarait en 1977 l'avocat Robert Badinter, que les psychiatres ne sont là que pour donner aux jurés le sentiment qu'ils connaissent celui dont ils doivent décider le sort. C'est-à-dire qu'il n'y a pas de véritable relation entre l'expert psychiatrique et celui que l'on juge : vous avez simplement la couverture scientifique de la décision à venir, vous libérez la conscience des jurés (4). »

• Le mode de nomination des experts. - Le choix du juge d'instruction se fait en fonction des



listes établies par les cours d'appel et le bureau de la Cour de cassation. En théorie, le psychiatre qui veut se faire inscrire doit en faire la demande au procureur général, en présentant une liste de ses titres et travaux. Une enquête de moralité et de compétence est alors diligentée par la police judiciaire, et une fois par an l'assemblée générale de la cour d'appel se prononce au sujet de cette inscription.

En fait, nous a expliqué le docteur Henri Giraud (Marseille), expert national, le méca-

nisme réel est bien différent. Quelques magistrats de haut rang, réunis en commission spéciale, décident souverainement de l'inscription de tel ou tel psychiatre sur cette liste. Il s'agit donc d'une cooptation, et, pour être admis, il faut correspondre à l'idée que se font ces hauts magistrats d'un expert. Il y a là, donc, une première discrimination, un premier tri qui élimine les non-conformistes. Mais il ne suffit pas d'être inscrit sur les listes pour être régulièrement désigné comme expert. Il y a là un second barrage qui fonctionne avec une redoutable efficacité. Une rapide statistique montrerait la fréquence surprenante de la désignation par vagues de certains experts. Une étude plus qualitative montrerait peut-être que, dans chaque cas, on désigne telle ou telle équipe d'experts non pas, peut-être, en raison de l'orientation de leurs travaux, mais, qui sait, sur l'attitude qu'an attribue à cette équipe, peut-être à tort, vis-à-vis de tel ou tel problème. Une utilisation somme toute de la psychiatrie à des fins qui lui échappent.

Une procédure critiquée

La modification prévue à l'article 64 du code pénal sera-t-elle de nature à faire évoluer l'expertise psychiatrique ? Rien n'est moins sûr. Les avant-projets de réforme, comme les textes en vigueur dans les pays étrangers (qui font tous référence à la notion d'irresponsabilité pénale du malade mental), ne sont pas de nature à diminuer les tensions. Le futur article 64 pourrait même les accentuer, dans la mesure où il prévoit le placement du malade mental confié au juge d'instruction ou à la juridiction du jugement. Une procédure déjà vivement critiquée dans les milieux psychiatriques.

JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 12.)

L'autopsie de la médecine légale

**Le docteur Le Breton,
« pape » de la toxicologie française,
passe au crible les grandes expertises judiciaires
de ces dernières années.**

On ne présente plus M. Roger Le Breton : docteur de son état, directeur honoraire du laboratoire de toxicologie de la préfecture de police de Paris, expert près la cour d'appel de Paris depuis 1948, grand habitué des préfectures des cours d'assises où il a tant de fois présenté ses rapports de médecine légale. Le docteur Le Breton... Le pape de l'expertise toxicologique. Un prince en son pré carré qui vient de fourbir son épée.

Finie l'âme ? A coup sûr. Et hrettier lovétré, croisé d'une médecine légale rigoureuse et incontestée. Le docteur se cabre au moindre coup de canif porté par des inémeuents à cette science qu'il a faite sienne. Aussi a-t-il décidé, il y a peu, de se livrer à « une très pénible démarche en fin de carrière ».

Pénible pour lui. Pénible pour les autres. Car le docteur Le Breton revêt l'habit du justicier pour pourfendre les erreurs commises abondamment, selon lui, par ses pairs qu'il éreinte et éville joyeusement, voracement pour tout dire. Bien sûr, tout cela flaire - dans la forme - le règlement de compte. Mais sur le fond ? Le docteur Le Breton a-t-il tort de relever les lacunes, contradictions et parfois gravissimes inexactitudes de certains de ses confrères ?

Au fil des pages d'un rapport vif, remis à plusieurs hauts magistrats de la région parisienne, il évoque quelques-uns des principaux dossiers criminels de ces dernières années.

laquelle devaient répondre les experts. Conclusion du docteur Le Breton : « Le professeur de Ren, de la chaire de médecine légale de Nancy, qui a pratiqué l'autopsie, a omis de prélever les organes et a adressé du sang à un laboratoire de Nancy incapable de doser les solvants anesthésiques. Après deux semaines, le magistrat instructeur m'a fait parvenir seulement 2,8 millilitres d'un produit de centrifugation à grande vitesse en tube ouvert de ce sang. Dans ces conditions, un résultat négatif de la recherche de l'éther n'a pas de signification. » Autrement dit, la justice ne saura jamais si la personne (ou les personnes) qui a tué l'enfant a otisé ou non une substance anesthésique, comme il a été si souvent affirmé.

La manie du formol

A propos du meurtre de Philippe Bertaod par Patrick Henry (1976), l'auteur du rapport révèle qu'il a été chargé avec le docteur Garat - après que l'expert local se fut déclaré incompetent - de l'analyse toxicologique d'un sang « très altéré par la putréfaction ». Quinze jours - précieux en matière d'analyse toxicologique - avaient été perdus. Le docteur Le Breton stigmatise encore la conservation d'organes prélevés dans le formol, ce qui a interdit la découverte de certains toxiques - et note cruellement : « Dans l'un des derniers envois de viscères, le juge d'instruction a fait procéder à une mission d'analyses toxicologiques d'une observation : tenir compte que les viscères ayant été introduits dans le formol, ils en ont été sortis et rincés à l'eau du robinet avant d'être mis sous scellés... »

L'autopsie du corps de Hanns Martin Schleyer et les analyses

qui ont suivi auraient connu les mêmes erreurs. L'examen du cadavre du patron des patrons allemands, assassiné par la bande à Baader (1977), qui a pourtant duré cinq heures, s'est seulement conclu par le prélèvement de « deux cent soixante grammes d'organes sur environ cinq kilogrammes ». Encore une fois, les précieux organes ont été plongés dans le précieux formol.

Dans le dossier de l'assassinat du prince Edouard-Xavier de Lobkowitz (1984), une contestation de taille oppose les premiers experts désignés et le docteur Le Breton. Selon ce dernier, les premiers experts ont eu de la peine à manipuler, sans une probabilité de présence de cocaïne à la dose de 140 grammes par gramme de viscères - chez la victime. L'auteur du rapport s'indigne de cette ombre de suspicion. Chargé à son tour de l'expertise, il assène : « La preuve de l'absence de cocaïne (3 à 4 grammes) dans le corps de M. de Lobkowitz a été apportée en toute certitude par les résultats concordants de trois méthodes physiques de principes différents : chromatographie sur couche mince, chromatographie en phase gazeuse et spectrométrie de masse ».

La tuerie du Sofitel d'Avignon (1983) offre un autre ordre de réflexion. Ce ne sont plus, cette fois, des approximations, erreurs ou contradictions que dénonce l'ancien patron du laboratoire de toxicologie, mais plutôt une extrême lenteur qui confine au sabotage. « En présence d'une tuerie de sept personnes à l'aube du vendredi 5 août 1983, les médecins légistes sont partis en week-end et n'ont pas eu le courage de terminer le travail le lundi. La police a dû attendre le mardi pour avoir les renseignements de l'autopsie du dernier corps et disposer de tous les éléments pour l'étude balistique. » Tout au long de son rapport, dix-huit feuillets denses, mordants, le docteur Le Breton dresse ainsi une manière de réquisitoire. Qu'importe si le sens de la critique s'arrête au seuil des travaux

exécutés par lui-même et par le docteur Garat. On sait ce que ce type d'écrit doit souvent au sentiment d'avoir toujours raison contre tous. Qu'importe puisqu'il s'est avéré que l'expertise médico-légale, comme bien d'autres domaines, souffre régulièrement de l'absence de rigueur.

Deux affaires - dans lesquelles le docteur Le Breton n'est pas de part - ont amplement démontré il y a quelques années. La mort de René Lucet est, à ce propos, quasiment caricaturale. Le corps de l'ancien directeur de la caisse maladie des Bouiches-du-Rhône avait été découvert par sa femme vers 6 heures du matin, le 25 mars 1982. Or, de 6 heures 15 (arrivée de la police) à 8 heures 45 (arrivée de l'inspectrice Simone Grivel), aucune des précautions nécessaires à une bonne police ne seront prises.

Le travail de l'identité judiciaire commencera à peine plus de deux heures de retard. Encore faut-il noter que les enquêteurs oublieront de procéder à une série de tests dermatiques des nitrates à la paraffine. Tests nécessaires pour déterminer avec le plus de sûreté possible si René Lucet s'est ou non suicidé.

L'histoire récente de la médecine légale et des premiers actes des enquêtes est à ce titre une longue suite de bégalements. Quelques années auparavant, en 1979, les gendarmes avaient eu le tort de tirer hors de l'eau le corps de Robert Boulin, ministre du travail, trouvé à moitié immergé dans un étang de la forêt de Rambouillet. Un geste bien intentionné mais maladroit.

Il est notoire que nombre d'enquêtes sur des affaires criminelles se trouvent rapidement dans l'impasse. Le docteur Le Breton. Il apparaît alors que les premières observations ont été négligées et que des indices capitales ont été modifiés ou détruits par l'absence de mesures conservatoires élémentaires qui s'imposent sur les lieux du crime.

LAURENT GRELSAMER.

(1) « Les demandes d'expertise psychiatrique en vue d'interdiction civile : élément du contrôle social », par M^{me} F. Pollio, *Médecine et Hygiène* (26 septembre 1984). Sur les rapports historiques entre la religion, la médecine, la folie, on lira avec le plus grand intérêt : *De la folie considérée sous le point de vue pathologique, philosophique, historique et judiciaire*, de Louis-Florentin Calmeil (1845), réédité par les éditions Jeanne Laffitte, 1073 pages, 2 volumes (relié, 550 F ; broché, 420 F).

(2) *Le Psychiatrie au tribunal - Le Procès de l'expertise psychiatrique en justice pénale*, un remarquable ouvrage du docteur Michel Landry, Ed. Privat.

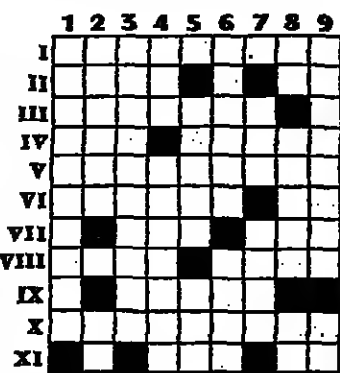
(3) « Notes pour une réforme de l'article 64 du code pénal », du docteur Régis Goumilleux, dans la revue *Psychiatrie française* (mai-juin 1983). Lire également le numéro daté janvier-février 1985 de cette revue entièrement consacré à « Psychiatrie et justice ».

(4) Interview de M. Robert Badinter par l'auteur des *Desordres dans la psychiatrie française* (numéro daté juin-août 1977).

INFORMATIONS « SERVICES » CARNET DU Monde

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4040



HORIZONTALEMENT

I. Vingt fois sur le métier il remet son ouvrage. - II. Auteur de l'Intolérance. La tête de l'emploi. - III. Il a écrit une lettre à des gens qui ne pouvaient le lire. - IV. Qui a terminé son temps de service. Invitation à poursuivre. - V. C'est parfois tiré les ficelles en coulisses. Compris dans le service. - VII. Qui a mal tourné. Ancien corps céleste. - VIII. L'horlogerie l'a doublé à l'est. Unité d'angle. - IX. L'agrément du bled. - X. Peut-être coter des résidences. - XI. Théâtre désaffecté. Personnel.

VERTICALEMENT

1. Mouvement commun à la mer et au merlan. - 2. Boisson refroidissante. Alternative. - 3. Signe d'une volonté béyante. - 4. Promoteur de la navigation sans voiles et sans moteur. Propre à réchauffer l'atmosphère. - 5. Faire du pétard ou manquer de souffle. Première partie d'un siège épiscopal. - 6. Révoquer. Il, au cœur de l'île de France. - 7. C'est toujours trop pour les flammaris. Ville de Bohême. - 8. Note. Voyageant dans les deux hémisphères. Copulative. - 9. Pénètre sans effraction dans les milieux les plus fermés. Morceau de sucre.

Solution du problème n° 4039

Horizontalement
I. Corneille. - II. Opium. Ail. - III. Risque. Mc. - IV. Do. Ogami. - V. Ombelle. - VI. Nausée. On. - VII. BN. Est. - VIII. L'égrènet. - IX. Quirina. - X. Us. Rer. - XI. Antio. Nère.

Verticalement
1. Cordon-bleu. - 2. Opimane. Sa. - 3. Ris. Bu. Go. - 4. Niquies. Euc. - 5. Enu. Leurre. - 6. Bole. Eden. - 7. La. Gè. Elire. - 8. Lima. Oser. - 9. Elément. Age.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mardi 27 août :

DES DÉCRETS
● Fixant les conditions d'application aux établissements d'enseignement privés sous contrat de la Nouvelle-Calédonie et dépendances des dispositions de décrets pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1959 modifiée.
● Portant classement parmi les sites pittoresques (département de l'Ain).

EN BREF

COURS
L'ÉCOLE DES ADULTES. - La Ville de Paris propose aux adultes désireux de se perfectionner, ou de se former, des cours d'adultes regroupant cent disciplines (enseignement : général, comptabilité, dactylographie, langues vivantes, beaux arts, bijouterie, cordons, couture, sciences et techniques, alphabétisation, etc.). Ces cours sont dispensés la nuit et sont gratuits. Une participation forfaitaire pour frais de fonctionnement est néanmoins demandée lors de l'inscription définitive, elle varie de 60 à 300 F selon les disciplines. 500 F pour les cours d'informatique et de communication technique.
* Une brochure détaillée est disponible à la Direction des affaires scolaires, cours municipal d'adultes, 9, rue de la Paix, 75003 Paris. Tél. : (1) 277-45-64 et 277-45-64.

- Un métier : Comm. int.
- Un diplôme : Le B.T.S.
- Une école : I.S.E.A.



Établissement privé d'enseignement supérieur du Groupe E.D.C. 92, av. Charles-de-Gaulle 92280 Neuilly-sur-Seine - Tél. 747.86.40

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 27.8.85 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre mardi 27 août à 0 h et mercredi 28 août à 24 h.
Situation générale. - Des conditions météorologiques se généralisent sur la France. Les perturbations circulent à des latitudes élevées.

Prévisions :
Mardi matin, un temps frais, et parfois brumeux, prédominera sur tout le pays. Le vent faible et le ciel souvent clair favoriseront la baisse successive des températures qui dépasseront difficilement 8 à 10 degrés dans l'intérieur ; le temps sera plus doux sur les côtes, en particulier près de la Méditerranée ; quelques gelées blanches sont encore possibles localement sur les régions du centre.
Au cours de la journée, le temps ensoleillé prédominera, ce qui permettra une température de 15-20 degrés.

Elles atteindront l'après-midi 20 à 26 degrés sur la moitié nord, 24 à 30 degrés plus au sud.
Sans d'exception pour le fin de semaine.

Les hautes pressions, établies depuis le début de semaine, s'affaibliront à partir de jeudi et laisseront prévaloir vers midi un front froid atlantique précédé d'une évolution orageuse. Ce front finira de traverser notre pays samedi. A l'arrière, les hautes valeurs se reformeront, rejetant provisoirement le courant perturbé vers les îles britanniques mais un nouveau front froid atlantique abordera la Bretagne dimanche soir.

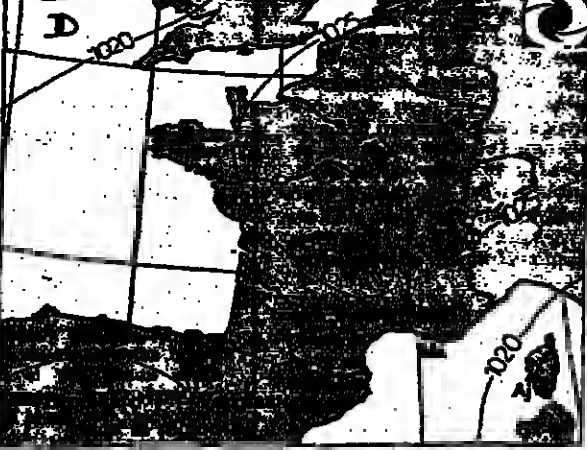
Jeudi 29 : Après la dissipation rapide des brumes et des brouillards matinaux, le temps sera bien ensoleillé sur l'ensemble du pays. Les températures seront en hausse, les maximums atteindront 22 à 25 degrés au nord et 30 degrés au sud. Des nuages peu élevés se développeront près de l'Atlantique et au sud.

Vendredi 30 : Le temps deviendra très nuageux, dans la matinée près de l'Atlantique et au sud jusqu'à Nord-Est, au Massif Central et à l'Aquitaine avec des orages isolés. L'après-midi, nuages et éclaircies alternent en Bretagne. Ailleurs, le beau temps chaud et ensoleillé persiste.

Samedi 31 : Les nuages, situés le matin des Pyrénées au Nord-Est, traversent le midi sud-est du pays. Après leur passage, les conditions météorologiques se rétablissent et le soleil brille à nouveau sur la France. Le mistral s'abaisse au sud.

Dimanche 1^{er} septembre : Le temps sera chaud et ensoleillé. Toutefois des

PRÉVISIONS POUR LE 28.8.85 DÉBUT DE MATINÉE



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 25 août, le second, le minimum de la nuit du 25 au 26 août) : Ajaccio, 24 et 13 degrés ; Biarritz, 19 et 10 ; Bordeaux, 21 et 7 ; Brétat, 18 et 12 ; Brest, 18 et 11 ; Cannes, 27 et 13 ; Cherbourg, 16 et 8 ; Clermont-Ferrand, 19 et 7 ; Dijon, 19 et 8 ; Dinard, 18 et 9 ; Embray, 18 et 4 ; Grenoble-St-Martin, 17 et 9 ; Grenoble-St-Genève, 17 et 9 ; La Rochelle, 20 et 9 ; Lille, 20 et 7 ; Limoges, 18 et 8 ; Lorient, 18 et 8 ; Lyon, 18 et 9 ; Marseille-Marganne, 22 et 15 ; Metz, 20 et 16 ; Nancy, 18 et 6 ; Nantes, 20 et 8 ; Nice-Côte d'Azur, 30 et 17 ; Nice-Ville, 30 et (s.a.) ; Paris-Montsouris, 20 et 7 ; Paris-Orly, 21 et 10 ; Pau, 20 et 8 ; Perpignan, 21 et 15 ; Rennes, 19 et 8 ; Rouen, 17 et 7 ; Saint-Etienne, 17 et 4 ; Strasbourg, 19 et 9 ; Toulouse, 22 et 8 ; Tours, 19 et 7.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 18 ; Genève, 17 et 9 ; Lisbonne, 28 et 14 ; Londres, 19 et 9 ; Madrid, 26 et 10 ; Rome, 29 et 11 ; Stockholm, 19 et 10.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

JEUDI 29 AOÛT

« Curiosités et souterrains de la montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, métro Cardinal-Lemoine (M.C. Lemoine).

« Rodin dans son hôtel particulier et son jardin », 15 heures, 77, rue de Valenciennes (M. Huguette).

« Musée Henriette », la chapelle Suzanne, sommet de la période romaine », 14 h 30, 43, avenue de Villiers.

« Mystérieuse civilisation de Paléol. Les secrets de la Mosquée de Paris, le saint, le café maure », 15 heures, place du Palais-de-Justice (L. Haughey).

« Les ateliers des Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins.

« Les fouilles du Louvre », 15 heures, guichets Louvre côté Rivoli.

« Château de Vaux-le-Vicomte », 16 h, (1) 274-22-22.

« Le square pacifique site, organisation spatiale et mobilière », 15 heures, boulevard Jules-Ferry.

« L'Eglise Saint-Eustache », le forum des Halles », 15 heures, devant l'église, côté rue du Jour.

« M. de Balzac chez lui à Passy », 15 heures, 47, rue Raynouard.

« Versailles, quartier Notre-Dame », 14 h 30, 7, rue des Réservoirs.

« Les Catacombes et l'exposition Nadar », 15 h 15, devant entrée place Daubigny-Rochereau (M. Ragueneau).

« De la Dame aux Camélias à François Truffaut », 14 h 30, cinémas de Montmartre, avenue Rachel.

« Corps et jardins du vieux Belleville », 15 heures, métro Place Saint-Paul.

ville », 15 heures, métro Place des Fêtes, sortie Crémieux.

« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Hôtels et jardins du Marais », 15 h 30, grille Carnavalet, rue des Francs-Bourgeois (C.A. Marais).

« La Place-Louis-le-Grand », 10 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise.

« Cent tombeaux d'étrangers dont le talent a contribué au renom de la France », 14 h 45, 10, avenue Père-Lachaise (V. de Langlade).

CONFÉRENCES

Hôtel Trianon, 1 bis, rue de Valenciennes, de 10 heures à 15 heures. « Les maisons de développement du symbole de la croix », inscriptions (1) 872-55-50.

FAITS DIVERS

Les syndicats de policiers s'inquiètent de l'aggravation des attaques contre les transports de fonds

Les syndicats de policiers protestent unanimement après la mort, lundi 26 août, d'un gardien de la paix, M. Alain Clavier, trente-cinq ans, tué par des malfaiteurs lors de l'attaque du siège de la société de transport de fonds Protocaval à Saint-Laurent-du-Var (Alpes-Maritimes). Ils exigent que les pouvoirs publics prennent des mesures particulières devant l'aggravation de cette forme de banditisme.
Le « coup » avait été monté comme une opération de commando. Après avoir attaqué un convoi pour l'extérieur du siège de la société, les malfaiteurs - une dizaine - l'ont contraint à leur ouvrir la voie sous la menace. Mais ils n'ont pu déjouer un système d'alarme qui s'est déclenché au commissariat de Cagnes-sur-Mer.

Nouvelles brèves

● Mise en liberté d'un vigile meurtrier. - M. Patrice Communal, le vigile qui avait tué d'un coup de couteau un jeune homme de vingt ans, Patrick Fandard, sur le parking du centre commercial Continent

d'Ormesson-sur-Marne (le Monde du 27 août), a été inculpé de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner et remis en liberté. M. Patrice Communal a reconnu que le couteau lui appartenait après avoir affirmé qu'il était celui de la victime. Le juge d'instruction a considéré que le vigile avait agi en état de légitime défense.

● M. Michel Naudouet est remis en liberté. - M. Michel Naudouet, dit Michel de Vence, qui avait été arrêté et écroué, le 23 août, à la suite d'une condamnation, par défaut, prononcée par la trentième chambre correctionnelle de Paris (le Monde du 25-26 août) a été remis en liberté, lundi 26 août, en attendant que soit jugée sur le fond, le 23 septembre prochain, cette affaire de publicité mensongère.

ENVIRONNEMENT

La peur de Malpasset (De notre correspondant régional.)

Le barrage de Saint-Cassien, situé au pied du massif du Tarn, dans le Var, à la limite du département des Alpes-Maritimes, présente des risques « sérieux » de rupture, car il a été construit sur une faille géologique. Telle est l'information alarmante donnée récemment à la population de Théoule-sur-Mer, près de Cannes, par un responsable local de la protection civile.
D'où un début de panique parmi les habitants de cette commune, dont le maire (rad. soc.) et conseiller général, M. André-Charles Biane, décide d'augmenter de créer un corps de volontaires prêt à parer à toute éventualité. Saint-Cassien, il est vrai, ne se trouve qu'à une quinzaine de kilomètres à vol d'oiseau de l'ancien barrage de Malpasset, qui, en se rompant dans la nuit du 2 décembre 1959, fit quatre cent quarante-six victimes.

Un démenti sur le risque de rupture du barrage de Saint-Cassien a été opposé aussitôt par EDF et les pouvoirs publics. Le secrétaire d'Etat à la prévention des risques majeurs, M. Haroun Tazieff, est monté lui-même au créneau pour qualifier l'information de « stupide ».
D'une capacité de 65 millions de mètres cubes, le barrage de Saint-Cassien, mis en service en 1966, figure en tête sur une liste d'une centaine de barrages en France qui, en raison de leurs caractéristiques et de leur localisation, sont soumis à la procédure du plan ORSEC. Un document administratif hâtivement rédigé à partir de données géologiques mal interprétées, a fait le reste...

GUY PORTE.

FUITE DE CHLORE DANS UNE USINE DU MORBIHAN

Une fuite de chlore s'est produite le mardi 27 août peu avant 9 heures à l'usine de traitement des eaux de Pluneret (Morbihan).

Une cinquantaine de pompiers de Vannes, Lorient et Auray, alertés quelques minutes après le début de la fuite, arrivés sur les lieux, ont tenté dans la matinée de colmater la fissure d'une citerne d'où se dégageait un brouillard de chlore.

● Une fuite dans une usine d'Union Carbide. - La série noire se poursuit pour la société américaine Union Carbide. Une fuite d'acide chlorhydrique s'est en effet produite, le lundi 26 août, dans la soirée, dans une usine de la firme, à South Charleston (Virginie occidentale), alors que plusieurs milliers de personnes assistaient non loin de là à un concert, ont indiqué les autorités locales. La fuite a cependant pu être rapidement maîtrisée. - (AFP.)

- Un métier : Act. commerc.
- Un diplôme : Le B.T.S.
- Une école : I.S.E.A.



Établissement privé d'enseignement supérieur du Groupe E.D.C. 92, av. Charles-de-Gaulle 92280 Neuilly-sur-Seine - Tél. 747.86.40



Établissement privé d'enseignement supérieur du Groupe E.D.C. 92, av. Charles-de-Gaulle 92280 Neuilly-sur-Seine - Tél. 747.86.40

Naissances

« Tirtas et Isaac » ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-frère,
Ariel,
le 1^{er} août 1985.
Daniel et Lynda Altman,
12, rue Elzevir,
75003 Paris.

« Alain DAUVERGNE et Sylvie O'DY » ont la joie d'annoncer la naissance de
Clément
50, rue Santos-Dumont,
75015 Paris.

« Catherine et Olivier LOUIS » ont le bonheur de faire part de la naissance de
Ariane-Catherine,
le 30 juillet 1985.
22, rue du Commandant-Cheroc,
33000 Bordeaux.

« M. et M^{me} Paul KUMIGNANI, et Marco » ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille et sœur
Marie.
Paris le 3 août 1985.

« M^{me} André Bourguet, ses enfants et petits-enfants » ont la douleur de faire part du décès de
pasteur Jean BOURGUET,
survécu le 18 août 1985 à Digne-les-Bains.

« Hélène et Brauco Kopolovitch, ses enfants, Les familles Inco, Siman, Carnid et Rambert, ses sœurs et frères, ses belles-sœurs et beaux-frères, ses sœurs et beaux-frères » ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Isidore FAINBERG, née Rosa Isaac.

« L'inhumation aura lieu le mercredi 28 août à 9 heures, au cimetière de Bagneux parisien. Cet avis tient lieu de faire-part. »

« M^{me} Paul Jean Kitous, née Denise Orsini, son épouse, M. et M^{me} Jean Charles Kitous et leurs enfants, M. et M^{me} Bernard Kitous et leurs enfants, M. et M^{me} Sraoui, née Michèle Kitous, et leurs enfants, »

M^{me} Vienne, née Marie-José Kitous et ses enfants, ses enfants et petits-enfants, Toute la famille et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Paul Jean KITOUS, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, chevalier des Palmes académiques, officier du Mérite maritime, survenu le 27 juillet 1985, dans sa soixante-dixième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le mercredi 31 juillet 1985 en l'église Notre-Dame de Versailles et suivies de l'inhumation au cimetière Notre-Dame, dans le caveau de famille.

8, rue des Réservoirs, 75000 Versailles.

« M^{me} Mahin Malek-Mansour et sa famille en Iran, Suisse, France et États-Unis, ont la grande douleur de faire part du décès de leur cher frère, oncle et parent, le

prince Key Karwan MALEK-MANSOUR, fils de Chah Saitanah Kadjar. L'enterrement aura lieu dans l'intimité.

Domicile de la famille 23, rue du Commandant-Mouchotte, 75014 Paris.

Cet avis tient lieu de lettre de faire-part.

« Le professeur Gaston Stéfani, M^{me} Denise Roux, M. et M^{me} Jack Petersen, Sophie et Dominique Bouchet et leurs enfants, M. François-Michel Petersen, M. et M^{me} Charles Guillemet et leurs enfants, M. et M^{me} Michel Borney et leur fille, »

ont la douleur de faire part du décès accidentel de
Bruno PETERSEN
survécu le 23 août 1985 à l'âge de vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 28 août à 16 heures en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, Paris-16^e, l'inhumation aura lieu au cimetière d'Ars-en-Ré.

M. et M^{me} Gilles Ribardière, Astrid, Isvan, Judith, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} André RIBARDIÈRE, née Hélène Naud.

survécu le 25 août 1985 à Paris-14^e, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 29 août à 14 heures en l'église Sainte-Clothilde, 23 bis, rue Las Cases, Paris-7^e, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière du Père-Lachaise.

Chemin des Pâtis, 35530 Noyal-sur-Vilaine.

« M^{re} Makela, métropolitaine de l'Eglise orthodoxe grecque en France, annonce le décès du docteur Athanasios STERIANOS

Ses obsèques seront célébrées en la cathédrale Saint-Etienne, 7, rue Georges-Bizet, Paris-16^e, le jeudi 29 août à 10 h 30.

« M^{me} Georges Klein, M. et M^{me} Jean-Pierre Ullmann, M^{me} Françoise Ullmann-Daumas, Rémi Ullmann, Yves Ullmann, Michel-Alexandre Daumas, Edouard Daumas et Agnès Anselme, Agnès Daumas, Jacques Barrot, M. et M^{me} Léon-José Klein et leurs enfants, M. et M^{me} Roger Weil et leurs enfants, M^{me} Fanny Ruzic, ont le chagrin de faire part du décès de

M^{me} Charles ULLMANN, née Denise Klein.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité le 26 août 1985.

11, rue Marguerite, 75017 Paris, 10, rue du Général-Camus, 75007 Paris.

Anniversaires

« Il y a dix ans disparaissait le professeur Maurice LAMY. Une pensée est dédiée à ceux qui l'ont connu, ses parents, ses élèves, ses amis. »

هكذا من الأصل

SPECTACLES

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
idéales à 21 h sauf dimanches et jours fériés.
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Mardi 27 août

théâtre

- BOUFFES-PARISIENS (296-60-34), 21 h : *Tu n'es pas d'homme*.
- COMEDIE CAUMARTIN (242-43-41), 21 h : *Revue de l'été*.
- LES HERMES (506-07-48), 22 h : *Solace de ménage*.
- PONTAINE (874-74-40), 21 h : *De rien dans les labours*.
- GALLIE (326-63-51), 19 h : *Sensuel*.
- BUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : *La Cauterine chère*.
- LUCERNAIRE (344-57-34), 20 h : *Diabolo 1929-1939*.
- MATHURINS (245-90-00), 21 h : *Mystères du confessionnal*.
- MICROPHONE (743-95-22), 20 h 30 : *Le Bluffeur*.
- THEATRE MARIE-STUART (506-17-80), 20 h 15 : *Savage Love*.
- NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : *Cig*.
- PALAIS-ROYAL (297-59-41), 20 h 45 : *Le Dindon*.
- POCHE-MONTFARNASSE (548-92-87), 20 h 30 : *Ma femme*.
- POINT-VIRGULE (278-67-03), 19 h 30 : *Relais d'un homme*.
- FORTE ST-MARTIN (607-57-53), 20 h 30 : *Deux hommes dans une valise*.
- THEATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : *Les Babes-caudres*.
- TOURTOUR (887-42-48), 20 h 30 : *Après*.
- VARIETES (233-09-92), 20 h 45 : *N'oubliez pas mesdames*.

- BLANCS-MANTREUX (887-15-84), 20 h 15 : *Avant*.
- CAFÉ D'EDGAR (320-85-11), 20 h 15 : *Tiens voilà deux bouffes*.
- CAFÉ DE LA GARE (549-27-78), 22 h : *Les Méthodes de Camille Desmoulins*.
- LECOUM (542-71-16), 20 h 30 : *Entre nous*.

- XX^e Festival estival de Paris (354-84-96)
- SORBONNE (354-84-96)
- RICHIEUX (354-84-96)

cinéma

- LA CAVALE IMPOSSIBLE (A) : UGC Odéon, 6 (225-10-30); UGC Emmaparc, 6 (563-16-16); UGC Bobino, 19 (334-62-44).
- CHOISIR ME (A) : Rialto, 19 (607-87-61).
- CINQ FEMMES A ABATTOIR (A) : UGC Emmaparc, 6 (563-16-16); UGC Bobino, 19 (334-62-44).
- COMMENT CLAUDE UN MILLION DE DOLLARS PAR JOUR (A) : UGC Emmaparc, 6 (563-16-16); UGC Bobino, 19 (334-62-44).

CINÉMA

42^e MOSTRA DE VENISE

Le paradis à l'ombre des légendes

Toujours promise, toujours reportée à une date indéfinie, la transformation du Palais du cinéma au Lido de Venise appartient à ces mythes dont aucune raison sérieuse ne laisse prévoir la fin. Nous continuerons donc à attendre encore longtemps les lieux mêmes où devait se dérouler la 42^e Mostra, mais où se définit, pour la première fois au monde, une conception différente du cinéma, le cinéma-arte, avant même qu'indus-

FILMS DU MONDE A MONTRÉAL

Rencontre avec Linda Beath, acheteur

Elle lance *Détective* sur le marché américain et, en France, on lui dit qu'elle est folle. Mais la critique du *New York Times* est enthousiaste et, de toute façon, elle a gagné de l'argent avec Jean-Luc Godard. Elle s'appelle Linda Beath. Elle est distributrice. Sa société, Spectra Films, est implantée à Toronto et à New York où elle vit. A Montréal comme à Cannes, Berlin ou Venise son téléphone n'arrête pas de sonner dans sa chambre depuis qu'on sait qu'elle est là.

COMMUNICATION

LES FUTURES TÉLÉVISIONS LOCALES

Le CNCA justifie son rôle pour le contrôle des fréquences

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle s'est inquiétée la semaine dernière de voir une partie de ses attributions concernant le choix des futures stations locales de télévision par voie hertzienne lui échapper, notamment pour le contrôle du plan de fréquences (le Monde du 23 et du 24 août). Indirectement mis en cause, le Conseil national de la communication audiovisuelle (CNCA) a'avait pas immédiatement répondu.

NRJ Strasbourg interdit d'émission

Strasbourg. - NRJ Strasbourg devra se taire. Le tribunal de Strasbourg a condamné, le 26 août, l'Association pour le développement de la communication associative, qui exploite NRJ Strasbourg, à cesser les émissions immédiatement - sous astreinte de 50 000 francs par jour d'infraction. Le tribunal a aussi ordonné la saisie du matériel et les émissions n'ont pas cessé dans un délai de quinze jours à compter de la signification du jugement.

Reparation des titres du groupe « Progrès »

Lyon. - Avec retard et une pagination réduite, les titres du groupe Progrès de M. Jean-Charles Lignel (*Le Progrès*, *la Tribune*, *les Dépêches*) ont reparu mardi 27 août, à l'exception des éditions de l'Isère du quotidien lyonnais.

La radio pirate, qui, selon le sondage IFOP-SOFRES de juillet, se plaçait en tête des radios stationnelles, avait réussi à mobiliser, en sa faveur, plusieurs milliers de manifestants le 8 juin. Elle n'a pas l'intention de cesser actuellement ses émissions.

MERCREDI
ALAIN TANNER et MARIN KARMITZ présentent
QUESTER MEZIERES ECOFFEY BERRY
NOMAN'S LAND
ALAIN TANNER
VENISE 85 EN COMPETITION
SELECTION OFFICIELLE FESTIVAL DE NEW-YORK

OFFRES D'EMPLOIS	Le titre	Le prix TTC
DEMANDES D'EMPLOI	104,00	123,34
IMMOBILIER	31,00	35,76
AUTOMOBILES	89,00	81,53
AGENDA	89,00	81,53
PROP. COMM. CAPITAL	204,00	241,54

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le titre	Le prix TTC
OFFRES D'EMPLOI	58,00	69,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,18
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LAMBERT FRERES ET CIE

recherche pour sa filiale SIMU basée dans la région dijonnaise

jeune ingénieur débutant en Mécanique Générale

SIMU - fabrique des accessoires, moto-réducteurs et automates destinés aux fabricants de stores, volets roulants et grilles métalliques.

Ingénieur A et M, INSA, ENSI, ... le titulaire sera rattaché au Directeur Technique.

Il participera à la recherche et au développement de produits nouveaux (essais et mises au point des prototypes, études, industrialisation, amélioration et transformation des produits).

Connaissance de la langue allemande ou anglaise souhaitée.

Ce poste est très évolutif dans le cadre de la Société ou du Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous référence 191 à Madame LERED.

LAMBERT FRERES ET CIE
5 RUE VERNET 75008 PARIS.

Ingénieur bureau d'études/travaux neufs sur un site novateur

Nous sommes l'une des plus importantes entreprises de chimie 2^e U.S. 6^e mondiale. Notre site de Drusenheim, près de Strasbourg, regroupe plusieurs unités de fabrication (mousses et films plastiques) de haute technologie, et un centre de recherche appliquée à vocation européenne.

Nous attachons une grande importance au développement des équipements généraux, à l'amélioration des procédés de fabrication, ainsi qu'à la mise en œuvre de nouveaux.

Ces missions sont du ressort de notre bureau d'études travaux neufs que nous souhaitons étoffer. Vous êtes ingénieur de formation mécanique ou chimie industrielle, avec éventuellement une première expérience du milieu industriel.

Après une période de formation à nos procédés et procédures (sécurité, standards...), en relation étroite avec le responsable travaux neufs et les ingénieurs de production, vous participerez, en équipe ou en solitaire, aux travaux du bureau d'études (élaboration et suivi des projets, formation des utilisateurs, contrôles des résultats).

Votre esprit ouvert et pratique, votre facilité de contact et de communication, vous aideront à réussir à ce poste et à évoluer ensuite en unité de production.

La connaissance de l'anglais est un atout supplémentaire.

Envoyer lettre, CV et photo sous réf. 83138 à :
Dow Chemical France, Département des Relations Humaines,
BP 20, 67410 Drusenheim



*Marque déposée: The Dow Chemical Company.

FICOFRANCE RECRUTE TOUS AZIMUTS...

...DELEGUES REGIONAUX MF de formation supérieure avec de préférence une première expérience du crédit immobilier et attirés par une carrière active et un produit de qualité.

Etablissement de crédit, spécialiste dans le financement immobilier, nous connaissons une croissance très rapide.

Aussi nos différentes implantations régionales : Paris, Lille, Lyon, Marseille, Nancy, Nantes, Rennes, Toulouse et bientôt Bordeaux et Nice, vous attendent.

Choisissez votre terrain d'action et adressez votre candidature avec c.v., photo et prétentions s/réf. 328 à Madame Godin, 1461 avenue du Cateau, B.P. 18 59342 Cambrai Cedex.



SOCIÉTÉ SUD DE LA FRANCE

recherche

INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL

Domaine de compétence : conception et calcul d'ouvrages de génie civil liés aux aménagements hydrauliques.

Formation école d'ingénieurs, spécialisation T.P. souhaitée avec environ 5 ans d'expérience.

Contrat à durée déterminée avec un minimum d'un an.

Compétences de l'anglais appréciées.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et rémunération souhaitée sous n° 7 667 à Madame Pab, service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

jeune ingénieur chimiste (E.S.C. - I.N.S.A. ou équivalent)

Société de Parfumerie-Cosmétologie implantée dans le Sud-Ouest. Filiale d'un Grand Groupe Français de renommée mondiale, offre un poste d'ingénieur chimiste à un jeune ingénieur chimiste.

Rattaché au responsable technique, il sera chargé du Laboratoire Analytique et du Contrôle Qualité des emballages et des articles conditionnés ainsi que de l'assistance technique de nos agents étrangers.

Anglais indispensable - Espagnol apprécié.

Lieu de travail: MOUREN (Pyrénées Atlantiques).

Adresser lettre manuscrite avec Curriculum-Vitae, photo et prétentions sous référence n° 80044 à : PUBLICITE ROGER BLEY 101, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra.

CAV ROTO DIESEL

Fabrication de matériel d'INJECTION DIESEL, 1.800 personnes, recherche pour son usine de BLOIS

ingénieur technico-commercial

FORMATION : ingénieur mécanique générale (connaissances moteurs appréciables).

FONCTION : animation et coordination des échanges première monte avec les clients constructeurs automobiles.

ingénieur formation

FORMATION : A.M. - E.N.S.I. ou équivalent avec spécialisation contrôle qualité souhaitée.

FONCTION : à partir d'une politique qualité définie, il devra recenser et définir les besoins pour préparer et animer des cycles de formation.

ingénieur méthodes

FORMATION : AM, INSA, ENSI ou équivalent.

FONCTION : il participera avec l'équipe Méthodes au programme d'automatisation des lignes de production et installation de robots et manutentions automatiques et développement de cellules flexibles d'usinage et pilotage informatisé des lignes-produit.

ingénieur-électronicien POUR SERVICE LABO MOTEURS

ayant des connaissances en micro-informatique, pour développement, mise au point et industrialisation de contrôleurs électroniques automobiles - ANGLAIS indispensable.

Envoyer C.V. et prétentions (en indiquant le poste choisi) au Service du Personnel - CAV ROTO DIESEL 9, boulevard de l'Industrie - 41008 BLOIS

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)



Emirates AIRLINES

recherche

PERSONNEL NAVIGANT

La compagnie d'aviation la plus nouvelle du monde cherche du personnel navigant commercial qualifié féminin et masculin. Nous demandons du personnel de cabine expérimenté. Age minimum : 20 ans. Taille minimum : 1,60 m. La connaissance de la langue anglaise est essentielle et de la langue arabe un avantage.

Vous êtes priés de remplir votre curriculum vitae en anglais en donnant un maximum de détails sur votre : éducation scolaire, vos qualifications, les langues parlées, votre carrière professionnelle et le type d'avion sur lequel vous avez volé. Prière de joindre une photo pleine taille et une photo passeport à votre candidature, et adressez à : Emirates, Hôtel Hilton International, 16 Avenue de Suffren, F. 75740 Paris Cedex 15.

Vous êtes priés d'indiquer votre numéro de téléphone et votre adresse postale pour nous permettre de vous inviter à l'interview qui aura lieu à Paris les 4, 5 et 6 septembre.

Notre base est Dubaï, une ville moderne et agréable au sud du Golfe Arabe. Votre logement et votre entraînement seront assurés par la compagnie. Si vous êtes sélectionné, vous devriez pouvoir nous rejoindre le 25 septembre 1985.



Fédération Œuvres Laïques

Le Havre recherche

ANIMATEUR(ICE)

gère coordination et gestion, qualité, technique, communication, écriture avec c.v. et photo. R.H.O.L. perimé à A. 32, rue Clovis, 76080 Le Havre Cedex.

"LA VILLE DE BEAUVAIS"

recherche

UN JOURNALISTE QUALIFIÉ

Connaissances des nouvelles techniques de communication très appréciées. Salaire net : 7 500 F à 8 500 F selon réalisations. Adresser c.v. détaillé avant le 1-10-85 à Monsieur le Maire de Beauvais, B.P. 320, 60021-BEAUVAIS CEDEX.

Direction

Association (loi 1901) cherche

DIRECTEUR

DES SERVICES COMMUNS responsable administratif pour gestion, comptabilité, informatique.

Env. c.v., lettre man., photo à : REGIE-PRESSE, n° 310 222 M, 7, rue Montmarais, 75332 Paris Cedex 07 qui transmettra.

LE CENTRE DE RECHERCHES PHARMACÉBIOLOGIQUES

recherche

SEARLE

siège à SOPHIA-ANTIPOLIS (06) recherche pour son LABORATOIRE d'IMMUNOPATHOLOGIE

SUPERVISEUR D'HISTOLOGIE (H.F.)

Il sera sous la responsabilité d'un pathologiste, aura un bon niveau de connaissances scientifiques générales et une parfaite maîtrise des techniques histologiques. Il devra également être familiarisé avec l'organisation d'un laboratoire : animation des techniciens sous sa responsabilité, classement et archivage des prélèvements et données, respect des procédures en conformité avec les réglementations, participations à la gestion du budget.

Adresser lettre, c.v. et souhaits à : SEARLE, SOPHIA-ANTIPOLIS, B.P. 23, 06561 VALBOISSE CEDEX.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

ALSTHOM

Responsable service achats LA ROCHELLE

Des commandes de matériels ferroviaires en hausse, pour la Chine, le TGV Atlantique... Un environnement de travail et de vie sympathique... L'autonomie d'un établissement à taille humaine et la coordination à l'échelle d'un groupe puissant : c'est dans ce contexte que vous êtes responsable de l'ensemble de nos achats (climatisation, freins, systèmes de portes, matières premières, frais généraux divers...). Vous animerez une équipe d'une quarantaine de personnes dont 4 cadres. Votre sens de la négociation et de l'encadrement s'appuie sur une formation supérieure et une solide expérience des achats, dans notre secteur ou dans celui de l'équipement industriel.

Merci d'écrire avec CV et photo à ALSTHOM - BP 59 - 17001 La Rochelle Cedex.

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	59,00	69,97
OFFRES D'EMPLOIS	17,00	20,18
DEMANDES D'EMPLOI	45,00	53,37
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dégressif selon surface ou nombre de pages.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ariane

vous offre d'intégrer en qualité d'ingénieur, l'équipe en charge de la spécialité guidage - pilotage utilisée lors de la préparation des chaînes électriques du lanceur ariane.

Au sein de notre division opérations lancements - département systèmes électriques - nous vous proposons de :

- **PARTICIPER** à la définition et à l'élaboration des procédures "logicielles" de contrôle.
- **FAIRE VIVRE** les programmes informatiques correspondants et les valider.
- **ASSURER**, après formation, la responsabilité de la spécialité lors d'une campagne de lancement en Guyane.

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur type INSA, ENSI ou similaire.

Vous avez acquis une formation de base en électromécanique, électronique et informatique.

Vous apporterez un plus en justifiant d'une expérience de la navigation par inertie.

Enfin, sens des responsabilités et esprit d'équipe sont parmi vos qualités personnelles reconnues.

arianespace

Le poste est à pourvoir à **EVRY** mais bien sûr il nécessite de nombreux déplacements en **GUYANE**.

Merci d'adresser votre candidature à **Bernard MALAGIE**, Relations Humaines, 1, rue Soljénitsyne, 91000 EVRY.

JEUNES INGENIEURS, LA COMPETENCE INFORMATIQUE

L'informatique vous connaît et vous êtes doué pour ça. Fana de micro inventif ou gestionnaire rigoureux et concepteur, vous voulez investir dans des projets, élargir vos compétences et réussir.

Nous vous proposons une insertion immédiate dans nos équipes d'études, parrainées par des "pros" dans des fonctions très vite autonomes et responsables qui vous permettront de valoriser votre formation et d'évoluer sur le plan personnel.

Nous sommes l'une des premières Sociétés de Services et d'Ingénierie Informatique françaises (600 personnes) spécialisée dans le secteur Banques - Finances. Nos 2 centres parisiens développent et mettent en œuvre les techniques les plus performantes dans le cadre d'activités logicielles, télématiques et réseaux, facilitant le management.

Si notre offre vous intéresse écrivez sous réf. J1985 à **Bénédicte Peronin SITB**, 38 rue des Jeunes 75002 Paris.

SITB
GENIE INFORMATIQUE

Ressources Humaines, Management et Gestion.

Depuis une dizaine d'années, vous maîtrisez bien toutes les facettes d'une Direction du Personnel : définition de structure, droit social, mouvement et recrutement des cadres, amélioration aux systèmes de gestion du personnel, harmonisation des politiques entre les centres de production et les filiales.

VOUS ETES UN HOMME DE DIALOGUE QUI SAIT CONVAINCRE PARCE QUE VOUS AVEZ DES CHOSES A DIRE ET A FAIRE PASSER.

Rejoignez un important groupe papeterier comme le nôtre.

Il fait partie de ceux qui continuent de gagner dans un contexte difficile et qui, pour cela, investissent en hommes pour s'adapter à de nouvelles compétitions.

Basé au Nord-Est de Paris, vous ferez ainsi la preuve de vos compétences auprès de divers établissements. Le Siège Social du Groupe (à l'étranger) appréciera votre formation supérieure, votre anglais courant, et suivra avec intérêt vos performances pour pourvoir, en temps utile, vous suggérer d'autres challenges.

Un détail : ce poste comporte des déplacements fréquents mais de courte durée en France et à l'étranger.

Votre lettre et CV complet seront à adresser à **PROJETS 12** rue des Pyramides 75001 Paris, en rappelant sur l'enveloppe la référence 55473.

Discrétion totale assurée.

Pour participer à son développement
BANQUE NATIONALISEE
recherche

EXPLOITANTS BANCAIRES

CLASSE V à VII

Nous attendons des professionnels expérimentés qui ont une bonne connaissance de la clientèle des PME et des particuliers.

Ils devront s'intégrer à des équipes dynamiques et assurer, à brève échéance, des responsabilités dans nos Agences de PARIS ou de BANLIEUE.

Nous vous remercions d'adresser une lettre manuscrite (CV, photo et prétentions) en rappelant la référence 55485 à **PROJETS 12**, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre en toute discrétion.

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Une banque ouverte sur l'industrie

Ingénieur en robotique, productique : un avenir différent ...

A 30 ans environ, après une expérience dans l'industrie mécanique, vous souhaitez orienter votre carrière vers le métier d'Ingénieur-Conseil. Dans notre Département Etudes Industrielles, nous vous confierons des missions en vue de l'octroi de crédits, prises de participation ... en France ou à l'étranger.

A ce poste vous aborderez tous les aspects de l'Entreprise : humains, économiques, techniques, financiers, commerciaux, développant ainsi vos qualités de contact, d'analyse et de synthèse.

Vous êtes Ingénieur : X. MINES, CENTRALE ... et vous avez une formation complémentaire en économie ou en gestion (MBA, IEP, CPA ...) indispensable pour être performant dans la mission qui sera la vôtre, de plus vous parlez anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV en indiquant vos prétentions à : **Marie-Thérèse Jolly, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement - 7, rue Caumartin 75009 Paris.**

L'audace

Celle de créer notre agence de publicité, abandonnant le confort des grandes structures. Celle d'exercer avec passion un métier difficile : conseil en publicité de recrutement. Cette audace nous voulons la retrouver chez un futur chef de publicité (H.F.) qui sera notre assistant : une tête bien faite, douée pour l'écoute et l'analyse, rapide et organisée, avide de comprendre les mentalités des Hommes et des Entreprises. Nous sommes prêts à vous rencontrer : écrivez-nous, **Anne Perru, Alain Snervalin**, 3, rue de Liège 75009 Paris.

les ateliers georges dufossé

sont spécialisés dans la formation à la communication et visent le développement des personnes dans le respect des finalités de l'Entreprise. L'animateur de formation qu'ils recherchent est déjà expérimenté : il connaît l'Entreprise et ses impératifs, il comprend ses circuits de décision. Il aura à concevoir et animer des séminaires dans le champ relationnel : entretien, situation de vente, régulation des groupes, vidéo communication de haut niveau, etc. Imaginatif, doué pour l'expression, il fait preuve d'une vaine motivation pédagogique renforcée par un travail personnel acquis au CEFFRAP ou à l'ARIP. L'activité d'animateur implique des séjours en résidence et des déplacements fréquents. Pour plus d'information adressez CV + photo + rémunération actuelle à **ARC**, 12, rue de l'Echiquier 75010 Paris.

ANIMATEUR DE FORMATION

TITN

Société d'Ingénierie en Informatique (850 personnes) recherche pour son département informatique répartie

• Chefs de projets

Grandes écoles, université (DEA, DESS) expérimentés dans les domaines des bases de données, de l'acquisition de connaissances, de la gestion transactionnelle.

• Ingénieurs Logiciel

Débutants ou expérimentés, Etudes et réalisation de logiciels de base (système informatique, réseau, gestion de données, gestion de terminaux).

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence choisie à **T. LAUNET**

Traitement de l'information techniques nouvelles

TITN 1 à 5, rue Gustave-Eiffel 91420 MORANGIS

Traducteur Réviseur

Haut Niveau

AMNESTY INTERNATIONAL

Nous recherchons le Responsable de notre Unité de Traduction.

Il devra :

- réviser les traductions d'Anglais en Français de textes destinés à la publication,
- recruter et animer une équipe de traducteurs professionnels.

A ce professionnel, nous demanderons une bonne formation juridique, une connaissance du monde contemporain sur le plan politique, économique, social et une solide expérience de la traduction littéraire.

Merci si vous vous sentez concerné, d'envoyer lettre manuscrite, CV sous référence 85401 M à **Mme Claude FAVEZEAU**.

centor 13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

AFCEM 1111

مكتبة الامم المتحدة

OFFRES D'EMPLOIS	Le jour*	La semaine
DEMANDES D'EMPLOI	104,00	123,34
IMMOBILIER	31,00	36,76
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COM. CAPITAUX	204,00	241,34

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le jour*	La semaine
DEMANDES D'EMPLOI	59,00	69,97
IMMOBILIER	17,00	20,16
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

VOUS,

vous avez obtenu un diplôme commercial et vous ferez tout pour ne pas rester derrière un bureau, vous voulez éviter la filière "classique" : Assistant Chef de produit ou Auditeur Junior, vous êtes tenté par l'aventure d'une expatriation, vous souhaitez prendre rapidement des responsabilités de commandement.

NOUS, nous recherchons plusieurs

JEUNES DIPLOMÉS ÉCOLE DE COMMERCE (HEC, ESSEC, ESCP, ...)

débutants ou première expérience.

Nous faisons appel à des hommes de terrain, désireux de valoriser leurs talents de commerçants et capables de prendre rapidement en charge

LA DIRECTION COMMERCIALE

d'une de nos filiales étrangères après une période de formation en France d'environ 2 ans.

Nous sommes un Grand Groupe Industriel et Commercial français, leader mondial sur son marché.

Tous renseignements complémentaires seront fournis au cours d'entretiens individuels et la plus grande discrétion est assurée.

Adresser votre candidature à
INTERMEDIA N° 581 B
9 bis, rue Labie - 75017 PARIS
qui transmettra.

L'AVENIR A SES METIERS

Nos produits et services anticipent les besoins de traitement de l'information de l'entreprise : besoins économiques, scientifiques, techniques... Leur commercialisation, c'est la mission que nous souhaitons confier à une équipe :

l'ingénieur commercial

Représentant la Compagnie auprès des administrations et entreprises, vous établissez des contacts au plus haut niveau. Vous avez la responsabilité commerciale, administrative et financière d'un territoire géographique ou spécialisé par branche d'activité.

l'ingénieur technico-commercial

Conseiller des utilisateurs, vous les aidez à mettre en œuvre nos systèmes et nos applications. Responsable des études et des solutions techniques, vous assurez l'aide à la vente, le suivi de la formation, l'assistance technique.

Ces deux métiers d'avenir s'adressent à de

JEUNES DIPLOMÉ(E)S GRANDES ECOLES D'INGENIEURS OU DE COMMERCE ET GESTION

(Bac + 4 minimum), débutants ou ayant une courte expérience, parlant l'anglais et acceptant la mobilité géographique.

Notre formation rémunérée, théorique et pratique, aidera les diplômés d'écoles de commerce à acquérir les connaissances techniques nécessaires et les ingénieurs à développer leurs qualités commerciales.

Faites acte de candidature dès maintenant. Nous vous recevrons suivant vos disponibilités ou les nôtres et en fonction des exigences et de la variété des postes à pourvoir.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à IBM France (référence ICTC-M27/8) - Département Recrutement - 2, rue de Marengo - 75001 PARIS.

Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

IBM France

INGENIEURS GRANDES ECOLES DIPLOMES DE L'UNIVERSITE VIVEZ

L'énergie créative ei

Imagination, rigueur, expérience, trois composantes de la créativité CGI. Chaque année des diplômés de haut niveau rejoignent CGI, le plus court chemin vers des responsabilités à leur mesure.

Le département Ingénierie Paris, soucieux de développer son potentiel humain, recherche des débutants.

Formés aux méthodes originales CGI, ces diplômés deviendront des généralistes complets évoluant à travers un large éventail de métiers : Consultant, Ingénieur-Système, Chercheur-Réalisateur, Formateur, Ingénieur technico-commercial.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence DRS/41 à Mme Jamet, Compagnie Générale d'Informatique, 84 rue de Grenelle, 75007 Paris.

IMPORTANT
ORGANISME SOCIAL
recherche pour
son SECTEUR MEDICO-SOCIAL

COLLABORATEUR H/F

Maîtrise de droit. Esprit de synthèse : capacité de rédaction, petite expérience professionnelle indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV avec photo (révisée) et prétentions à FNMF, Division des Relations Sociales, 58-60, rue Nationale, 75649 Paris Cedex 13.

Dans le cadre de son expansion (52% en 1984),
CABINET DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE
recherche

INGÉNIEUR RESPONSABLE DE CLIENTÈLE

Expérimenté en Brevets d'Invention. Anglais indispensable. Évolution importante possible pour candidat autonome attiré par la profession de conseil. Stricte confidentialité assurée par l'intermédiaire; indiquez les Cabinets à ne pas contacter.

Ecrire avec CV, manuscrit, photo et prétentions à R.H.C. n° 100 - 10, rue de Monceau - 75008 Paris.

céramiques techniques
DESMARQUEST
Groupe Pechiney

Nous sommes spécialisés dans la fabrication des nouveaux matériaux : les céramiques pour applications thermomécaniques. Nous souhaitons renforcer le service commercial, nous recherchons un :

INGÉNIEUR COMMERCIAL

de préférence à double formation technique et commerciale parlant l'anglais et l'allemand.

- Sous la responsabilité du directeur commercial et marketing, il sera chargé de la promotion et de la vente de nos produits en Europe.
- Cette fonction nécessite une très bonne disponibilité pour effectuer de fréquents déplacements.
- Le lieu de travail est à Trappes (Yvelines).
- Les candidatures doivent être adressées à :

CÉRAMIQUES TECHNIQUES DESMARQUEST
Service du Personnel
2, avenue Albert-Einstein, 78190 TRAPPES.

CHEF DE MISSION AUDIT

Société d'expertise comptable recherche pour département audit CHEFS DE MISSION ayant expérience dans cabinets d'expertise comptable et de commissariat aux comptes.

Envoyer C.V. et prétentions, sous réf. 801, à HYPERBOLE, 58, rue de Valenciennes, 75002 PARIS, qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

AFFAIRES

LA MORALISATION DE LA BOURSE DE COMMERCE

De meilleures garanties aux spéculateurs privés grâce au mandat de gestion

Un an après la loi du 8 juillet 1983 qui avait donné le coup d'envoi à une réforme en profondeur du fonctionnement des marchés à terme de marchandises, celle-ci a pratiquement négligé, avec la mise en place du mandat de gestion, une vaste entreprise de moralisation de cette institution. La série de procès qui se déroulent depuis le mois de mai dernier au tribunal de Paris à propos d'affaires, il est vrai, anciennes, prouve, s'il en était besoin, qu'une nouvelle réglementation des rapports établis entre les professionnels de ces marchés (1) et une clientèle privée, parfois peu consciente des risques qu'elle court, était urgente.

Conscient du problème, la Commission des marchés à terme de marchandises (COMPT), l'organisme de contrôle et de promotion de la Bourse de commerce, mise en place en octobre dernier sous la présidence de M. Nicole Briot, a élaboré une sorte de charte destinée à établir clairement les droits et devoirs de chacune des deux parties : le mandat de gestion qui, dans une autre enceinte (la Bourse des valeurs) le déjà l'agent de change à son client.

Ce contrat-type permet au commissionnaire de gérer la position de son client en permanence, évitant ainsi les opérations au coup par coup qui étaient souvent l'objet de litiges importants. Surtout, en cas de perte... Dans le cas présent, le spéculateur qui ne s'engage qu'à hauteur d'un certain montant, clairement indiqué dans un contrat-type, et pour une durée déterminée (voir encadré) est assuré de ne pas perdre davantage que le montant de sa mise initiale.

Note d'information

Cette procédure devrait permettre d'éviter les inconvénients que rencontrait souvent les investisseurs étrangers de leur domicile pour une raison ou une autre et qui, non seulement n'avaient pu perdre connaissance de l'exécution au non des ordres passés, mais ne pouvaient être tenus au courant des importantes fluctuations qui peuvent intervenir, à tout moment, sur les marchés des matières premières. Avant de s'engager, l'épargnant nécessairement financier, aura par ailleurs la possibilité d'apprécier en pleine connaissance de cause les avantages et inconvénients des mar-

chés à terme grâce à une note d'information détaillée que doit lui remettre obligatoirement le professionnel et qu'il doit examiner pendant sept jours avant de prendre une décision. Comme n'importe quelle publicité concernant les marchés à terme, cette note fait l'objet d'un visa préalable de la COMPT conformément à la décision en ce sens parue au Journal officiel du 28 décembre 1984.

Budget équilibré

Par ailleurs, et c'est là le troisième volet de cette remise à plat de la réglementation, visant à renforcer la protection de l'investisseur, le démarchage de la clientèle privée, qui avait souvent donné lieu à des pratiques contestables, fait désormais l'objet d'un contrôle accru. Les personnes habilitées à exercer cette fonction de prospection devront avoir une « carte d'emploi » établie par le commissionnaire au lieu des simples attestations délivrées par le passé. Il reste encore à régler le problème de la définition exacte de la notion de démarchage et le sort qui doit être réservé aux éventuels stagiaires, qui accompagnent les démarcheurs.

Tout ceci sera sans doute précisé dans le rapport annuel - le premier - que le COMPT doit présenter au mois de septembre. Après ces « mesures d'urgence » destinées à mieux informer le public et à garantir une sécurité accrue à l'épargnant, la commission devra s'attaquer à une autre et vaste tâche : la mise à plat du règlement général applicable aux marchés à terme. De façon à passer « au peigne fin » le régime des différentes commissions en vue d'alléger un dispositif d'ensemble, qui reste encore lourd à manier.

Pour mener à bien cette entreprise, la commission dispose d'un personnel réduit (deux fonctionnaires et six agents détachés par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris), et d'un budget pour le moins étié (3,8 millions de francs contre 3 millions l'année précédente). Au moment où la commission des opérations de bourse (COB) désormais « débudé » a tiré ses revenus de l'opération de moralisation financière, la COMPT ne peut espérer compter sur les transactions réalisées à la Bourse de commerce pour vivre mieux. Au premier

semestre 1985, le nombre de contrats négociés sur le sucre blanc a certes progressé de 26 % par rapport aux six premiers mois de 1984, mais le volume d'affaires chutait dans le même temps de 37 % et de 46 % respectivement pour le cacao et le café, alors que le marché des tourteaux de soja restait moribond.

Cet organisme sera donc contraint de se retourner vers ses autorités de tutelle (les ministères de l'économie et des finances et du commerce artisanal) pour essayer d'obtenir les moyens humains et financiers supplémentaires qui lui seront bientôt nécessaires s'il veut créer d'autres marchés. Mais il y a fort à parier qu'en cette période de restrictions budgétaires générales, la voix de M. Briot aura peu de chances d'être entendue rue de Rivoli.

SERGE MARTI.

(1) Les commissionnaires agréés pour le sucre blanc, les fèves de cacao, les tourteaux de soja et le café Robusta à Paris et les courtiers assermentés sur les places de province (café « en duplex » au Havre, la noix de coco et la pomme de terre à Lille).

CONJONCTURE

Réduction des taux et remboursement anticipé

L'ÉTAT FRANÇAIS RÉAMÉNAGE SON EMPRUNT DE L'AUTOMNE 1982

L'Etat français a réaménagé, mardi matin 27 août, l'emprunt de 4 milliards de dollars qu'il avait contracté en octobre 1982, époque où les comptes extérieurs du pays étaient lourdement déficitaires. Il était urgent de reconstituer ses réserves de change. Ce remboursement anticipé (le Monde daté 21-22 juillet).

La signature des documents s'est déroulée au ministère de l'économie et des finances, en présence des représentants de cent vingt-six banques américaines, européennes et arabes. L'opération comprenait deux parties : remboursement anticipé du dixième de l'emprunt, soit 400 millions de dollars (l'échéancier initial s'élevait de 1983 à 1992) ; la diminution des taux d'intérêt et des commissions sur la partie restante, soit sur 3,6 milliards de dollars.

Si l'on met à part le crédit de 2 milliards de dollars consenti par l'Arabie saoudite en 1982, à propos duquel les pouvoirs publics ne donnaient aucune information (une partie au moins en aurait été remboursée), l'Etat français a maintenant complètement réaménagé sa dette extérieure, c'est-à-dire les deux emprunts levés à l'automne 1982 (4 milliards de dollars) et au printemps 1983 (4 milliards d'ECU) obtenus par l'intermédiaire de la CEE. Sur ces chiffres, l'Etat a remboursé par anticipation 1,05 milliard de dollars.

Les entreprises françaises, qui, plus encore que l'Etat, ont emprunté des devises ces dernières années, ont, elles aussi, réaménagé une bonne partie de leurs dettes. Ces opérations ont porté sur 28,2 milliards de francs en 1984 et sur environ 30 milliards de francs au cours des cinq premiers mois de 1985.

Au 31 décembre 1984 - derniers chiffres connus - l'endettement extérieur de la France atteignait 34 milliards de dollars. Les seuls intérêts de cette dette atteignent une cinquantaine de milliards de francs cette année, auxquels s'ajoutent quelque 35 milliards de francs de remboursement du capital.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS
COMPAGNIE MÉTALLURGIQUE ET MINÈRE (C.M.M.)
Pour le premier semestre 1985, le chiffre d'affaires consolidé s'élevait à 115 millions de francs contre 82 millions de francs au 1^{er} semestre 1984. Il y a lieu de préciser que le périmètre de consolidation n'est étendu en 1985 à la Société minière d'Angade (SMA) et à sa filiale Extraterritoriale-Poudres, à la suite de l'augmentation de la participation de CMM dans la SMA réalisée en 1984. En conséquence, le chiffre de 115 millions de francs ci-dessus se compare, après retraitement, à 90 millions de francs au premier semestre 1984. Pour les mêmes périodes, le chiffre d'affaires de la société mère est de 46 millions de francs en 1985 contre 47 millions de francs en 1984.

Un contrat-type

Tel qu'il figure au Journal officiel du 22 juin 1985, sous la forme d'un contrat-type agréé, des diverses utilisations que pourront en faire le mandataire et son client, le mandat de gestion aura finalement mis plus de six ans avant de voir le jour. En effet, dès 1978-1979, la Chambre de commerce et d'industrie de Paris et la Compagnie des commissionnaires agréés avaient créé conjointement un groupe de travail sur ce sujet. Celui-ci devait formuler des propositions visant à modifier l'article 12 du règlement général des marchés à terme réglementés et à adopter un contrat-type ; autant de recommandations qui devaient rester lettre morte pendant plusieurs années.

Ces propositions n'auront pas été utiles, toutefois, puisque le contrat-type de mandat de gestion, à présent élaboré, reprend, en partie, quelques axes de réflexion tracés précédemment. On retiendra des onze articles de la décision du 10 mai 1985 approuvés par la commission des

marchés à terme de marchandises, que ce contrat lie dorénavant le mandataire (le client) qui le souscrit, les n'est pas une obligation au mandataire (commissionnaire agréé, courtier assermenté agréé, établissement de crédit ou certains intermédiaires inscrits sur des listes établies par la commission).

Gestionnaires

Les principales dispositions intéressant l'épargnant sont les suivantes :

- La durée du mandat est fixée à un an, chacune des deux parties pouvant en révoquer les termes avant l'échéance, avec notification par lettre recommandée ;
- Le montant maximum de l'engagement financier du client, clairement mentionné dans le contrat-type, représente la perte maximale qu'il accepte de subir à la fin du mandat (au-delà, la perte est supportée par le mandataire) ;
- Pour chaque mandat, les personnels ou sociétés dûment

habilités à opérer ou transmettre des ordres d'opérations sur les marchés, doivent communiquer régulièrement à la COMPT (dans les huit jours suivant la signature du contrat et par relevé trimestriel des mandats clos) la liste des clients concernés par ces opérations de gestion ;

● Si ces dernières se soldent par un gain, celui-ci fera l'objet d'une répartition entre le client et son mandataire à raison de 75 % et 25 % par l'un et l'autre.

Transformés en gestionnaires - comme les agents de change - les commissionnaires vont pouvoir exercer dorénavant des transactions dans l'intérêt - bien compris - de leurs clients et de leur propre maison. De leur côté, les mandants limitant leur risque au montant de la mise sans être, comme par le passé, pris au piège des « appels de marge », qui avaient été faits, lorsque le marché se retournait, d'éponger - et au-delà - leur investissement initial.

S. M.

FAITS ET CHIFFRES

Consommation

Le conseil d'administration de l'Institut national de la consommation (INC) se réunira le 6 septembre. Les responsables des organisations de consommateurs se donnent ainsi une semaine pour consulter leurs mandats avant de décider de la conduite à adopter après la nomination de M. Des Reix à la direction de l'INC. Dans des communiqués, l'ASSECO-CFDT considère cette nomination comme une « erreur » et demande aux pouvoirs publics de revenir sur leur décision, et la CSF (Confédération syndicale des familles) qualifie de « coup de force » cette nomination, ce qui n'est pas le cas d'une réorganisation positive de l'INC. Enfin l'INDECOSEC/CGT, qui estime que la question d'une éventuelle démission des représentants des organisations de consommateurs au conseil d'administration de l'INC n'a été ni débattue ni décidée lors du conseil du 22 août.

Énergie

Une solution a été trouvée pour la raffinerie Shell de Courbevoie. Le Venezuela va jouer pendant trois ans la raffinerie Shell de Courbevoie au gouvernement de cette île voisine, auquel la compagnie anglo-néerlandaise a cédé l'usine pour une somme symbolique (l'équivalent de la vente à la ferraille des installations), a annoncé le 26 août le ministre vénézien de l'énergie. La société Maraven, filiale de la compagnie nationale des pétroles du Venezuela, la PDVSA, sera locataire de cette raffinerie que Shell avait menacé de fermer en raison de ses pertes accumulées (10 millions de dollars par mois). La capacité effective de production de la raffinerie est de 140 000 barils/jour, sur une capacité installée de 320 000.

Étranger

Mort du fondateur du groupe Sam Hung Kai. - M. Fung King Hey, président et fondateur de la société Sun Hung Kai, de Hong Kong, est mort, dimanche 25 août, à l'hôpital de Vancouver (Canada). La disparition de cette figure de la troisième place financière du monde suit de près l'importante réorganisation du groupe SHK intervenue au cours du premier semestre 1985 (le Monde daté 24-25 mars) : en mars, Paribas revendait en effet au groupe familial de M. Fung King Hey les 25,5 % qu'il détenait dans le groupe depuis 1983, redonnant à ce dernier une participation majoritaire au sein du groupe. A la même époque, l'Arab Banking Corporation assurait le contrôle de la filiale bancaire du groupe SHK et laissait 25 % des parts au défunt président. Rappelons que, en 1982, M. Fung avait vendu 25 % des actions de son groupe et 15 % du secteur bancaire à Merrill Lynch, la grande maison de courtage de New-York ; il avait, en contrepartie, reçu 4 % des parts de la firme américaine, devenant le plus important actionnaire individuel du courtier américain.

Social

Le conflit reprend aux mines de potasse d'Alsace. - Les mineurs de potasse alsaciens des quatre puits ont déclenché dans la nuit du lundi 26 août au mardi 27 août une nouvelle grève aussiit appuée par le blocage de l'important axe ferroviaire Strasbourg-Mulhouse. C'est l'annulation par la direction de la

réunion qui devait avoir lieu mardi 27 août, la décision de la direction d'avoir recours à une société soustraitante pour les travaux de fond au puit de Berwiller. Un accord était intervenu, mais, pour la direction, le texte adopté prévoyait le libre accès aux puits pour les entreprises extérieures, tandis que pour les syndicats l'accord imposait seulement la reprise du travail. Les grévistes ont tout d'abord manifesté à Mulhouse, où ils ont retardé deux trains, puis ils ont défilé devant les bureaux de la compagnie. Environ deux cent cinquante mineurs (sur deux mille) ont participé à ces opérations. Vers 2 h 30, une trentaine d'entre eux ont à nouveau bloqué la voie ferrée. Une intersyndicale CGT, CFDT, CFTC, FO doit se tenir afin de décider de la suite du mouvement.

Voie ferrée bloquée par des sidérurgistes. - Plusieurs dizaines de sidérurgistes CGT et CFDT ont bloqué deux heures, près de Pompey (Meurthe-et-Moselle), le trafic ferroviaire entre Nancy et Metz, l'après-midi du lundi 26 août, pour protester contre les nouvelles suppressions d'emploi à la Société nouvelle des aciers de Pompey. A la veille des vacances, le 23 juillet, une

réduction supplémentaire d'effectif de 450 personnes avait été annoncée par Ascometal, en sus des 500 suppressions d'emploi prévues par le Plan acier de mars 1984.

La société de transports routiers ONATRA annonce plus de 300 licenciements. - La société de transports routiers internationaux ONATRA, qui compte 812 salariés, a annoncé, vendredi 23 août, 303 licenciements ainsi qu'un train de mesures - suppression du treizième mois et des primes compensatoires - pour tenter de redresser la situation de l'entreprise. La société envisagerait de fermer deux des sept agences de France - en tout cas celle de Saint-Aubin, en Haute-Provence - et de regrouper les autres à Vitrolles (Bouches-du-Rhône) où elle a son siège social. Des membres du personnel de cette agence se sont mis en grève lundi 26, à l'appel de la CGT et de la CFDT. De :

Précision. - Dans notre « repère » concernant la possibilité d'obtenir des prêts personnels (le Monde daté 25-26 août), il convient de préciser que les prêts immobiliers qu'octroie déjà la poste sont accordés dans le cadre des plans d'épargne-logement.

ENTREPRISES

SODIMA (Yoplait, Candia) crée une filiale internationale

Coopérative d'unions de coopératives, SODIMA, pour le vingtième anniversaire de sa marque Yoplait, crée SODIMA International, structure juridique et financière, qui regroupera les activités de Yoplait (produits laitiers frais), présente dans trente-cinq pays, avec quarante partenaires, et à assurer le développement. La SODIMA a réalisé, en 1984, un chiffre d'affaires global de 8,3 milliards de francs, dont 2,3 milliards sont dus aux ventes de Yoplait à l'étranger. Le chiffre d'affaires de la marque Candia (laits frais pasteurisés et longue conservation) a été de 3,4 milliards.

Mesa se réorganise

Mesa Petroleum, la société de M. T. Boone Pickens, va se réorganiser en transférant l'essentiel de ses activités pétrolières et gazières à une société en participation, dénommée Mesa Ltd Partnership. Cela va permettre à Mesa d'échapper à l'impôt sur les sociétés et devrait, selon M. Pickens, « maximiser la valeur des actions du groupe ». Well Street a bien réagi à cette opération, l'action Mesa gagnant 1,50 dollar le 26 août.

La firme ouest-allemande Henkel

(l'essive Persil) introduite en Bourse au mois d'octobre

L'un des principaux fabricants européens de lessive, l'entreprise familiale Henkel KGAA, qui produit notamment la lessive Persil, a décidé de s'introduire, en octobre prochain, sur les Bourses ouest-allemandes. A cette date, le public se verra offrir des actions à dividende prioritaire (mais sans droit de vote) d'une valeur nominale totale de 75 millions de deutschmarks, moyennant un prix d'émission qui sera arrêté le 26 septembre prochain. Réunis secrètement en assemblée générale au cours du week-end, les soixante-six propriétaires de Henkel, une entreprise née en 1876 et actuellement constituée en société en commandite par actions, ont décidé, le 25 août, d'augmenter

le capital de la firme pour le porter de 300 à 575 millions de deutschmarks (1 700 millions de francs). L'assemblée a également décidé qu'en cas de nouveaux moyens financiers seraient nécessaires il serait nécessaire d'émettre de nouvelles actions à dividende prioritaire. En 1984, Henkel, qui était, jusqu'à présent, la dernière des vieilles entreprises familiales ouest-allemandes à ne pas avoir ouvert son capital, avait réalisé un chiffre d'affaires de 9,3 milliards de deutschmarks (dont 67 % provenant de l'étranger) et un bénéfice avant impôts de 130 millions. Le groupe compte cent soixante-trois sociétés réparties dans quarante-cinq pays et employant 31 000 personnes.

Réduction du capital d'Alfa Romeo

Les actionnaires du constructeur italien Alfa Romeo ont approuvé, lundi 26 août, à l'unanimité, une réduction du capital de la société de 600 milliards de lire (2,7 milliards de francs) à 353 (1,8 milliard de francs). Cette réduction du capital - qui sera suivie d'une recapitalisation au niveau initial - est destinée à couvrir les pertes de la société, qui appartient, pour 16 %, à l'IRI (Institut pour la reconstruction industrielle) et, à 84 %, à sa branche mécanique, la Firmecanica.

MARCHÉS

PARIS

Mardi 27 août 1985

0.05 %

Le marché des actions a été marqué par la hausse de la Cote, qui a atteint son plus haut niveau depuis le début de l'année. Les valeurs de croissance ont été particulièrement dynamiques, notamment les sociétés du secteur des services et de l'équipement. Les valeurs de rendement ont également progressé, mais à un rythme plus modéré. Les valeurs de croissance ont été particulièrement dynamiques, notamment les sociétés du secteur des services et de l'équipement. Les valeurs de rendement ont également progressé, mais à un rythme plus modéré.

AUTOUR DE LA

BAISSA DES TAUX LORS DE L'INTRODUCTION DE BONS AMÉRICAINS. - La dernière adjudication de bons américains a eu lieu lundi 26 août. Les taux ont été fixés à 7,07 %, contre 7,12 % à la précédente vente aux enchères. Le mouvement était donc à la baisse. Les bons à six mois (7,21 %) et à un an (7,31 %) ont été souscrits à hauteur de 14,4 milliards de dollars.

PROCHAÏNE ÉMISSION DE BONS EN ESPAGNOL SUR LE MARCHÉ AMÉRICAIN. - Une émission de bons en espagnol, d'une valeur de

NOUVEAUX QUOTIDIENS (base 100 : 28 août 1984)

Indicateur	23 août	26 août
Indice de la Cote	1172	1176
Indice des AGENTS DE CHANGE (base 100 : 31 déc. 1984)	218,4	218,8

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentage des cours de la veille par rapport à ceux de la veille.

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	± %
AS 100	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 200	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 300	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 400	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 500	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 600	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 700	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 800	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 900	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 1000	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 1100	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 1200	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 1300	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 1400	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 1500	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 1600	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 1700	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 1800	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 1900	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 2000	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 2100	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 2200	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 2300	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 2400	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 2500	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 2600	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 2700	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 2800	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 2900	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 3000	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 3100	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 3200	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 3300	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 3400	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 3500	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 3600	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 3700	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 3800	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 3900	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 4000	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 4100	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 4200	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 4300	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 4400	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 4500	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 4600	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 4700	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 4800	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 4900	1988	1980	1985	+ 0,5
AS 5000	1988	1980	1985	+ 0,5

مكتبة الأصل

كذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

26 août

Hésitant : - 0,05 %

L'hésitation prévalait, lundi, au Palais Boursier, notamment sur le marché obligataire où les opérateurs s'efforçaient, en l'absence de détails complémentaires, d'évaluer l'impact des dernières modifications apportées par la Rue de Rivoli à la réglementation des Sicav et fonds de placements (voir page 22) après le « coup de pouce » à la transparence, donné par le COB aux Sicav, à court terme (le Monde daté 25-26 août).

La modification de la grille d'imposition des plus-values et le relèvement de 3 à 4 millions de francs de la valeur des parts (pour les entreprises uniquement), deux mesures concernant les seuls FCP, devaient pénaliser les fonds à taux de rotation rapide mais, dans une moindre mesure, ceux à rotation lente qui bénéficieraient jusqu'à d'une facilité un peu plus avantageuse, jusqu'à un niveau.

Quant à l'instauration d'un coefficient de disponibilité de 10 % de l'actif (concernant à la fois les Sicav et les FCP), il faut attendre de connaître la liste des produits agréés dans le cadre de cette « disponibilité » (bons du Trésor, par exemple) pour évaluer avec précision ses conséquences sur le marché. Toutefois, expliquent-ils, ce site liste devait être trop restrictive pour les actionnaires, il ne faut pas exclure quelques dérogations sur le marché financier.

Du côté des actions, l'indicateur instantané était stable (- 0,05 %). Suivant la hausse de Peugeot, à 392 F (+ 3 %), Sagem, Roussel-Uclaf, Colas, Schneider-Electricité, Suez, Marine, Châti, Praxair, gagnait 2 % à 5 %. A l'inverse, repli de Maisons Phénix, Bouygues, CFCE, Interchim, Schneider, Ecco, Penarroya (- 2 à - 4 %).

Sur le marché de l'or, en l'absence d'informations de Londres (en raison d'une fête locale), le lingot gagnait 100 F, à 90 950 F, tandis que le napoléon cédait 3 F, à 361 F.

Dollar-titre : 8,67/170 F.

NEW-YORK

L'arme au pied

Le marché new-yorkais est resté l'arme au pied lundi, et nombre d'opérateurs ont refusé de prendre le moindre engagement tant qu'ils n'auraient pas réussi à voir un peu plus clair en ce qui concerne l'évolution prévisible de l'économie américaine au second semestre de 1985. A cet égard, toutes les indications sont bonnes à prendre, et les « minutes » de la réunion de la commission de l'« Open Market », qui s'est déroulée les 9 et 10 juillet dernier, le présent commencent, ont été passées au peigne fin.

On a ainsi noté avec intérêt l'avis exprimé par le vice-président du Fed, M. Preston Martin, qui s'est montré favorable à une « fourchette » plus ouverte que les objectifs assignés par ses collègues à la masse monétaire pour 1986 : 4 % à 7 % pour la masse M-1 et 6 % à 9 % en moyenne pour les deux autres agrégats (M-2 et M-3). En attendant de plus amples informations, la cote est restée hésitante et l'indice Dow Jones des valeurs industrielles relâché, en clôture, un repli de 0,5 point, à 1.317,65 points. Les échanges ont été réduits à 70,25 millions d'actions contre 75,27 millions le vendredi précédent.

Parmi les valeurs les plus actives, on a relevé le cas de Texas Instruments, Southern Co., National Semiconductor, Mesa Petroleum et Sperry Corp. avec des chiffres d'affaires supérieurs au million de dollars.

AUTOUR DE LA CORBEILLE

BAISSE DES TAUX LORS DE L'ADJUDICATION DE BONS AMÉRICAINS. - Lors de sa dernière adjudication, le 26 août, le taux d'intérêt sur les effets à trois mois est tombé à 7,07 %, contre 7,14 % lors de la précédente vente aux enchères, le même mouvement étant constaté sur les bons à six mois (7,21 %, contre 7,28 %). L'adjudication portait sur un montant total de 14,4 milliards de francs.

PROCHAINE ÉMISSION DE BONS DU TRÉSOR ESPAGNOL SUR LE MARCHÉ AMÉRICAIN. - Une émission de bons du Trésor espagnol, d'une valeur de 250 millions de dollars, sera placée, aux Etats-Unis dans les premiers jours de septembre, a indiqué le ministère espagnol de l'économie. Il s'agit de bons à court terme (270 jours), qui ont reçu les qualifications P-1 et A-1 délivrées par les agences de « rating » Moody's et Standard and Poor's, qui, d'après les milieux financiers, sont les plus élevées pour ce type d'émission de titres à court terme. Une partie substantielle des bons sera dirigée à l'échelle internationale, y compris vers First Boston et Merrill Lynch étant chargées du placement de l'opération.

BAISSE EN 1984, DE LA PRODUCTION SUD-AFRICAINE DE PIÈCES D'OR. - La production sud-africaine de pièces d'or a fortement baissé, en 1984, au profit des cinquante-neuf autres pays qui frappent des pièces d'or. Selon les statistiques publiées à Washington par l'Institut de l'or, l'Afrique du Sud, tout en restant, l'an dernier, le premier producteur mondial, a vu sa production passer de 2,4 millions d'onces de métal fin (« troy »), contre 3,5 millions l'année précédente. A l'opposé, les autres pays, notamment le Canada, ont utilisé pour leur fabrication 2,1 millions d'onces, contre 1,2 million en 1983.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 = 26.08.1984)

Valeurs françaises : 217,2

Valeurs étrangères : 246,6

C'EST AGENT DE CHANGE

(Base 100 = 31.08.1981)

Indice général : 218,4

Indice des actions : 218,8

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets à 30 jours : 9,78 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en francs) : 236,40

1 franc (en dollars) : 0,00423

BOURSE DE PARIS Comptant

26 AOUT

VALEURS	% de variation	Cours	Dernier cours
10 % 1973	+ 0,05	2712	2712
10 % 1974	+ 0,05	2712	2712
10 % 1975	+ 0,05	2712	2712
10 % 1976	+ 0,05	2712	2712
10 % 1977	+ 0,05	2712	2712
10 % 1978	+ 0,05	2712	2712
10 % 1979	+ 0,05	2712	2712
10 % 1980	+ 0,05	2712	2712
10 % 1981	+ 0,05	2712	2712
10 % 1982	+ 0,05	2712	2712
10 % 1983	+ 0,05	2712	2712
10 % 1984	+ 0,05	2712	2712
10 % 1985	+ 0,05	2712	2712

VALEURS	Cours	Dernier cours
10 % 1973	2712	2712
10 % 1974	2712	2712
10 % 1975	2712	2712
10 % 1976	2712	2712
10 % 1977	2712	2712
10 % 1978	2712	2712
10 % 1979	2712	2712
10 % 1980	2712	2712
10 % 1981	2712	2712
10 % 1982	2712	2712
10 % 1983	2712	2712
10 % 1984	2712	2712
10 % 1985	2712	2712

Actions au comptant

VALEURS	Cours	Dernier cours
10 % 1973	2712	2712
10 % 1974	2712	2712
10 % 1975	2712	2712
10 % 1976	2712	2712
10 % 1977	2712	2712
10 % 1978	2712	2712
10 % 1979	2712	2712
10 % 1980	2712	2712
10 % 1981	2712	2712
10 % 1982	2712	2712
10 % 1983	2712	2712
10 % 1984	2712	2712
10 % 1985	2712	2712

SECONDE MARCHÉ

VALEURS	Cours	Dernier cours
10 % 1973	2712	2712
10 % 1974	2712	2712
10 % 1975	2712	2712
10 % 1976	2712	2712
10 % 1977	2712	2712
10 % 1978	2712	2712
10 % 1979	2712	2712
10 % 1980	2712	2712
10 % 1981	2712	2712
10 % 1982	2712	2712
10 % 1983	2712	2712
10 % 1984	2712	2712
10 % 1985	2712	2712

SICAV 26/8

10 % 1973 : 2712

10 % 1974 : 2712

10 % 1975 : 2712

10 % 1976 : 2712

10 % 1977 : 2712

10 % 1978 : 2712

10 % 1979 : 2712

10 % 1980 : 2712

10 % 1981 : 2712

10 % 1982 : 2712

10 % 1983 : 2712

10 % 1984 : 2712

10 % 1985 : 2712

Règlement mensuel

10 % 1973 : 2712

10 % 1974 : 2712

10 % 1975 : 2712

10 % 1976 : 2712

10 % 1977 : 2712

10 % 1978 : 2712

10 % 1979 : 2712

10 % 1980 : 2712

10 % 1981 : 2712

10 % 1982 : 2712

10 % 1983 : 2712

10 % 1984 : 2712

10 % 1985 : 2712

COTE DES CHANGES

10 % 1973 : 2712

10 % 1974 : 2712

10 % 1975 : 2712

10 % 1976 : 2712

10 % 1977 : 2712

10 % 1978 : 2712

10 % 1979 : 2712

10 % 1980 : 2712

10 % 1981 : 2712

10 % 1982 : 2712

10 % 1983 : 2712

10 % 1984 : 2712

10 % 1985 : 2712

10 % 1986 : 2712

10 % 1987 : 2712

10 % 1988 : 2712

10 % 1989 : 2712

10 % 1990 : 2712

10 % 1991 : 2712

10 % 1992 : 2712

10 % 1993 : 2712

10 % 1994 : 2712

10 % 1995 : 2712

10 % 1996 : 2712

10 % 1997 : 2712

10 % 1998 : 2712

10 % 1999 : 2712

10 % 2000 : 2712

10 % 2001 : 2712

10 % 2002 : 2712

10 % 2003 : 2712

10 % 2004 : 2712

10 % 2005 : 2712

10 % 2006 : 2712

10 % 2007 : 2712

10 % 2008 : 2712

10 % 2009 : 2712

10 % 2010 : 2712

10 % 2011 : 2712

10 % 2012 : 2712

10 % 2013 : 2712

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

2. PROCHE-ORIENT
2. AMÉRIQUES
- Chili: l'opposition, communistes acceptés, s'unit contre le général Pinochet.
2. ASIE
- Le Vietnam n'exclut pas le maintien de ses conseillers au Cambodge.
3. AFRIQUE
- La tension en Afrique du Sud: Pretoria attend des clarifications sur la visite des trois ministres de la CEE.
4. EUROPE
- RFA: l'espionne en famille.

POLITIQUE

- 5 à 10. LE RAPPORT DE M. BERNARD TRICOT SUR L'ATTENTAT CONTRE LE BATEAU DE GREENPEACE.

LE MONDE MÉDECINE

11. Etre expert en folie.
12. Polyarthrite rhumatoïde, la déviance par le placenta.

CULTURE

14. THÉÂTRE: un entretien avec Gabriel Garin.
15. CINÉMA: la 42^e Mostra de Venise: «Fino al mondo» à Montréal.
- 14-15. COMMUNICATION
- NFL Strasbourg interdit d'animation.

ÉCONOMIE

21. SOCIAL: les difficultés de la Sécurité sociale.
- AGRICULTURE: manifestations des producteurs de fruits et de légumes.
22. AFFAIRES
- La moralisation de la Bourse de commerce.
22. CONJONCTURE: l'état français réaménage son emprunt de l'autisme 1982.

RADIO-TÉLÉVISION (16)
INFORMATIONS
 «SERVICES» (13):
 «Journal officiel»; Météorologie; Mots croisés.
 Annonces classées (7 à 20); Carnet (13); Programmes des spectacles (15-16); Marchés financiers (23).

Sur CFM
 de 19 heures à 19 h 30
 à Paris (89 MHz)
 à Lyon (100,3 MHz)
 à Bordeaux (101,2 MHz)
 à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)

MARDI 27 AOÛT
 En coproduction avec CFM Bordeaux
 La sixième université d'été de la communication audiovisuelle
 «Le Monde» reçoit
 Claude NEUSCHWANDER
 président de CFM
 avec JEAN-FRANÇOIS LACAN

MERCREDI 28 AOÛT
 Lucien SFEZ
 président du Conseil national de la communication audiovisuelle

OUVERT EN AOÛT pour vous servir
 DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
 avec la garantie d'un grand maître tailleur
PANTALONS
 A partir de 580 F
COSTUMES
 MESURE 1 750 F
NOUVELLE COLLECTION
 3 000 tissus
 Luxueuses draperies anglaises
 Fabrication traditionnelle
 Boutique Femme
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
 sur MESURE
 UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES
 Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
 27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
 Téléphone: 742-70-01.
 Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h.

Renault abandonne la formule 1

Course à l'économie

La Régie Renault, qui avait été le premier grand constructeur à concevoir entièrement une formule 1 (moteur et châssis), abandonnera la compétition à la fin de la saison, mais honorera ses contrats en fournissant ses moteurs V6 turbo aux écuries britanniques Tyrrell (jusqu'à la fin de 1986) et Lotus (jusqu'à la fin de 1987). Cette décision, attendue depuis plusieurs semaines mais officialisée mardi 27 août, est bien sûr liée à la situation financière inquiétante de l'entreprise qui a enregistré 12,5 milliards de francs de pertes en 1984.

Depuis sa nomination, le 23 janvier 1985, le nouveau PDG de la Régie, M. Georges Besse, n'avait pas caché que «chaque secteur d'activité devrait contribuer au redressement de l'entreprise». Après avoir annoncé le retrait de Renault des compétitions cyclistes, il avait accordé un suris à la formule 1, qui véhiculait plus directement l'image de marque de la Régie auprès du public, en France comme à l'étranger.

«Si la formule 1 ne coûte pas un centime à l'entreprise», Renault pourra continuer à y avoir accès. Pour trouver les 200 millions de francs de budget annuel, ou au moins la moitié, la Régie avait alors fait appel aux plus grandes agences de publicité (Publicis qui gère le budget de Renault, Havas, Eurocom), à l'International Management Group de l'Américain Mark McCormack, ELF, le partenaire depuis le début de l'aventure, a été sollicité pour accroître son effort financier. En vain.

La saison de formule 1 en cours n'a, il est vrai, guère contribué au renom de Renault. La Régie qui avait fait œuvre de pionnière en pré-

sentant un moteur turbo, le 16 juillet 1977 à Silverstone, lors du Grand Prix de Grande-Bretagne, ne s'est en fait jamais remise de son échec inextricable, dans le championnat du monde 1983. Après des débuts difficiles, la monoplace jaune et noire que les Anglais avaient surnommée *the yellow fox* (la théière jaune), à cause des nombreux turbos cassés dans un jet de fumée, avait confondu ses détracteurs en remportant le Grand Prix de France à Dijon, le 1^{er} juillet 1979 avec Jean-Pierre Jabouille. Quatorze autres succès allaient suivre de 1980 à 1983.

La consécration semblait même promise en 1983. Avec quatre victoires, Alain Prost était en tête du championnat du monde à la veille du dernier Grand Prix à Kyalami (Afrique du Sud). Grand seigneur, la Régie avait refusé de porter réclamation contre sa principale rivale, la Brabham BMW, qui avait utilisé, lors des courses précédentes, un carburant non conforme au règlement. Excess de confiance? Le Brésilien Nelson Piquet triompha ce jour-là pour deux points et BMW devint le premier moteur officiellement couronné en formule 1.

Une équipe décapitée

Cet échec allait avoir des conséquences immédiates. Alain Prost passait chez McLaren. L'équipe Renault-Sport était elle-même décapitée à la fin de la saison 1984 avec le départ de son directeur, Gérard Larrousse, puis de Gérard Tatu, l'ingénieur en chef, qui tous deux prenaient la responsabilité du programme Ligier en formule 1.

Gérard Tatu, nommé directeur de la compétition et directeur général de Renault-Sport, le 5 novembre

1984, ne parvenait pas à reconstituer une équipe digne de la précédente. Cet échec était d'autant plus inquiétant que, pour retrouver son rang en formule 1, la Régie aurait dû beaucoup réinvestir en hommes et en matériel.

Renault-Sport n'est pas pour autant dissoute. La Régie entend poursuivre ses activités en rallye (la Renault maxi 5 turbo a gagné le Tour de Corse 1985 mais il n'est pas question de l'engager régulièrement dans les rallyes du championnat du monde 1986) et dans les formules de promotion. L'activité de l'usine d'Antony (seize personnes) ne sera pas réduite. L'usine de Viry-Châtillon (cent personnes), qui fabriquait entre cinquante et cent moteurs par an, continuera donc jusqu'à la fin de 1987 avec une activité sans doute réduite. En revanche, l'usine d'Evry (soixante-quinze personnes), qui construisait les châssis sera fermée mais le personnel réaffecté.

Coincidence, l'annonce officielle du retrait de Renault en formule 1 intervient moins de quarante-huit heures après le triomphe de Peugeot dans le championnat du monde des rallyes qui constitue, selon le président, M. Jean Boillot, «l'investissement le plus rentable» de la firme de Sochaux.

GÉRARD ALBOUY.

«Victoire de la 205: le syndicat demande une prime». Le SIAP-CIS (syndicat de la firme automobile Peugeot) s'est félicité, lundi, de la victoire de la 205 turbo 16 dans le championnat du monde des rallyes et a demandé une prime à Peugeot. Le syndicat demande que «cet événement exceptionnel fasse l'objet d'une prime spéciale de 500 F pour l'ensemble du personnel».

NOUVELLES BRÈVES

Les centristes tendent le main aux socialistes repentants. — M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a déclaré, le lundi 26 août, devant les jeunes démocrates socialistes réunis en université d'été à Lamoura (Jura): «Notre avenir n'est pas avec les socialistes, qui porteront longtemps avec eux le poids des mensonges et des illusions de mai 1981, ainsi que les tentations du tout politique et du totalitarisme. Mais l'avenir d'une partie des socialistes, ceux qui aujourd'hui ont un langage de vérité et qui se repentent, est peut-être avec nous». M. Méhaignerie a ajouté qu'il n'y avait «aucune contradiction» à ce qu'il rencontre M. Michel Rocard, il a toutefois précisé que s'il y avait un rapprochement avec le CDS ce serait uniquement dans le cadre du programme de l'opposition.

Les rocardiens ne constitueront pas de listes indépendantes en 1986. — M. Claude Evin, député socialiste de la Loire-Atlantique, proche de M. Michel Rocard, a affirmé avec «solenité» qu'il n'est absolument pas question «pour les rocardiens de présenter des listes indépendantes pour les élections de 1986. Interrogé, le lundi 26 août, sur RTL, le président de la commission des affaires culturelles et sociales de l'Assemblée nationale a déclaré: «Nous sommes membres du Parti socialiste et nous entendons y rester. Il est hors de question de nous inscrire dans une logique scissionniste».

Le manifeste de M. Poperen (PS). — Le projet de manifeste rédigé par M. Jean Poperen, numéro deux du PS, dans le cadre de la préparation du congrès du PS (le Monde du 24 août), va être soumis à une commission de rédaction.

Le Club Méditerranée en Chine. — Le Club Méditerranée ouvrira un nouveau village, en mars 1986, en République populaire de Chine. Les installations, situées dans une baie sablonneuse à Sui-Mia-Cha, à 16 kilomètres de Hong-kong, se trouvent dans la «zone économique spéciale» de Shenzhen, créée par la République populaire pour attirer les investissements étrangers. Le nouveau village, d'une capacité d'hébergement de deux cent quatre-vingts lits, comprendra plusieurs lacs, un golf de dix-huit trous, des courts de tennis, ainsi que des ateliers d'art, d'artisanat et d'informatique.

CYCLISME: Championnats du monde. — La Française Jeanne Longo a obtenu, lundi 26 août à Bassano-del-Grappa (Italie), la médaille d'argent de la poursuite. Elle a été battue de 1 sec. 8/100 en finale par l'Américaine Rebecca Twigg (3 min 52 sec. 75 pour les 3 km).

NATATION: record de France pour Stephen Caron. — Deuxième de la finale du 100 mètres nage libre de l'Universiade d'été, gagnée par l'Américain Matt Bondi, le mardi 27 août à Kneb, le Rouennais Stephen Caron a battu son record de France en moins de 50 secondes (49 sec. 97, alors que son précédent record, établi le 2 août en finale des championnats d'Europe, était de 50 sec. 20).

LE NOUVEL ACTIONNARIAT DE FRAMATOME

La CGE prendrait la tête d'un pool industriel

Après plusieurs mois de négociations conduites par les pouvoirs publics (le Monde du 17 juillet), un accord devrait bientôt être trouvé sur la répartition du capital de Framatome. Depuis la mise en liquidation de Creusot-Loire, qui détenait 50 % des actions, le seul actionnaire du constructeur français de chauds nucléaires est le Commissariat à l'énergie atomique.

Compte tenu des perspectives brillantes à court terme de Framatome, dont les bénéfices distribuables devraient atteindre au moins 200 millions de francs par an au cours des quatre prochaines années, et bien que l'avenir à plus long terme soit incertain, les candidats ne manquent pas.

La CGE, maison mère d'Alstom, qui fabrique notamment la partie classique des réacteurs, les groupes de travaux publics Bouygues et Dumez, lesquels assurent le gros œuvre des centrales EDF, principal client de l'entreprise, les cadres de Framatome (1) et bien entendu le CEA sont tous intéressés à des titres divers.

Soutenu par le ministère du redressement industriel, qui souhaite qu'un leadership industriel se des-

sine clairement, afin de conduire la diversification nécessaire de la société, gênée à terme par le ralentissement du programme nucléaire, un schéma paraît depuis peu se dégager. Il prévoit la création d'un pool industriel conduit par la CGE, qui deviendrait le principal actionnaire de la société, sans toutefois détenir la majorité du capital. Sa part pourrait atteindre 49 %. Le reste serait réparti entre d'une part le CEA et d'autre part les cadres de la société.

Ce schéma aurait fait l'objet d'un accord entre les directions de Framatome et de la CGE. Il susciterait toutefois des réticences au sein du CEA et la répartition des participations, à l'intérieur du pool industriel, resterait à définir.

V. M.

(1) La CGC, principale organisation syndicale, représente les 2 500 cadres de l'entreprise, vient de se prononcer en faveur d'une participation d'au moins 10 % du personnel dans le capital, soulignant la nécessité de préserver son indépendance pour «les choix industriels et la politique de diversification».

Le débat sur la Nouvelle-Calédonie

MM. HERNU ET JOXE MENACENT DE POURSUIVRE M. LÉOTARD EN JUSTICE

MM. Charles Hernu et Pierre Joxe menacent de poursuivre en justice M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain. Le dimanche 25 août, celui-ci, au cours d'un déjeuner de presse, avait dressé le bilan de son voyage en Nouvelle-Calédonie et mis en cause le comportement des forces de l'ordre et de certains hauts fonctionnaires.

Il avait accusé le gouvernement d'«humilier» la Nouvelle-Calédonie en lui donnant l'ordre de ne pas «intervenir» ou de ne pas «pénétrer dans certaines tribus». M. Léotard avait aussi dénoncé la complicité de certains hauts fonctionnaires «avec des voyous et des assassins», le «premier informé» des opérations de geodarmie étant, selon lui, le FLNKS.

Dès le lundi 26 août, le ministre de la défense et celui de l'intérieur adressèrent une lettre commune au secrétaire général du PR, lui demandant de «produire les preuves matérielles» de ses «graves assertions», et cela «dans les plus brefs délais».

Les deux ministres expliquent aussi que les déclarations de M. Léotard «constituent une mise en cause grave de fonctionnaires dans leur manière de servir», que ces accusations leur apparaissent «totalement infondées», et que donc, conformément à la loi en vertu de laquelle il leur appartient d'«intervenir pour protéger» les agents placés sous leurs ordres, ils se réservent d'«utiliser les voies de droit que [nous] ouvre la loi en cas de menace, injure, diffamation ou outrage». Pour sa part, M. Jacques Lafleur, député RPR du territoire, affirme que M. Léotard n'aura «aucun mal» à fournir les preuves exigées.

En RFA

LA VOITURE PROPRE FAIT RECETTE

Déjà plus de soixante mille voitures équipées de dispositifs antipollution circulent en Allemagne de l'Ouest. C'est ce qu'a indiqué dernièrement M. Friedrich Zimmermann, ministre de l'intérieur de RFA chargé de l'environnement. La demande de véhicules «propres» augmente rapidement: 6 500 immatriculés en avril, 20 000 en juillet. Et les constructeurs d'automobiles estiment que la demande va croître encore. Dès 1986, selon les études de marché, la moitié des voitures neuves immatriculées en RFA pourraient répondre aux normes antipollution et les trois quarts en 1987.

Le numéro du «Monde» daté 27 août 1985 a été tiré à 480 505 exemplaires.

STABILISATION RELATIVE DU CHOMAGE DANS LA CEE

Le taux de chômage par rapport à la population active (en données brutes) s'est accru de 0,2 point en juillet dans les pays de la Communauté européenne, atteignant 11 %, contre 10,8 % le mois précédent. 12,4 millions de personnes étaient au chômage, soit 400 000 de plus qu'en juillet 1984 (en juin l'augmentation sur un an avait été de 380 000). Cette relative stabilisation s'accompagne cependant d'une augmentation forte du chômage des jeunes (+ 4,3 points), notamment des femmes. Sur un an, le chômage des femmes s'est très légèrement accru, tandis que celui des hommes diminuait très légèrement aussi.

C'est en Irlande que le taux de chômage reste de loin le plus élevé (17,9 %), suivi par les Pays-Bas (13,6 %), la Belgique (13,5 %), l'Italie (12,9 %), la Grande-Bretagne (12,3 %), la France (9,8 %), la RFA (8,2 %), le Danemark (7,9 %) et loin derrière, le Luxembourg (1,5 %).

Etats-Unis

SAMANTHA, AMBASSADEUR DE LA PAIX MEURT DANS UN ACCIDENT D'AVION

Auburn (AP, AP.). — Samantha Smith, la jeune Américaine, à qui une lettre adressée à Youri Andropov en faveur de la paix, avait valu un voyage de deux semaines en URSS en 1983, vient de mourir tragiquement. La jeune fille, âgée de treize ans, a péri, ainsi que son père et six autres passagers, dans un accident d'avion près d'Auburn dans le Maine Nord-est des Etats-Unis. «Toute l'Amérique a perdu une petite fille très spéciale», Samantha avait conquis tous les cœurs comme ambassadrice de la paix en URSS, a déclaré le gouverneur du Maine.

A son retour aux Etats-Unis, après son séjour à Moscou, Samantha était devenue une vedette, et avait même écrit un livre sur son voyage. Elle tournait actuellement une série pour la chaîne de télévision américaine ABC. A l'époque de sa visite en URSS, certains avaient estimé que Samantha avait été «exploitée» par les Soviétiques.

A l'annonce de son accident, les réactions ont été nombreuses et unanimes, tant du côté américain que du côté soviétique. L'agence Tass, dans un communiqué, lundi à Radio-Moscou, a déclaré: «Le nom de Samantha Smith est connu en URSS et dans le monde entier», l'agence a ajouté que l'année dernière la jeune Américaine avait affirmé que «le peuple soviétique désirait profondément la paix».

CLASSE PRÉPARATOIRE MÉDECINE ou PHARMACIE
 le moyen le plus sûr pour RÉUSSIR
 A temps complet, d'octobre à juin
CEPES
 57, rue Charles-Lafitte, 92 Neuilly - Tel.: 745.09.19

مكتبة الأمل